

Juliette Da silva Moreira

**Poursuivre la lutte contre la guerre coloniale  
et la dictature de l'*Estado Novo* en exil**

La presse des exilés instrument et témoin du militantisme des déserteurs  
réfractaires et insoumis portugais réfugiés en France

(1968-1974)

Master 2 Aire Culturelle Romane

Spécialité : Études Lusophones

Sous la direction de Ernestine Carreir

Année universitaire 2017-2018

# Table des matières

Remerciements .....	4
Introduction .....	5
I. Déserteurs, réfractaires et insoumis durant la guerre coloniale (1961-1974) : la portée subversive du refus de la guerre et du choix de l'exil.....	15
A. Guerre coloniale (1961-1974) : naissance et développement d'une idéologie d'opposition .....	15
a) Mythe impérial et colonialisme : deux piliers idéologiques de l' <i>Estado Novo</i> .....	15
b) L'État portugais face aux soulèvements dans les colonies, politiques successives d'António de Oliveira Salazar (1961-1968) et Marcelo Caetano (1968-74) : Les débuts de la guerre coloniale et l'enlèvement dans le conflit.....	22
c) Développement d'une opposition éthique et politique à la guerre coloniale (1961-1974) : Rejet de la guerre par l'opinion publique et multiplication des mouvements d'opposition au régime autour de la contestation de la guerre.....	29
B. Désertion et refus de combattre : phénomènes de résistance sociale à la violence politique .....	36
a) La désertion dans l'Histoire portugaise : un acte transgressif et un phénomène subversif .....	36
b) Évolution de la législation militaire après la chute de la dictature et position des pouvoirs publics face à la désertion : Le déserteur une figure qui demeure dérangeante.....	40
c) Particularité du phénomène de désertion dans le contexte de la guerre coloniale (1961-1974) : Revendications éthiques et militantisme politique .....	43
C. La France terre d'accueil des exilés portugais ?.....	47
a) Évolution de l'émigration portugaise au XX <sup>e</sup> siècle et vague migratoire (1957-1974) : Les déserteurs et insoumis au centre d'un phénomène multifactoriel et clandestin qui atteint toute l'Europe mais principalement la France.....	47
b) Quitter le pays pour échapper à l'effort de guerre : la législation portugaise face à l'émigration clandestine des réfractaires et insoumis et la politique migratoire française .....	52

c) La volonté de continuer le combat en exil : le choix de la presse comme moyen d'expression et de diffusion idéologique .....	58
II. La presse des exilés portugais : un outil de lutte contre la guerre coloniale et contre le régime de l' <i>Estado Novo</i> .....	64
A. Informer la population et alerter l'opinion publique : revendiquer un discours de vérité .....	64
a) Un discours dénonciateur : témoigner des atrocités de la guerre.....	64
b) Informer : la guerre coloniale : un lourd tribut pour la population portugaise .....	70
c) Lutter contre la propagande salazariste : Informer sur les mouvements de lutte anticolonialistes et antifascistes dénoncer la répression du régime .....	76
B. Un discours qui revendique la solidarité avec les mouvements indépendantistes africains .....	83
a) Une guerre injuste et illégitime : Dénonciation du colonialisme et revendication du droit à l'autodétermination des peuples .....	83
b) Un prisme marxiste-léniniste : Une guerre au service du capital et de l'impérialisme .....	89
c) Échanges et collaborations avec les mouvements indépendantistes : Un discours de fraternité .....	94
C. Un outil de soutien et d'organisation des déserteurs .....	101
a) Tenter d'unir les Portugais dans la lutte : appeler à la désertion et informer de l'ampleur du phénomène de refus de combattre .....	101
b) Consignes aux futurs déserteurs : La désertion au cœur de la stratégie militante .....	106
c) Soutien et conseils aux déserteurs, réfractaires et insoumis : Affirmation du rejet de la guerre comme un combat politique .....	113
Conclusion.....	120
Bibliographie.....	126
Sources Primaires .....	126
Sources Secondaires.....	128

## Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui m'ont accompagné au cours de cette année de travail :

Mes remerciements vont d'abord à Ernestine Carreira, ma directrice de recherche qui m'a soutenue et aidée durant la rédaction de ce mémoire.

Je tiens à remercier également l'ensemble des professeurs du Master ACR, pour leurs précieux conseils et leur très grande disponibilité.

Je remercie tout particulièrement Adriana Florent, directrice du département des études lusophones pour son soutien tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

## Introduction

A VOZ DO DESERTOR pretende ser o órgão dos desertores, refractários e insubmissos portugueses. Fruto da iniciativa de um grupo de desertores, ele pretende contribuir para a organização das massas dos jovens que se recusam a fazer a guerra colonial num amplo movimento que defenda os seus interesses particulares, se integre na luta geral do povo português contra o fascismo e preste uma solidariedade activa aos povos das colónias em luta contra o jugo colonial português. A VOZ DO DESERTOR é um jornal antifascista, anti-colonialista e anti-imperialista<sup>1</sup>.

Cette citation est extraite de l'éditorial du premier numéro du journal *A Voz do Desertor* publié à Paris le 1<sup>er</sup> février 1973. Elle illustre la volonté de certains déserteurs, réfractaires et insoumis portugais de mener en exil la lutte contre la guerre coloniale et la dictature de l'*Estado Novo*. Lorsque la guerre coloniale débute en 1961 le Portugal est gouverné par António de Oliveira Salazar, président du Conseil et fondateur de l'*Estado Novo* (État Nouveau) instauré par l'approbation par plébiscite d'une nouvelle Constitution en 1933. L'*Estado Novo* est un régime autoritaire, corporatiste, et conservateur centré autour des valeurs : Dieu, Famille, Patrie, limitant également les libertés individuelles<sup>2</sup>.

Entre 1961 et 1974 des milliers de Portugais refusent de participer à la guerre coloniale ou de poursuivre le combat. Plus de deux-cent-mille jeunes hommes fuient l'incorporation devenant réfractaires ou insoumis. Huit mille autres désertent les rangs de l'armée avant l'embarquement pour l'Afrique ou sur le champ de bataille. Nous distinguons ici le soldat déserteur qui abandonne les Forces Armées déjà en tant que militaire, le réfractaire qui fuit avant l'incorporation, et l'insoumis, parfois désigné en portugais comme *faltoso* (défaillant) qui ne se présente pas même à l'inspection militaire<sup>3</sup>. Nous pouvons cependant ajouter ici que le

---

<sup>1</sup> LA VOIX DU DÉSERTEUR prétend être l'organe des déserteurs, réfractaires et insoumis portugais. Fruit de l'initiative de déserteurs, il prétend contribuer à l'organisation des masses de jeunes qui se refusent à faire la guerre coloniale dans un vaste mouvement qui défend leurs intérêts particuliers, s'intègre dans la lutte générale du peuple portugais contre le fascisme et manifeste une solidarité active aux peuples des colonies en lutte contre le joug colonial portugais. LA VOIX DU DÉSERTEUR est un journal antifasciste, anticolonialiste et anti-impérialiste. «Editorial: Em frente pela organização dos desertores!» *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°1, février 1973, p. 1-2. [En annexe. p. 67-68.]

<sup>2</sup> LABOURDETTE, Jean-François. *Histoire du Portugal*. Paris : Fayard, 2000. p. 572-574

<sup>3</sup> CARDINA, Miguel (Entretien). «Mais de oito mil soldados desertaram da guerra colonial». *Lusa/Diário de Notícias* 21 octobre 2016. Consulté le 6 novembre 2017 ; Disponible à l'adresse : <https://www.dn.pt/sociedade/interior/mais-de-oito-mil-soldados-desertaram-da-guerra-colonial-5455438.html>.

terme d'« insoumission » peut être utilisé pour définir le refus de participer à la guerre appliqué de manière indifférenciée, aux insoumis tout comme aux réfractaires<sup>4</sup>.

Contraints de fuir le Portugal ces jeunes hommes quittent le pays clandestinement, une grande partie d'entre eux se réfugient en France. Entre 1961 et 1974, le Portugal connaît une vague migratoire sans précédents, si de nombreux migrants quittent le Portugal pour des raisons économiques, les déserteurs, réfractaires et insoumis alimentent ce flux migratoire qui a pour principale destination la France. Un grand nombre d'insoumis se fondent dans la masse des émigrés, cependant, certains d'entre eux se distinguent par la création de journaux qui se font la tribune des déserteurs, réfractaires et insoumis et défendent la lutte contre la guerre coloniale et contre le régime. C'est cette presse des « exilés » qui constitue l'objet central de notre étude.

En tant que notion clef de notre travail, il nous paraît nécessaire d'éclaircir ici la notion d'« exil » et d'« exilé politique ». Ainsi, selon Bruno Groppo, l'emploi du terme « exil » se légitime par les motivations politiques à l'origine de l'émigration :

L'exil est une forme d'émigration, motivée par des raisons politiques (au sens large), qui présente des caractéristiques particulières et qui se distingue ainsi d'autres formes d'émigration : le terme « exilé » est synonyme d'« émigré politique », voire de « réfugié politique<sup>5</sup>»

Yossi Shain quant à lui, affirme que c'est par la pratique d'activités politiques dans le pays d'accueil qu'un « exilé politique » se distingue d'un « émigré » :

Je définis les expatriés comme des exilés politiques s'ils s'engagent dans une activité politique dirigée contre la politique du régime du pays d'origine, contre ce régime lui-même, ou contre le système politique dans sa totalité de manière à créer des circonstances favorables à leur retour<sup>6</sup>.

Cette double définition nous a amené à nous intéresser aux motivations liées aux phénomènes de désertion et d'insoumission ainsi qu'aux activités militantes menées par les déserteurs, réfractaires et insoumis en France.

Nous avons pu remarquer au cours de nos recherches un intérêt croissant pour la question de la désertion et du refus du combat durant la guerre coloniale comme le démontre la

---

<sup>4</sup> PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. Mémoire de maîtrise d'Histoire Contemporaine présenté à la Faculté de Lettres et Sciences Humaine de l'Université de Rouen en 2000. p. 45

<sup>5</sup> GROPPPO, Bruno. « Exilés et réfugiés : l'évolution de la notion de réfugié au XX<sup>e</sup> siècle », *Historia Actual On Line*, n° 2, automne 2003, p. 69-79. Consulté le 6 janvier 2018. Disponible à l'adresse : <file:///D:/Dialnet-ExilesEtRefugies-876552.pdf>, p. 69.

<sup>6</sup> SHAIN, Yossi. *The frontier of loyalty: political exiles in the age of the nation-state*. Middletown, Conn : Wesleyan University Press, 1989. p. 15.

parution en 2016 du livre *Exílios*<sup>7</sup> témoignages inédits de déserteurs et réfractaires publié par l'Associação dos Exilados Políticos Portugueses (Association des Exilés Politiques Portugais) et sa suite *Exílios.2*<sup>8</sup> publié en 2018. Mais également l'organisation du premier colloque consacré entièrement à la désertion durant la guerre coloniale « O (as) salto da memória : História, Narrativa e silenciamento da deserção e do exílio » qui s'est tenu le 27 Octobre 2016 à l'Université de Coimbra. Ce colloque est d'ailleurs à l'origine d'une exposition virtuelle réalisée par le Centre de Documentation du 25 avril, l'exposition *Guerra, Deserção e Exílio*<sup>9</sup> (Guerre, Désertion et Exil), qui réunit un nombre important de documents en relation avec la question de la désertion et du refus du combat qui ont été très utiles à la réalisation de cette étude. Cependant à ce jour, à notre connaissance aucune étude historique ayant fait l'objet d'une publication ne s'est penchée exclusivement sur les déserteurs, réfractaires et insoumis.

Ainsi les travaux qui traitent de la présence des déserteurs réfractaires et insoumis en France entre 1961 et 1974 sont principalement des travaux de recherche consacrés à l'émigration portugaise en France au XXe siècle ou plus précisément à la vague migratoire qui s'initie dans les années 1960. Cette thématique a d'ailleurs été peu abordée par les chercheurs portugais à l'exception de Eleutério Gervásio, auteur de *A emigração acusa: Portugal à deriva*<sup>10</sup>, publiée en 1978. La majeure partie des travaux disponibles sur la question de l'émigration portugaise en France sont donc l'œuvre d'historiens français. Nous nous référons ici au travail de Marie-Christine Volovitch Tavares « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974<sup>11</sup> » publié en 2014 dans l'œuvre collaborative *Le Paris des étrangers depuis 1945* qui restitue un travail de recherche plus ancien présenté dans une communication au colloque « Le Paris des étrangers » publié en 1993<sup>12</sup>. En annexe de cette publication Marie-Christine Volovitch Tavares présente une liste exhaustive

---

<sup>7</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Carcavelos : AEP61-74, 2016.

<sup>8</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Carcavelos : AEP61-74, 2018

<sup>9</sup> Exposition virtuelle : *Guerra Deserção e Exílio*. Centro de Documentação 25 de abril. Universidade de Coimbra. Consulté le 10 novembre 2017. Disponible à l'adresse:

<http://www.cd25a.uc.pt/index.php?r=site/page&view=itempage&p=2392>.

<sup>10</sup> GERVÁSIO, Eleutério. *A emigração acusa: Portugal à deriva*. Lisboa : Tipografia Leandro, 1978

<sup>11</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. «Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974». In : MARÈS, Antoine et MILZA, Pierre (dir.), *Le Paris des étrangers depuis 1945* [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 18 décembre 2014, p. 95-120. [Consulté le 17 mai 2018]. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/psorbonne/965>.

<sup>12</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Communication au Colloque "Le Paris des Etrangers". Paris : Edition de la Sorbonne.1993. [Consulté le 6 Octobre 2017]. Disponible à l'adresse :

[http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Les%20portugais%20a%20Paris%20et%20dans%20la%20region%20parisienne\\_NReg%203473.compressed.pdf](http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Les%20portugais%20a%20Paris%20et%20dans%20la%20region%20parisienne_NReg%203473.compressed.pdf)

des journaux portugais et franco-portugais publiés en France entre 1960 et 1970 qui constitue l'une des bases de notre travail. L'un des travaux les plus complets et les plus récents sur l'émigration portugaise en France est l'œuvre de Victor Pereira *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*<sup>13</sup> publiée en 2012. Victor Pereira s'est également penché sur la question de l'exil des portugais en France dans son mémoire de maîtrise *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*<sup>14</sup>, présenté en 2000 à la Faculté de Lettre et Sciences Humaines de l'Université de Rouen ainsi que dans son article «La Cimade et les Portugais en France de 1957 à 1974 : une aide sous le signe des guerres coloniales<sup>15</sup>.» publié en 2014 dans l'ouvrage collectif *La Cimade et l'accueil des réfugiés : Identités, répertoires d'actions et politique de l'asile, 1939-1994* .

En ce qui concerne l'historiographie portugaise, bien que le phénomène de désertion et d'insoumission durant la guerre coloniale, n'ait fait l'objet à ce jour d'aucune publication scientifique qui lui soit exclusivement consacrée, il est évoqué dans de nombreux travaux consacrés à la guerre coloniale. À l'image de l'œuvre de Fernando Tavares Pimenta. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*<sup>16</sup> publié en 2010 ou du recueil *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*<sup>17</sup> œuvre collective sous la direction de Rui de Azevedo Texeira publiée en 2002 qui consigne les actes du deuxième congrès international consacré à la guerre coloniale, que nous citons dans notre étude.

Cependant le phénomène de désertion et d'insoumission durant la guerre coloniale est principalement abordé dans des travaux qui traitent de l'opposition politique à la guerre coloniale. Il est intéressant de remarquer ici que la majeure partie de ces publications sont des travaux consacrés à l'opposition à l'*Estado Novo* et plus particulièrement aux mouvements d'opposition de la gauche radicale qui se développent à la fin des années 1960. Ceux-ci s'intéressent alors au phénomène de désertion en tant que choix politique préconisé par les

---

<sup>13</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. Paris : SciencesPo, Les Presses, 2012.

<sup>14</sup> PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. Op. Cit.

<sup>15</sup> PEREIRA, Victor. «La Cimade et les Portugais en France de 1957 à 1974 : une aide sous le signe des guerres coloniales». In : BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, DREYFUS-ARMAND, Geneviève, KÉVONIAN, Dzovinar, et al. (dir.), *La Cimade et l'accueil des réfugiés : Identités, répertoires d'actions et politique de l'asile, 1939-1994* [en ligne]. Nanterre : Presses universitaires de Paris Nanterre, 20 novembre 2014, p. 141-155. [Consulté le 27 mai 2018]. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pupo/2561>.

<sup>16</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*. Porto : Afrontamento, 2010.

<sup>17</sup> TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção: livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002.



mouvements marxistes-léninistes. Nous nous référons ici à l'œuvre pionnière de Miguel Cardina *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*<sup>18</sup>, publiée en 2011 qui traite de l'émergence et du développement du maoïsme au Portugal dans les années 1960-1970. On peut y ajouter la thèse de Guya Accornero *Efervescência estudantil: estudantes, acção contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*<sup>19</sup>, présentée en 2009 à la Faculté de Lisbonne ainsi qu'un de ses articles, publié en 2013 dans la revue *Análise Social*, « A mobilização estudantil no processo de radicalização política durante o Marcelismo<sup>20</sup> » portant sur la radicalisation politique du milieu étudiant durant la période marceliste. Enfin, l'article de José Manuel Lopes Cordeiro « A polémica sobre a deserção durante a guerra colonial<sup>21</sup> », publié en 2017 dans l'ouvrage collectif *Violência política no século XX Um balanço*, oppose le choix de la gauche radicale d'appeler à la désertion à la stratégie du Parti Communiste Portugais.

Cette première constatation dans nos recherches nous a amené à nous questionner sur la portée politique de la désertion et du refus de participation à la guerre coloniale et nous conduit à une première hypothèse de travail, celle de la particularité du phénomène de désertion et d'insoumission durant la guerre coloniale comme l'expression d'une opposition politique au régime de l'*Estado Novo*.

Notre première phase de recherche nous a également permis de découvrir l'existence d'une presse politique portugaise en France qui se développe dans les années 1970. Ceci nous conduit à une seconde hypothèse, celle de la poursuite pour certains déserteurs, réfractaires et insoumis d'une activité politique menée par le biais de la publication de journaux en France.

Ainsi nous pouvons nous demander dans quelle mesure les déserteurs, réfractaires et insoumis s'opposant à la guerre coloniale, présents en France peuvent être qualifiés d'exilés politiques ?

---

<sup>18</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*. Lisboa : Edições Tinta da China, 2011.

<sup>19</sup> ACCORNERO, Guya. «*Efervescência estudantil: estudantes, acção contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*». Thèse de doctorat en Sciences Sociales. Institut de Sciences Sociale de l' Université de Lisbonne: 2009.

<sup>20</sup> ACCORNERO, GUYA. *A mobilização estudantil no processo de radicalização política durante o Marcelismo*. *Análise Social*, 208, XLVIII (3.º), 2013.

<sup>21</sup> LOPES-CORDEIRO, José-Manuel. *A polémica sobre a deserção durante a guerra colonial*. In: FERREIRA, Ana Sofia, MADEIRA, João et CASANELLAS, Pau. *Violência política no século XX Um balanço*. Lisboa Instituto de História Contemporânea Faculdade de Ciências Sociais e Humanas / Universidade Nova de Lisboa, 2017.

C'est pourquoi dans une première partie de notre travail nous nous intéresserons à mettre en lumière comment la préservation de l'intégrité des colonies s'affirme comme un véritable pilier de l'idéologie Salazariste ce qui confère à la guerre coloniale une portée politique. Mais également dans quelle mesure les politiques successives d'António de Oliveira Salazar et de Marcelo Caetano rendent pour une jeune génération d'opposants la contestation du régime et l'opposition à la guerre coloniale indissociables. Nous étudierons également le phénomène de désertion au Portugal et son évolution au cours de l'Histoire et jusqu'à nos jours afin de souligner la particularité du phénomène de désertion dans le contexte de la guerre coloniale comme phénomène lié à des revendications éthiques et politiques. Nous nous intéresserons également aux conditions d'émigrations des déserteurs, réfractaires et insoumis et à leur statut en France. Enfin, nous focaliserons notre attention sur l'apparition et le développement d'une presse des exilés comme tribune des déserteurs réfractaires et insoumis, devenant le principal moyen de perpétuer la lutte anticoloniale et antifasciste en exil.

Cette première partie de notre travail s'appuie sur de nombreuses sources bibliographiques, ainsi nous nous intéresserons à la création du « Mythe Impérial » au Portugal en tant que l'un des piliers idéologiques de l'*Estado Novo* notamment à travers la thèse de José Luis Lima Garcia présentée en 2011 à la Faculté de Lettre de l'Université de Coimbra *Ideologia e propaganda colonial no estado novo: da agência geral das colónias à agência geral do ultramar 1924 - 1974*<sup>22</sup> ainsi qu'en nous référant à l' Acte Colonial , intégré à la Constitution de 1933 qui établit l'*Estado Novo*<sup>23</sup>. Nous nous intéresserons également à la guerre coloniale en tant que choix politique et idéologique de António de Oliveira Salazar puis Marcelo Caetano en nous référant à des travaux consacrés à la guerre coloniale, plus particulièrement à l'œuvre de Fernando Tavares Pimenta. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*<sup>24</sup> et au recueil *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*<sup>25</sup>, ainsi qu'aux travaux de Rita Almeida de Carvalho consacrés à la politique de Marcelo Caetano , «O marcelismo à luz da revisão constitucional de 1971<sup>26</sup>», publié en 2003 et «A definição do Marcelismo à luz da revisão da

---

<sup>22</sup>GARCIA, José Luís Lima. *Ideologia e propaganda colonial no estado novo: da agência geral das colónias à agência geral do ultramar 1924 - 1974*. Thèse de doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettre de l'Université de Coimbra en 2011.

<sup>23</sup> *Constituição política da República Portuguesa e acto colonial*. Lisboa: Imprensa Nacional, 1935.

<sup>24</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.*

<sup>25</sup> TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *Op. Cit.*

<sup>26</sup> CARVALHO, Rita Almeida de. *O marcelismo à luz da revisão constitucional de 1971. Anuário Português de Direito Constitucional, vol. 3*. Coimbra: Coimbra Editora, 2003, p. 191-276. [En ligne]. [Consulté le 18 avril 2018]. Disponible à l'adresse :

Constituição<sup>27</sup>» publié en 2004 dans l'ouvrage collectif *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Notre étude du développement de l'opposition à la guerre coloniale se base principalement sur des travaux consacrés à l'opposition au régime, l'œuvre de Miguel Cardina, les travaux de Guya Accornero sur la radicalisation de l'opposition étudiante, et l'article de José Manuel Lopes Cordeiro que nous avons déjà cité. En ce qui concerne le phénomène de la désertion en tant que phénomène historique et son évolution nous nous référerons à l'œuvre de Fernando Dores Costa *Insubmissão: aversão ao serviço militar no Portugal do século XVIII*<sup>28</sup>, ainsi qu'aux codes de Justice Militaire de 1962<sup>29</sup> et 1977<sup>30</sup>. Afin de resituer le phénomène de la désertion et de l'insoumission comme inhérent à la vague migratoire qu'a connu le Portugal dans les années 1960-1970 nous nous baserons principalement sur les travaux de Eleutério Gervásio, Victor Pereira et Marie-Christine Volovitch Tavares que nous avons déjà cités. Enfin en ce qui concerne l'apparition et le développement en France d'une presse politique, notre étude s'appuie sur l'article de Marie-Christine Volovitch Tavares « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974<sup>31</sup> », mais également sur l'œuvre de José Pacheco Pereira, *As armas de papel: publicações periódicas clandestinas e do exílio ligadas a movimentos radicais de esquerda cultural e política: (1963-1974)*<sup>32</sup> publié en 2013, qui fournit une analyse exhaustive de la presse clandestine d'opposition au Portugal mais également en exil.

La première partie de de notre étude a ainsi pour objectif de souligner les motivations politiques du refus de la guerre coloniale ainsi que l'existence d'une activité politique menée par les déserteurs, réfractaires et insoumis exilés en France à travers la presse.

---

[https://www.academia.edu/1563381/O\\_marcelismo\\_%C3%A0\\_luz\\_da\\_revis%C3%A3o\\_constitucional\\_de\\_1971.\\_Anu%C3%A1rio\\_Portugu%C3%AAs\\_de\\_Direito\\_Constitucional\\_vol.\\_3.\\_Coimbra\\_Coimbra\\_Editora\\_2003\\_pp.\\_191-276](https://www.academia.edu/1563381/O_marcelismo_%C3%A0_luz_da_revis%C3%A3o_constitucional_de_1971._Anu%C3%A1rio_Portugu%C3%AAs_de_Direito_Constitucional_vol._3._Coimbra_Coimbra_Editora_2003_pp._191-276).

<sup>27</sup>CARVALHO, Rita Almeida de. «A definição do Marcelismo à luz da revisão da Constituição» In: ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004.

<sup>28</sup> COSTA, Fernando Dores. *Insubmissão: aversão ao serviço militar no Portugal do século XVIII*. [S. l.] : Imprensa de Ciências Sociais, 2010.

<sup>29</sup> VICENTE, Leonel Martins. *Código de justiça militar anotado e actualizado*. Lisboa : Papelaria Fernandes : Livraria morais, 1962.

<sup>30</sup> CONSELHO DA REVOLUÇÃO. Decreto-Lei n°141/177. *Diário da República* n.° 83/1977, Série I de 1977-04-09.

<sup>31</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 » . *Op. Cit.*

<sup>32</sup> PEREIRA, José Pacheco. *As armas de papel: publicações periódicas clandestinas edo exílio ligadas a movimentos radicais de esquerda cultural e política: (1963-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Lisboa : Temas e Debates : Círculo de Leitores, 2013.

Nous consacrons la seconde partie de notre travail à l'analyse de ces journaux qui se font la tribune des déserteurs, réfractaires et insoumis afin d'appréhender comment ces derniers prétendent mener la lutte anticoloniale et antifasciste en exil. Nous désirons ainsi souligner la spécificité de l'activité politique des déserteurs, réfractaires et insoumis exilés en France.

La presse portugaise publiée en France entre 1964 et 1974 compte plus d'une centaine de titres dont les deux tiers sont liés à la situation politique et coloniale du Portugal<sup>33</sup>. Nous ne pouvons pas analyser l'ensemble de ces publications, c'est pourquoi nous avons décidé de nous baser sur un échantillon qui soit le plus représentatif possible de la presse des exilés en France. Nous avons ainsi constitué un corpus réunissant une trentaine d'articles issus de 6 publications portugaises parues en France entre 1968 et 1974. Afin de sélectionner les journaux que nous voulions analyser, nous nous sommes basés en premier lieu sur la liste des journaux portugais et franco-portugais publiés en France de 1960 à 1974 que présente Marie-Christine Volovitch Tavares ainsi que sur l'œuvre de José Pacheco Pereira *As armas de papel: publicações periódicas clandestinas e do exílio ligadas a movimentos radicais de esquerda cultural e política: (1963-1974)*<sup>34</sup>. Nous avons ainsi sélectionné les titres ayant bénéficié de la meilleure visibilité au sein de l'émigration, le *Jornal do Emigrante* et le journal *O Salto* qui sont les journaux portugais les plus vendus en France dans les années 1970, ainsi que le journal *O Alarme* qui a été publié dans toute la France, mais également acheminé et distribué clandestinement au Portugal. À cette première sélection s'ajoutent des journaux représentatifs de la lutte anticoloniale et de l'implication des déserteurs, réfractaires et insoumis dans la presse portugaise en France : le *BAC Boletim Anti-Colonial* (Bulletin Anti-colonial) publié par le *Grupo de Acção Anticolonial* (Groupe d'Action Anticolonial), le journal *Luta* et sa version publiée en français *Lutte*, journal du *Comité de Apoio aos Desertores Portugueses em França* (Comité de Soutien aux Déserteurs en France) et le journal *A Voz do Desertor* (La voix du Déserteur) publication créée à l'initiative d'un groupe de déserteurs et réfractaires.

Afin de constituer notre corpus, nous avons pu avoir accès au contenu digitalisé d'une part conséquente des journaux sélectionnés. En ce qui concerne les titres *Boletim Anticolonial*, *A Voz do Desertor* et *Luta/Lutte*, ils ont été partagés dans le cadre de l'exposition virtuelle *Guerra Deserção e Exílio*<sup>35</sup> (Guerre, Désertion et Exil), sur le site du Centre de Documentation du 25 avril. Pour ce qui est des journaux, *Jornal do Emigrante*, *O Salto* et *O Alarme*, nous

---

<sup>33</sup>VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 ». *Op. Cit.* p. 110.

<sup>34</sup> PEREIRA, José Pacheco. *Op. Cit.*

<sup>35</sup> Exposition virtuelle : *Guerra Deserção e Exílio*. *Op. Cit.*

avons pu les consulter à partir du portail Odysséo<sup>36</sup> consacré à l'Histoire de l'émigration française qui regroupe de nombreux documents d'archive.

Nous allons ainsi analyser une sélection d'une trentaine d'articles de la presse des exilés à travers trois axes : la volonté d'informer l'opinion publique et de dénoncer la guerre coloniale comme une guerre criminelle, l'affirmation de la solidarité aux mouvements indépendantistes dans une perspective internationaliste se réclamant du marxisme-léninisme et enfin l'utilisation de la presse comme moyen d'organiser la résistance, d'appeler à la désertion, de soutenir mais également d'organiser les déserteurs, réfractaires et insoumis en exil.

Nous désirons dans cette partie de notre étude mettre en lumière l'existence d'un discours commun aux différents journalistes de ces publications qui nous permet de faire référence à une « presse des exilés », représentative des déserteurs, réfractaires et insoumis. Nous tenterons de démontrer par l'analyse détaillée des journaux *Jornal do Emigrante*, *O Alarme*, *O Salto*, *Boletim Anticolonial*, *Luta-Lutte* et *A Voz do Desertor* comment se développe en France une activité militante de résistance au régime de l'*Estado Novo* dont les déserteurs, réfractaires et insoumis sont les principaux acteurs. Nous souhaiterions ainsi souligner dans quelle mesure l'activité militante qui voit le jour à travers de la presse des exilés correspond à ce que Stéphane Dufoix identifie comme les trois objectifs des militants politiques en exil : Informer, Représenter et Organiser<sup>37</sup>.

Nous élargirons également notre réflexion aux conséquences concrètes de l'activité politique des déserteurs réfractaires et insoumis en exil. Cependant, cette question bien qu'évoquée ne constitue pas l'objet central de notre travail. En effet, dans notre étude nous souscrivons à la thèse de Stéphane Dufoix lorsqu'il affirme que : « Déduire la valeur politique de la nature des activités réelles est souvent totalement vain <sup>38</sup> ». C'est pourquoi, à l'instar du sociologue, nous avons fait le choix d'appliquer à notre travail sur les exilés la perspective analytique préconisée par Pierre Bourdieu. Il s'agit de définir le caractère politique des activités en fonction de « l'étendue de la logique sectorielle » de ces activités et non de leurs conséquences concrètes<sup>39</sup>. Ceci explique notre choix de structurer notre travail en deux parties,

---

<sup>36</sup> *Odysséo : Des ressources pour l'Histoire de l'immigration*. Consulté le 10 Décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://odyssseo.generiques.org/>

<sup>37</sup> DUFOIX, Stéphane. *Politiques d'exil: hongrois, polonais et tchécoslovaques en France après 1945*. Paris : Presses universitaires de France, 2002. p. 56.

<sup>38</sup> Idem. p. 54.

<sup>39</sup> BOURDIEUX, Pierre. *Réponse* (avec Loïc Wacquant). Paris : Le Seuil, 1992. p. 76. Cité par : DUFOIX, Stéphane. *Op. Cit.* p. 54.

bien que nous nous proposons de présenter une conclusion élargie dans laquelle nous abordons l'impact du militantisme des déserteurs, réfractaires et insoumis en exil.

Par conséquent nous consacrons la seconde partie de notre étude à analyser comment s'affirme cette « logique sectorielle » des insoumis dans la presse des exilés. Nous désirons ainsi démontrer dans quelle mesure les déserteurs, réfractaires et insoumis expatriés en France qui poursuivent leurs activités militantes dans l'immigration, bien qu'ils ne constituent pas une organisation unie, représentent un groupe politique exilé à part entière.

L'objectif de notre étude est ainsi de souligner en premier lieu la portée politique du phénomène du refus de participer à la guerre coloniale ainsi que la volonté de certains insoumis de perpétuer une activité politique en exil à travers la presse. Nous souhaiterions également mettre en lumière l'existence d'un discours commun aux déserteurs, réfractaires et insoumis, qui se développe à travers la presse des exilés. Enfin par l'analyse de ce discours nous souhaiterions démontrer dans quelle mesure la presse des exilés nous révèle l'existence d'une activité politique spécifique aux déserteurs, réfractaires et insoumis, exilés en France. Cette activité militante menée à travers la presse plaçant le refus de la guerre coloniale, l'appel à la désertion et à la solidarité envers la lutte des mouvements indépendantistes africains au centre de sa stratégie dissidente.

## I. Déserteurs, réfractaires et insoumis durant la guerre coloniale (1961-1974) : la portée subversive du refus de la guerre et du choix de l'exil

### A. Guerre coloniale (1961-1974) : naissance et développement d'une idéologie d'opposition

#### a) Mythe impérial et colonialisme : deux piliers idéologiques de l'*Estado Novo*.

Afin de débiter notre réflexion sur le combat politique mené par les déserteurs, réfractaires et insoumis dans la presse des exilés, il est primordial d'appréhender la portée politique du refus de combattre et du choix de l'exil durant la guerre coloniale. Il est pour cela nécessaire de replacer la guerre menée par le Portugal dans ses colonies de 1961 à 1974 dans le contexte historique et politique de la dictature salazariste. Il se révèle également essentiel de s'intéresser au phénomène historique de la colonisation portugaise en Afrique afin de mettre en lumière l'importance de la doctrine coloniale dans l'idéologie du régime de l'*Estado Novo*. Nous pouvons ainsi analyser dans quelle mesure les politiques successives de António de Oliveira Salazar et Marcelo Caetano scellent l'avenir du régime à la victoire en Afrique et participent ainsi à l'émergence d'une nouvelle forme d'opposition qui se construit autour du rejet de la guerre coloniale et dont les déserteurs, réfractaires et insoumis sont les principaux acteurs.

Lorsque la guerre coloniale débute en 1961 le Portugal, alors sous le régime de l'*Estado Novo* se distingue des autres pays européens ayant initié un processus de décolonisation. Le régime de l'*Estado Novo* définit alors le Portugal comme un État pluricontinental comprenant son territoire métropolitain mais également ses colonies africaines : l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, le Cap-Vert et São Tomé et Príncipe<sup>40</sup>.



Figure 1. Colonies portugaises en Afrique, 1961. Source: Atividade. Consulté le 4 juin 2018. Disponible à l'adresse: <http://vidaarteedireitonoticias.blogspot.com/2014/04/revolucao-dos-cravos-e-africa-portuguesa.html>.

<sup>40</sup> PRESIDÊNCIA DO MINISTÉRIO. Constituição Política da República Portuguesa. *Diário do Governo* n°43/193.

Le Portugal revendique ainsi la préservation de son empire colonial africain dans la continuité de la politique impérialiste européenne<sup>41</sup> qui a prévalu en Afrique depuis le XIXe siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale<sup>42</sup>. En effet, selon Jean Claude Caron et Michel Vernus, au cours du XIXe siècle, une véritable « fièvre coloniale » s'empare des nations européennes en raison des progrès de la navigation maritime, du développement du capitalisme européen et de la montée des nationalismes. Cette course expansionniste ne se limite plus à la conquête de territoires mais conduit à la constitution d'empires coloniaux en Asie et en Afrique par les puissances européennes<sup>43</sup>. En 1919, suite à la Première Guerre mondiale et à la signature du traité de Versailles, l'Allemagne se voit confisquer ses colonies africaines du Cameroun, du Ruanda-Urundi, du Togo et du Tanganyika<sup>44</sup>. Le continent africain se trouve ainsi divisé entre les empires de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, de l'Italie et du Portugal.



Figure 2.:Le Partage de l'Afrique, 1924. Source: Encyclopédie Larousse (en ligne). Consulté Le 5 juin 2018. Disponible à l'adresse: [http://www.larousse.fr/encyclopédie/images/Le\\_partage\\_de\\_l\\_Afrique\\_1924/1011315](http://www.larousse.fr/encyclopédie/images/Le_partage_de_l_Afrique_1924/1011315)

<sup>41</sup> Selon Yan Blomme une politique impérialiste est une politique par laquelle : «un pays recherche l'expansion économique et politique aux dépens d'autres pays ». Ce dernier définit le colonialisme comme une forme spécifique d'impérialisme, par laquelle le pays colonisateur exerce une forme extrême de contrôle politiques sur les territoires colonisés.»[BLOMME. Yan. «Le colonialisme et l'impérialisme en Afrique ».In :JULIEN, Corinne. *Histoire de l'humanité*. Volume 6 . Paris: UNESCO, 2000. p. 144.]

<sup>42</sup> BLOMME. Yan. *Op. Cit.* p. 144.

<sup>43</sup> CARON, Jean-Claude et VERNUS, Michel. *L'Europe au XIXe siècle: des nations aux nationalismes : 1815-1914*. Paris : A. Colin, 1996.391-392.

<sup>44</sup> *Traité de Versailles*. Partie IV Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne. Section I.Colonies allemandes. Consulté le 6 juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles5.htm#IV>.



Cependant dès la fin de la seconde Guerre Mondiale s'initient les premiers soulèvements des peuples colonisés en Asie comme en Afrique marquant les débuts de la décolonisation, comme le souligne Fernando Tavares Pimenta :

Na década e meia subsequente a 1945 o mundo afro-asiático entrou em profunda convulsão política : a Independência da Índia (1947), a revolta antibritânica dos Mau-Mau no Quênia (1951), a derrota francesa em Dien Bien Phu no Vietname (1954), o início da guerra da Argélia (1954) e a Conferência de Bandung (1955) assinalaram a entrada dos povos colonizados na cena política internacional como agentes do seu próprio destino<sup>45</sup>.

Ce phénomène est également fortement influencé par l'ONU, qui dès sa création au sortir du second conflit mondial préconise le développement de structures politiques indépendantes dans les colonies, recommandant ainsi aux puissances coloniales de préparer les territoires sous leur administration à l'indépendance<sup>46</sup>. Enfin, en 1948, l'ONU approuve la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui établit le droit à l'autodétermination des peuples comme droit fondamental<sup>47</sup>. Le contexte géopolitique de l'après-guerre est également marqué par la bipolarisation du monde et l'opposition entre les superpuissances de l'URSS et des États-Unis qui cependant, toutes deux condamnent le colonialisme et l'impérialisme européen<sup>48</sup>. L'anticolonialisme et l'anti-impérialisme font d'ailleurs partie intégrante de l'idéologie marxiste<sup>49</sup>.

La politique coloniale portugaise contraste ainsi avec le contexte international marqué par cet ample phénomène de décolonisation.

---

<sup>45</sup> Durant la décennie suivant 1945 le monde afro-asiatique est entré dans une profonde convulsion politique : l'indépendance de l'Inde (1947), la révolte antibritannique des Mau-Mau au Kenya, la défaite française à Dien Bien Phu au Vietnam (1954), le début de la guerre d'Algérie (1954) et la conférence de Bandung (1955) ont marqué l'entrée des peuples des colonies sur la scène politique internationale comme acteurs de leur propre destinée. PIMENTA, Fernando Tavares. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*. Porto : Afrontamento, 2010. p. 91

<sup>46</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*. op. cit. p. 251.

<sup>47</sup> CASTELO, Cláudia. Gilberto Freyre, «Um brasileiro em terras portuguesas - Prefácio». *Gilberto Freyre, Um brasileiro em terras portuguesas*. São Paulo: *É Realizações* (2010). [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 1 mai 2018]. Disponible à l'adresse :

[https://www.academia.edu/7077565/Gilberto\\_Freyre\\_Um\\_brasileiro\\_em\\_terras\\_portuguesas\\_-\\_Pref%C3%A1cio](https://www.academia.edu/7077565/Gilberto_Freyre_Um_brasileiro_em_terras_portuguesas_-_Pref%C3%A1cio). p. 12.

<sup>48</sup> ZARCA Jean-Claude. *Relations internationales*. Paris : Ellipses, 2016. p. 14.

<sup>49</sup> Marx définit l'Impérialisme ainsi : « Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image ». [MARX, K., ENGELS, Friedrich, BOTTIGELLI, Émile, et al. *Manifeste du parti communiste : suivi des préfaces de Marx et d'Engels*. Paris : Flammarion, 1998. p. 28.]

Afin d'appréhender, l'importance de la préservation des colonies dans l'idéologie salazariste, il est crucial de s'intéresser à l'Histoire de la colonisation portugaise en Afrique.

Les Portugais s'affirment comme les pionniers de l'expansion coloniale. En effet, la présence portugaise sur le continent africain remonte au XVe siècle lors des premières expéditions maritimes portugaises en Afrique, connues sous le nom de période des Découvertes. Ainsi après avoir dépassé en 1434 le Cap Bojador les flottes portugaises longent les côtes africaines et « découvrent » successivement des territoires inconnus des occidentaux, le Cap-Vert en 1445, la Guinée en 1450, São-Tomé et Príncipe en 1469, puis après avoir franchi le Cap de Bonne Espérance en 1488, le Mozambique en 1492. Cependant, à cette période l'objectif principal de la couronne portugaise demeure la recherche de la route des Indes. Ainsi, les portugais ne s'implantent pas en Afrique, ils se contentent d'établir des comptoirs commerciaux le long des côtes et de développer le commerce de l'or et des esclaves dans le golfe de Guinée<sup>50</sup>.

La colonisation des territoires africains trouve son apogée des siècles plus tard, après l'Indépendance du Brésil en 1822, selon Luís Cabral de Oliveira et Ernestine Carreira :

Ce n'est pas tant la politique de Lisbonne qui permit d'amorcer, dans la décennie de 1880, le processus colonisateur en Afrique mais les bouleversements politiques du Brésil, quand ce dernier décida de mettre fin à l'économie négrière puis à l'esclavage en 1889<sup>51</sup>.

C'est également durant le XIX<sup>e</sup> siècle que voit le jour parmi les élites portugaises, l'idée que les territoires d'Angola et du Mozambique pourraient représenter un « nouveau Brésil<sup>52</sup> ». La ligne idéologique qui considère l'Empire colonial d'Afrique comme l'avenir de la nation portugaise s'affirme tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et s'accroît à partir de 1875 avec la création de la *Sociedade de Geografia de Lisboa* (Société de Géographie de Lisbonne), institution scientifique qui vise à promouvoir l'exploitation des terres africaines, en défendant la mission civilisatrice historique de l'Occident en Afrique<sup>53</sup>.

Cependant la Conférence de Berlin (Novembre 1884-Février 1885) et peu de temps plus tard l'*ultimatum* anglais de 1890, qui obligent les portugais à abandonner le projet d'étendre leur souveraineté aux territoires se situant entre L'Angola et le Mozambique (futurs territoires

---

<sup>50</sup> LABOURDETTE, Jean-François. *Op. Cit.* p. 147-151

<sup>51</sup>CABRAL,Luís et CARREIRA, Ernestine. « Contrepoints. Existe-t-il un modèle ibérique ?Les fonctionnaires de l'Empire portugais au XIXe siècle» .In : LUIS, Jean-Philippe. *L'État dans ses colonies : les administrateurs de l'empire espagnol au XIXe siècle.* Madrid : Casa de Velázquez, 2015. p. 254.

<sup>52</sup> LÉONARD, Yves et SAMPAIO, Jorge. *Histoire du Portugal contemporain : de 1890 à nos jours.* Paris, France : Chandeigne, 2016. p. 17.

<sup>53</sup> GARCIA, José Luís Lima. *Op. Cit.*, p. 6.

de la Zambie et de la Rhodésie)<sup>54</sup> se révèlent défavorables à l'expansion coloniale portugaise en Afrique<sup>55</sup>.

Au de-là du frein que représente l'ultimatum anglais à la politique d'expansion coloniale portugaise, nous souhaiterions souligner l'ampleur de la vague d'indignation qu'il provoque au sein de la population portugaise qui révèle l'attachement du peuple portugais aux colonies africaines. En effet l'*ultimatum* anglais suscite de violentes réactions anglophobes qui s'expriment à travers l'organisation de manifestations, la publication d'articles et la diffusion de pamphlets antibritanniques qui témoignent d'un profond sentiment patriotique lié à la défense des colonies en Afrique<sup>56</sup>. C'est d'ailleurs, comme le souligne Yves Léonard, ce patriotisme centré autour de l'idée de la nation portugaise, comprenant ses colonies, que le parti républicain va tenter d'instrumentaliser<sup>57</sup>.

En effet, si le concept même d'empire colonial d'Afrique naît au XIX<sup>e</sup> siècle durant la monarchie, l'importance des possessions africaines comme partie intégrante de la nation portugaise demeure centrale durant la période de la Première République (1910-1926). En témoigne la création du ministère des Colonies dès 1911<sup>58</sup>, bien que la Constitution de 1911 prévoit que prédomine un régime de décentralisation dans les colonies alors désignées comme *províncias ultramarinas* (provinces d'outre-mer)<sup>59</sup>. C'est par ailleurs la défense de ses colonies, menacées par l'expansion allemande qui conduit le Portugal à rentrer en guerre aux côtés des alliés en 1916<sup>60</sup>. Ainsi, selon Fernando Rosas, durant la période monarchique et républicaine se crée le mythe Impérial, ou l'affirmation de la double vocation historico-providentielle du Portugal, celle de coloniser et d'évangéliser, qui sera un des mythes idéologique fondateur de l'*Estado Novo*<sup>61</sup>.

---

<sup>54</sup> Projet connu sous le nom de *Mapa Cor-de-Rosa* proposé par le ministre des Affaires étrangères Gomes Barros.

<sup>55</sup> LABOURDETTE, Jean-François. *Op. Cit.* p. 534

<sup>56</sup> LÉONARD, Yves et SAMPAIO. *Op. Cit.* p. 29

<sup>57</sup> *Idem.* p. 29.

<sup>58</sup> GARCIA, José Luís Lima. *Op. Cit.*, p. 73.

<sup>59</sup> PORTUGAL. (dir.). *Constituição Política da República Portuguesa votada em 21 de Agosto de 1911 pela Assembleia Nacional. TÍTULO V – DA ADMINISTRAÇÃO DAS PROVÍNCIAS ULTRAMARINAS.* Artigo. 67. Consulté le 2 janvier 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.laicidade.org/wp-content/uploads/2006/10/constituicao-1911.pdf>. p. 23

<sup>60</sup> VALENTE, Pulido Vasco, *A República Velha (1910/1917)*, Lisboa : Gradiva Publicações, 1997, p. 75-104.

<sup>61</sup> ROSAS, Fernando. «O Salazarismo e o homem novo: ensaio sobre o Estado Novo e a questão do totalitarismo». *Análise Social vol XXXV (157)*. 2001, p. 1031-1054. p. 1034.

Durant la période de la dictature militaire (1926-1933) se renforce l'idéologie coloniale par l'adoption le 8 juillet 1930 de l'*Acto Colonial* (Acte Colonial). L'Acte Colonial consacre le terme d'*Império Colonial* (Empire Colonial) qui se substitue à la désignation de « possessions d'outre-mer ». Il réaffirme la mission historique de civiliser et coloniser les territoires d'outre-mer, mais surtout étend l'application des principes de souveraineté de l'État portugais et d'indivisibilité de la Nation portugaise aux territoires coloniaux, au même titre qu'au territoire métropolitain. Comme nous pouvons le lire dans l'article sept de l'Acte colonial: « O Estado não aliena, por qualquer título, nenhuma parte do seu território colonial<sup>62</sup> ». L'homme qui est à l'origine de cette modification constitutionnelle historique, qui institutionnalise l'Empire Colonial n'est autre qu'António de Oliveira Salazar, alors ministre des Colonies<sup>63</sup>. Ainsi, l'Acte Colonial est intégré à la nouvelle Constitution, que Salazar fait approuver par un plébiscite en 1933 et qui établit l'*Estado Novo*, il est intéressant de noter ici que l'*Estado Novo* est donc à son origine même un régime colonialiste.



Figure 3 "Le Portugal n'est pas un petit pays" Carte élaborée par Henrique Galvão à l'occasion de l'Exposition Coloniale de Porto de 1934 (Source: Hemeroteca Digital. Consulté le 2 janvier 2018. Disponible à l'adresse: [hemerotecadigital.cm-lisboa.pt](http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt))

<sup>62</sup> L'État ne peut pour quelque motif que ce soit aliéner une partie de son territoire colonial. [ *Constituição política da República Portuguesa e acto colonial*. Lisboa : Imprensa Nacional, 1935.]

<sup>63</sup> LABOURDETTE, Jean-François. *Op. Cit.* p. 577

Toutefois, la Seconde Guerre Mondiale entraîne de grandes modifications sur le plan international : la bipolarisation du monde entre la puissance américaine et la puissance soviétique qui toutes deux condamnent la colonisation<sup>64</sup>, mais également la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) qui établit le droit à l'autodétermination des peuples comme droit fondamental<sup>65</sup>. Ainsi en 1951, l'Acte Colonial est abrogé et la terminologie officielle du régime en ce qui concerne les colonies est modifiée : les termes d'« Empire » et de « colonies » disparaissent, remplacés par ceux d'« *Ultramar* » (Outre-mer) et de « *Províncias Ultramarinas* » (Provinces d'Outre-mer<sup>66</sup>).

À cette même période la propagande du régime en matière coloniale évolue également, en effet selon la doctrine salazariste, l'affirmation de l'Empire Colonial ne peut se limiter à la possession matérielle des territoires ou au cadre législatif, mais doit se concrétiser à travers un large appui de la population<sup>67</sup>. Si l'exaltation de la mission civilisatrice historique de la nation portugaise en Afrique prévaut dans le discours officiel de l'*Estado Novo* dans les années 1930 et 1940<sup>68</sup>, à partir des années 1950, le régime va se réappropriier les théories lusotropicalistes du sociologue brésilien Gilberto Freyre. Dans son œuvre *Casa Grande e Senzala* publiée en 1933, Freyre fait l'apologie de la société brésilienne comme le produit d'un métissage harmonieux, entre les populations blanches, noires et amérindiennes<sup>69</sup>. L'*Estado Novo* adapte ainsi la théorie lusotropicaliste au colonialisme portugais en Afrique afin de développer le mythe du particularisme de la présence portugaise outre-mer. Celle-ci se différencierait de celle des autres puissances coloniales par l'absence de racisme, le mélange avec les populations autochtones et la création d'une société métissée<sup>70</sup>.

---

<sup>64</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*. Op. Cit. p. 91

<sup>65</sup> CASTELO, Cláudia. Gilberto Freyre, «Um brasileiro em terras portuguesas - Prefácio». *Gilberto Freyre, Um brasileiro em terras portuguesas*. São Paulo: *É Realizações* (2010). [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 1 mai 2018]. Disponible à l'adresse :

[https://www.academia.edu/7077565/Gilberto\\_Freyre\\_Um\\_brasileiro\\_em\\_terras\\_portuguesas\\_-\\_Pref%C3%A1cio](https://www.academia.edu/7077565/Gilberto_Freyre_Um_brasileiro_em_terras_portuguesas_-_Pref%C3%A1cio).p. 12.

<sup>66</sup> C'est la substitution en 1953 de la Charte Organique de l'Empire Colonial Portugais (*Carta Orgânica do Império Português*) par la Loi Organique de l'Outre-mer Portugais (*Lei Orgânica do Ultramar Português*) qui entraîne ces modifications. [PIMENTA, Fernando Tavares. Op. Cit. p. 93].

<sup>67</sup> GARCIA, José Luís Lima. Op. Cit. p. 103

<sup>68</sup> *Idem*.

<sup>69</sup> CASTELO, Cláudia. Op. Cit. p. 12. [Sur la question du lusotropicalisme dans l'œuvre *Casa Grande e Senzala* de Gilberto Freyre voir également : CAEIRO, Francisco da Gama. *No cinquentenário de Casa Grande e Senzala*. Lisboa : Academia. das Ciências, 1983 et ARAUJO, Ricardo Benzaquen de. *Guerra e paz: Casa-grande & senzala e a obra de Gilberto Freyre nos anos 30*. Rio de Janeiro : Editora 34. 1994]

<sup>70</sup> LÉONARD, Yves. « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation ». *Lusotopie*. 1997, p. 211-226.

Cependant il est important de noter que la réalité de la politique coloniale s'oppose à cette image fantasmée véhiculée par la propagande d'État, en effet elle demeure fondamentalement inégalitaire et discriminatoire. L'inégalité est même institutionnalisée comme le démontre l'existence d'un statut de l'indigénat (*Estatuto do Indigenato*), présent dans l'Acte Colonial, qui établit un statut juridique particulier réservé aux natifs africains<sup>71</sup>. Par ailleurs, selon, José Pedro Monteiro et Miguel Bandeira Jerónimo cette politique discriminatoire représente les bases même de la société coloniale portugaise, société fondée sur la hiérarchisation des « races ». C'est pourquoi elle se maintient malgré la suppression du statut de l'indigénat en 1961, peu de temps après les débuts de la guerre coloniale<sup>72</sup>. Dans cette même perspective, certains historiens à l'image de Miguel Bandeira Jerónimo, affirment que c'est cette nature inégalitaire et discriminatoire de la société coloniale portugaise qui conduit aux premières critiques et à la dénonciation de la domination impériale au sein des colonies<sup>73</sup>.

#### **b) L'État portugais face aux soulèvements dans les colonies, politiques successives d'António de Oliveira Salazar (1961-1968) et Marcelo Caetano (1968-74) : Les débuts de la guerre coloniale et l'enlisement dans le conflit**

Dans un contexte qui voit naître les premiers soulèvements des peuples colonisés<sup>74</sup>, apparaissent les premiers mouvements nationalistes et indépendantistes dans les colonies portugaises. Tout d'abord en Angola, avec la fondation de l'UPNA, *União dos Povos do Norte de Angola* ('Union des Peuples du Nord de l'Angola) en 1955, qui devient l'UPA, *União dos Povos de Angola* (Union des Peuples d'Angola) en 1958 dirigée par Holden Roberto et du MNLA, *Movimento Nacional de Libertação de Angola* (Mouvement National de Libération de l'Angola) fondé en 1958 qui donne le jour au MPLA, *Movimento Popular de Libertação de Angola* (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) fondé en 1960 par Viriato da Cruz et Lúcio Lara. En Guinée et au Cap-Vert on voit également la formation du PAIGC, *Partido*

---

<sup>71</sup> PORTUGAL. (dir.). *Constituição Política da República Portuguesa: aprovado pelo plebiscito Nacional de 19 de Março de 1933*. Lisboa : Imp. Nacional, 1968.

<sup>72</sup> JERÓNIMO, Miguel Bandeira. «O Estado-império português e o colonialismo tardio». in AAVV, *Descolonização, A queda do império (volume 3) (Vila do Conde: Verso da História, 2015), pp. 4-15, 20-25 e 28-36* [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 24 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/12178187/\\_O\\_Estado-imp%C3%A9rio\\_portugu%C3%AAs\\_e\\_o\\_colonialismo\\_tardio\\_The\\_Portuguese\\_Empire-State\\_and\\_late\\_colonialism\\_.p.32](https://www.academia.edu/12178187/_O_Estado-imp%C3%A9rio_portugu%C3%AAs_e_o_colonialismo_tardio_The_Portuguese_Empire-State_and_late_colonialism_.p.32).

<sup>73</sup> *Idem.* p. 22

<sup>74</sup> L'Inde britannique, obtient son indépendance dès 1947, puis vont éclore de nombreux soulèvements contre la domination coloniale, au Kenya en 1951, mais également au Vietnam et en Algérie en 1954. [PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 91.]

*Africano de Independência da Guiné e Cabo Verde* (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) fondé par Amílcar Cabral en 1956 et au Mozambique, où se constitue en 1960 le FRELIMO, *Frente de Libertação de Moçambique* (Front de Libération du Mozambique) dirigé par Eduardo Mondlane<sup>75</sup>. Tous ces mouvements politiques demandent l'indépendance progressive ou immédiate de leurs pays respectifs<sup>76</sup>.

Or, le gouvernement portugais refuse toute négociation avec les mouvements indépendantistes qualifiés de terroristes<sup>77</sup>. Selon Fernando Tavares Pimenta, concéder leur indépendance aux colonies africaines était inenvisageable pour Salazar<sup>78</sup>. Le régime se lance ainsi dans une politique de répression violente qui donne lieu à de nombreux massacres, à Batepà à São Tomé en 1953, dans le port de Pidjiguiti en Guinée en 1959, ou à Mueda, au Mozambique en 1960<sup>79</sup>. Ces épisodes de violence précèdent le déclenchement de la guerre coloniale qui débute en Angola en 1961<sup>80</sup>. Par sa volonté de préserver ses colonies, le Portugal se distingue alors de la politique de décolonisation de l'Afrique adoptée par les grandes puissances coloniales.

En effet, à la fin des années 1950, la France, la Belgique et la Grande Bretagne initient un processus de décolonisation. En France, dès 1956 sur l'initiative du ministre de l'outre-mer Gaston Defferre, est adoptée la loi n° 56-619 du 23 juin 1956, dite loi-cadre Defferre, qui instaure les premières mesures de décentralisation dans les territoires d'outre-mer en vue de préparer l'indépendance<sup>81</sup>. En 1960 les colonies de l'Afrique-Occidentale Française (A.O.F.<sup>82</sup>), et de l'Afrique-Équatoriale Française (A.E.F.<sup>83</sup>) obtiennent ainsi leur indépendance<sup>84</sup>. La France mène cependant également une guerre coloniale en Afrique. Il s'agit de la guerre d'Algérie, débutée en 1954 qui oppose les indépendantistes algériens du Front de Libération Nationale (F.L.N) aux troupes françaises durant huit années de conflit. Toutefois, la guerre

---

<sup>75</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 97-98.

<sup>76</sup> *Idem.* p. 98.

<sup>77</sup> GARCIA, José Luís Lima. *Op. Cit.* p. 307.

<sup>78</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 98.

<sup>79</sup> JERÓNIMO, Miguel Bandeira. *Op. Cit.* p. 22.

<sup>80</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 98.

<sup>81</sup> Loi n°56-619 du 23 juin 1956 Mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. *Journal officiel de la République Française* du 24 juin 1956. Consulté le 8 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000692222>.

<sup>82</sup> L'A.O.F comprenait les territoires de la Mauritanie, du Sénégal, du Soudan français (actuel Mali), de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), du Togo et du Dahomey (actuel Bénin). [JOUVE, Edmond, *L'Organisation de l'unité africaine*. Paris : PUF.1984. p. 52.]

<sup>83</sup> L'A.E.F. comprenait les territoires du Gabon, du Moyen-Congo (dont une partie correspond à l'actuel Gabon, une autre à l'actuelle République du Congo), du Tchad et de l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine). [JOUVE, Edmond. *Op. Cit.* p. 52.]

<sup>84</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 97.

s'achève par des négociations entre le chef de l'État français, Charles De Gaulle et le F.L.N avec la signature, le 18 mars 1962 des accords d'Évian qui prévoient l'indépendance de l'Algérie<sup>85</sup>. La Belgique suit l'exemple français et initie un processus de décolonisation qui conduit à l'indépendance du Congo Belge également en 1960. Tandis qu'en Angleterre sous le mandat du premier ministre Harold Macmillan (1957-1963) s'accélère le processus d'émancipation des colonies marqué par l'indépendance du Ghana et de la Malaisie en 1957, du Nigeria en 1960, la dissolution de la Fédération d'Afrique Centrale<sup>86</sup> en 1953 et l'indépendance du Kenya et de la Zambie en 1964<sup>87</sup>.

La politique répressive puis belliciste menée par le Portugal dans ses colonies africaines, est condamnée par l'opinion internationale. En effet, le 15 Décembre 1960 est adoptée par l'ONU la *Déclaration sur la concession de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* qui proclame le droit de tous les peuples à l'autodétermination, la nécessité inconditionnelle de mettre fin au colonialisme et condamne toute mesure répressive envers les mouvements indépendantistes<sup>88</sup>. Cette position se renforce à partir de 1961 avec le soutien des États-Unis dès l'arrivée au pouvoir de Kennedy, fermement opposé à la colonisation, qui rompt avec la position jusque-là indulgente d'Eisenhower<sup>89</sup>.

En réponse aux pressions internationales, le gouvernement portugais maintient cependant ses positions en matière coloniale, qui le conduisent à un progressif isolement sur la scène internationale<sup>90</sup>. En Décembre 1961, l'Union Indienne envahit Goa et annexe les derniers territoires portugais d'Inde : Goa, Diu et Daman<sup>91</sup>. António de Oliveira Salazar est ainsi confronté au soulèvement des peuples de ses colonies africaines, à la perte des derniers territoires hérités de l'Empire Portugais d'Inde mais également à un isolement politique croissant qui entraîne une radicalisation de son discours. Ainsi Selon, José Luís Lima Garcia, à partir de 1962:

---

<sup>85</sup> PERVILLÉ, Guy. « Trente ans après : Réflexions sur les accords d'Évian ». *Outre-Mers. Revue d'Histoire* Vol. 79, n° 296. 1992. p. 367-381.

<sup>86</sup> La Fédération d'Afrique Centrale comprenait les territoires du Nyassaland (actuel Malawi), de Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et de la Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe). [JOUVE, Edmond. *Op. Cit.* p. 52]

<sup>87</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 97.

<sup>88</sup> LOPES, Filipa Alexandra Carvalho Sousa. *As vozes da oposição ao Estado Novo e a questão de Goa (1950-1961)*. Thèse de doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettres de l'Université de Porto en 2017. p. 288

<sup>89</sup> LABOURDETTE, Jean-François. *Op. Cit.* p. 602.

<sup>90</sup> LOPES, Filipa Alexandra Carvalho Sousa. *Op. Cit.* p. 294.

<sup>91</sup> Idem. p. 5-6.



A dogmatização do postulado colonialista e imperialista do discurso do Presidente do Conselho levaria a que, o mesmo, atribuisse as causas desses males ao comunismo soviético e indirectamente ao idealismo democrático e capitalista norte-americano<sup>92</sup>

Cette « dogmatisation du postulat colonialiste » qui s'opère dans le discours de Salazar, que relève José Luís Gima Garcia, illustre la nature politique et idéologique de la guerre coloniale. En effet comme le souligne Carlos de Matos Gomes à la fin des années 1950, la population blanche outre-mer se limitait à 200 000 personnes, soit moins que le nombre de portugais présents en Argentine et au Venezuela à la même période<sup>93</sup>. De plus les colonies n'avaient qu'un impact très négligeable sur l'économie portugaise, les produits de plus grande valeur tels que le café, le coton, le thé et le tabac ainsi que les principales infrastructures telles que les ports et les chemins de fers, étant entièrement contrôlés par des compagnies étrangères, principalement britanniques<sup>94</sup>.

Cependant, bien loin de la victoire rapide espérée par le régime, la guerre débutée en Angola en 1961, s'étend à la Guinée à partir de 1963 et au Mozambique dès 1964<sup>95</sup>. Bientôt les forces du pays tout entier sont tournées vers l'effort de guerre. Sur le plan économique, la guerre absorbe 40% du PIB à la fin des années 1960<sup>96</sup>. Sur le plan humain, le prolongement du conflit conduit à une augmentation des effectifs dans l'armée qui passe de 48 832 hommes en 1961 à 70 504 en 1968, la même année le service militaire obligatoire de 2 ans est élargi à 4 ans, tous les jeunes hommes à partir de l'âge de 20 ans sont sollicités pour participer à l'effort de guerre<sup>97</sup>. Il est à noter également la présence de soldats natifs africains parmi les troupes portugaises, qui augmente significativement à partir de 1965 dans une tentative du régime d'« africanisation » des forces armées<sup>98</sup>. Le conflit perdure et s'intensifie, lorsque Salazar,

---

<sup>92</sup> La dogmatisation du postulat colonialiste et impérialiste du discours de Président du Conseil le conduira à attribuer les causes de ces « maux » au communisme soviétique et indirectement à l'idéalisme démocratique et capitaliste nord-américain. GARCIA, José Luís Lima. *Op. Cit.*, p. 114.

<sup>93</sup>GOMES, Carlos Matos. «Forças Armadas e Regime, o ovo e a serpente». In: TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL ó. *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002. p. 32.

<sup>94</sup> *Idem.* p. 33.

<sup>95</sup> LÉONARD, Yves et SAMPAIO. *Histoire du Portugal contemporain : de 1890 à nos jours.*, *Op. Cit.* p. 147.

<sup>96</sup> NASCIMENTO, Manuel do. *Cronologia da História de Portugal*. Paris : L'Harmattan, 2002. p. 153.

<sup>97</sup> PINTO, António Costa «Uma guerra esquecida: a comunidade internacional nas vésperas da última campanha colonial» In : TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002. p. 123.

<sup>98</sup> RODRIGUES, Fátima da Cruz. *Antigos Combatentes Africanos das Forças Armadas Portuguesas : A Guerra Colonial como Território de (Re)conciliação*. Thèse de Doctorat présentée à la Faculté d'Économie de l'Université Coimbra en 2012. p. 130-131.

intellectuellement diminué à cause d'un traumatisme crânien est contraint de quitter le pouvoir. À la fin de 1968, aucune solution politique n'est en vue.

Après sept années de guerre, la nomination du nouveau Président du Conseil, Marcelo Caetano le 25 Septembre 1968, ravive les espoirs de trouver une solution politique à la guerre coloniale. En effet, Marcelo Caetano, est un homme d'expérience, professeur, juriste et Ministre de la Présidence de 1955 à 1958. Il a été avant tout Ministre des Colonies de 1944 à 1947, de plus il bénéficie d'une réputation de libéral et, est l'un des rares notables du régime à avoir proposé une évolution du système colonial vers un fédéralisme « prudent » dès 1962<sup>99</sup>. Ainsi, durant les premières années de son mandat, Marcelo Caetano mène une politique de décompression du régime, connue sous le nom de « *Primavera Marcelista* » (Printemps Marceliste) marquée par des mesures sociales, un assouplissement de la politique répressive et une ouverture politique avec l'organisation des premières élections législatives ouvertes à l'opposition dite « modérée » en 1969.

Les espoirs d'une libéralisation du pays et d'une issue politique à la guerre coloniale se cristallisent autour de la réforme constitutionnelle envisagée par le nouveau Président du Conseil. Ainsi, le 16 Décembre 1970, les députés de l'aile libérale qui défendent une modernisation de l'État dans une idée réformiste, mais également une solution politique au conflit d'outre-mer, présentent un projet de réforme constitutionnelle, le projet de loi 6X. La proposition de loi prévoit l'élection du président de la République par suffrage universel, un meilleur respect des droits et des libertés fondamentales, une nouvelle loi de la presse mais surtout l'autonomie des provinces d'outre-mer<sup>100</sup>. Le projet, jugé trop libéral, est rejeté par Marcelo Caetano lui-même qui présente le 2 décembre 1970 un projet alternatif<sup>101</sup>.

Cependant la proposition de loi 6X ne semble pas aller à l'encontre de la vision marceliste en matière coloniale. En effet, celle-ci s'éloigne de la doctrine impérialiste de Salazar et du prétendu devoir de civilisation des portugais en Afrique, pour défendre le concept d'unité de la nation portugaise, ce qui n'exclut pas une « autonomie progressive » des territoires d'outre-mer<sup>102</sup>. Ainsi le texte de révision constitutionnelle proposé par le gouvernement prévoit également de renforcer l'autonomie politique et administrative des provinces d'outre-mer<sup>103</sup>

---

<sup>99</sup>PINTO, António Costa. *Op. Cit.* p. 119.

<sup>100</sup> ROSAS, Fernando, MARTINS, Fernando, AMARAL, Luciano do, et al. *História de Portugal. Sétimo volume, O Estado Novo: 1926-1974*. Lisboa : Círculo de Leitores, 1994. p. 557.

<sup>101</sup> CARVALHO, Rita Almeida de. «O marcelismo à luz da revisão constitucional de 1971». *Op. Cit.* p. 214.

<sup>102</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *Op. Cit.* p. 124.

<sup>103</sup> CARVALHO, Rita Almeida de. «O marcelismo à luz da revisão constitucional de 1971». *Op. Cit.* p. 212.

Toutefois, le projet ne rencontre pas l'appui des députés dans une assemblée divisée entre deux courants idéologiques qui paraissent irréconciliables. En effet, comme le souligne Rita Almeida de Carvalho, au sein même du régime, se détachent l'aile réformiste, qui défend une autonomie politique et administrative afin d'aboutir progressivement à l'indépendance des territoires d'outre-mer, et l'aile intégrationniste, qui rejette toute idée d'indépendance fidèle à l'idéologie colonialiste de Salazar<sup>104</sup>. Ainsi le texte de révision constitutionnelle proposé par Marcelo Caetano le 2 décembre 1970 ne sera approuvé que le 16 août 1971 après avoir subi de nombreuses altérations imposées par l'opposition intégrationniste<sup>105</sup>. Le gouvernement se trouve donc dans une impasse. Sous l'influence des députés de l'aile intégrationniste Marcelo Caetano décide de continuer la guerre en Afrique pour protéger les intérêts de la population blanche qu'il juge menacée<sup>106</sup>. Dès lors toute solution politique venant du régime qui mettrait fin au conflit outre-mer paraît inenvisageable et le pays s'enlise définitivement dans la guerre.

En outre, peu avant l'échec de la révision constitutionnelle qui marque la fin du Printemps Marceliste s'initie un nouvel élan protestataire porté par la jeunesse. En effet, en juin et juillet 1969, l'Université de Coimbra connaît une période de trouble en raison des forts mouvements de contestations de la politique de l'*Estado Novo*<sup>107</sup> et de la guerre coloniale, au mois de juin l'université est déclarée en état de siège, le mouvement s'étend également aux universités de Lisbonne et Porto<sup>108</sup>

Ces mouvements étudiants, fortement influencés par le Mai 68 français, connaissent une très sévère répression : violences policières, exclusions de l'université et même emprisonnements des jeunes militants. Cette politique répressive participe à la radicalisation de cette nouvelle génération d'opposants qui se détournent du Parti Communiste et voient dans la violence révolutionnaire défendue par les courants marxistes-léninistes-maoïstes la réponse légitime à la violence du régime<sup>109</sup>. Ainsi la lutte anticoloniale devient durant le mandat de Marcelo Caetano le catalyseur de la contestation du régime comme l'explique José Manuel Lopes Cordeiro :

---

<sup>104</sup> CARVALHO, Rita Almeida de. «A definição do Marcelismo à luz da revisão da Constituição». In: ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004 p. 67-68.

<sup>105</sup> PIMENTA, Fernando Tavares. *op. cit.* p. 125.

<sup>106</sup> ROSAS, Fernando, MARTINS, Fernando, AMARAL, Luciano do, et al. *Op. Cit.* p. 547-548.

<sup>107</sup> MADEIRA, João. «As oposições de esquerda e a extrema-esquerda» In: ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004.p. 117.

<sup>108</sup> NASCIMENTO, Manuel do. *Op. Cit.* p. 145.

<sup>109</sup> ACCORNERO, Guya. *Efervescência estudantil: estudantes, acção contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*. *Op. Cit.* p. 226-229.

A evolução da guerra colonial a partir dos finais da década de 1960, com o incremento da actividade militar por parte dos movimentos de libertação, particularmente na Guiné-Bissau e em Moçambique, a nítida incapacidade que o regime revelava para encontrar uma solução para o conflito, provocando um crescente descontentamento no seio da população e o seu progressivo isolamento internacional, o aumento do tempo do serviço militar para quatro anos, com dois anos obrigatoriamente cumpridos no teatro de operações, assim como a emergência de novas gerações de jovens politizados pelas lutas estudantis nas universidades, pela campanha eleitoral de 1969, e por acontecimentos internacionais como a guerra do Vietnam, a Revolução Cultural na China, a invasão da Checoslováquia e o Maio de 68, conduziu a que a oposição à guerra colonial viesse a ocupar um papel cada vez mais central na luta contra o regime<sup>110</sup>



Figure 4 Manifestation du 17 Avril 1969 Coimbra (Source: Centro de Documentação 25 de Abril . Consulté le 2 mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.cd25a.uc.pt/index.php?r=site/page&view=itempage&p=7>

---

<sup>110</sup> L'évolution de la guerre coloniale à partir de la fin des années 1960, avec le renforcement de l'activité militaire d'une partie des mouvements de libération, particulièrement en Guinée-Bissau et au Mozambique, l'incapacité évidente du régime à trouver une solution au conflit, provoquant un mécontentement croissant au sein de la population et progressivement son isolement international, l'augmentation du service militaire à quatre ans, dont deux obligatoirement effectués sur le théâtre des opérations, ainsi que l'émergence de nouvelles générations de jeunes politisés par les lutttes étudiantes dans les universités, par la campagne électorale de 1969, et par des événements internationaux comme la guerre du Vietnam, la Révolution Culturelle chinoise, l'invasion de la Tchecoslovaquie et le Mai 68 français, a conduit à ce que l'opposition à la guerre coloniale vienne à occuper un rôle de plus en plus central dans la lutte contre le régime. CORDEIRO, José Manuel Lopes. « A polémica sobre a deserção durante a guerra colonial » *Op. Cit.* p. 216.

### **c) Développement d'une opposition éthique et politique à la guerre coloniale (1961-1974) : Rejet de la guerre par l'opinion publique et multiplication des mouvements d'opposition au régime autour de la contestation de la guerre**

Il est intéressant de constater que ce lien intrinsèque entre l'opposition à la guerre et l'opposition à l'*Estado Novo*, n'est pas manifeste lorsque la guerre coloniale débute en 1961. En effet, de nombreuses figures de l'opposition républicaine et démocratique soutiennent, alors l'intervention militaire outre-mer. Ce soutien à la politique belliciste de Salazar par le Parti Républicain portugais s'explique par le lien historique entre l'implantation de la République au Portugal et l'attachement idéologique aux colonies, la défense des possessions d'outre-mer ayant conditionné l'entrée en guerre du Portugal lors du premier conflit mondial<sup>111</sup>.

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, avant les débuts du conflit, rares sont les forces contestataires qui rejettent la colonisation, seuls les mouvements anarcho-syndicalistes s'expriment fermement contre toute forme de colonialisme dès 1925, ainsi que le Parti Communiste Portugais qui lors de son cinquième congrès organisé en 1957 reconnaît aux peuples colonisés par le Portugal, le droit d'accéder à une indépendance complète et immédiate<sup>112</sup>.

Au début des années 1960, s'exprime une nouvelle forme d'opposition à la guerre à travers le mouvement des catholiques « progressistes<sup>113</sup> ». Les catholiques progressistes fortement influencés par le Concile Vatican II et l'encyclique « *Pacem in Terris* » (Paix sur la Terre : Sur l'établissement d'une paix universelle dans la vérité, justice, charité et liberté), signé par le Pape Jean XXIII le 11 avril 1963, s'affirme comme mouvement d'opposition politique autour du rejet et de la dénonciation de la guerre coloniale<sup>114</sup>. Tandis que l'opposition socialiste, l'ASP *Acção Socialista Portuguesa* (Action Socialiste Portugaise), maintient une position ambiguë en ce qui concerne la question coloniale et la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples, tout au long des années 1960, bien qu'elle s'oppose à la guerre

---

<sup>111</sup> CORREIA, Pezarat. In: TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção: livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002. p. 53.

<sup>112</sup> ROSA, Luciano Caetano da. « Genése e progresso da ideia de autonomia v.g. independência nas ex-colónias portuguesas » In: TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção: livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002. p. 90-91.

<sup>113</sup> Le mouvement des catholiques progressistes apparaît à la fin les années 1940 au Portugal, comme mouvement de contestation des institutions politiques de l'*Estado Novo* et des méthodes répressives de la PIDE au nom des valeurs éthiques catholiques et de la défense des droits de l'homme, il se révèle clairement en rupture avec l'État après la campagne présidentielle de Humberto Delgado en 1958. [ALMEIDA, João Miguel. *A oposição católica ao Estado Novo. 1958-1974*. Lisboa : Nelson de Matos, 2008. p. 3-4.]

<sup>114</sup> ALMEIDA, João Miguel. *A oposição católica ao Estado Novo. 1958-1974*. Lisboa : Nelson de Matos, 2008. p. 5-6.

et défende la négociation politique avec les mouvements indépendantistes africains. Le Parti Socialiste Portugais ne reconnaît de manière officielle le droit des peuples colonisés à accéder à l'indépendance qu'en 1973<sup>115</sup>.

La contestation de la guerre s'étend jusqu'aux plus hauts dignitaires de l'armée à partir des années 1970, comme nous pouvons le voir avec la parution en février 1974 du livre du Général António de Spínola, *Portugal e o Futuro*. Dans cette œuvre, l'ancien gouverneur et commandant-chef de Guinée condamne la poursuite de l'action armée en Afrique et défend une solution politique comme seule issue au conflit colonial<sup>116</sup>.

Ainsi la contestation de la guerre coloniale par les principales forces politiques d'opposition à l'*Estado Novo* s'amplifie au cours des années 1960. Il apparaît que cette évolution correspond au rejet croissant de la guerre et du colonialisme par la population portugaise, qui se traduit par le refus massif de participer au combat. En effet, comme le souligne Guya Accornero le nombre de réfractaires augmente chaque année tout au long du conflit, passant de 11% en 1961 à 16,5% en 1964 pour se stabiliser autour des 20% à partir de 1970<sup>117</sup>. En tout entre 1961 et 1974 près de 200 000 jeunes portugais se dérobent au service militaire obligatoire dans le but d'échapper à l'effort de guerre<sup>118</sup>.

Il est important de souligner que l'opposition à la guerre s'impose de manière progressive au sein de l'opinion publique portugaise. En effet lorsque Salazar décide d'un envoi massif de troupe en Angola en 1961, il bénéficie d'un large soutien populaire<sup>119</sup>. Selon Margarida Calafate Ribeiro, ce soutien de la part de la population s'explique par une complète désinformation de l'opinion publique, coupée des réalités coloniales africaines mais éduquée dans une profonde mystique impériale<sup>120</sup>.

Cependant malgré la forte propagande du régime, deux ans après les débuts de la guerre, la vocation militaire des jeunes portugais se fragilise, affectée notamment par le

---

<sup>115</sup> ROSA, Luciano Caetano da. *Op. Cit.* p. 91.

<sup>116</sup> REZOLA, Maria Inácia. «As Forças Armadas, os capitães e a crise final do regime». In: ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004. p. 349-356.

<sup>117</sup> ACCORNERO, GUYA. «A mobilização estudantil no processo de radicalização política durante o Marcelismo». *Op. Cit.* p. 584.

<sup>118</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*. *Op. Cit.* p. 253.

<sup>119</sup> GOMES, Carlos Matos. *Op. Cit.* p. 29-30.

<sup>120</sup> RIBEIRO, Margarida Calafate. *Uma história de regressos: império, guerra colonial e pós-colonialismo*. Porto : Ed. Afrontamento, 2004. p. 174.

mouvement contestataire qui surgit dès 1962 à l'université de Coimbra<sup>121</sup>. Les soldats mobilisés découvrent quant à eux la réalité de l'exploration coloniale en Afrique, la pauvreté, le manque d'infrastructures, le racisme, et commencent à s'interroger sur la légitimité de leur mission en Afrique<sup>122</sup>. De plus, les conditions de vie se révèlent particulièrement difficiles, à la peur des soldats de mourir s'ajoutent la précarité des logements, la difficulté à supporter le climat ainsi que le risque de maladies<sup>123</sup>. Les appelés sont également confrontés à une violence qui ne cesse de s'intensifier et sont témoins des exactions commises envers la population africaine par certains soldats portugais, viols, massacres de population civile cautionnés voire même commandités par leurs supérieurs<sup>124</sup>. Dès lors de nombreux soldats refusent de continuer le combat pour des raisons éthiques et font le choix de désertir : entre 1961 et 1974 près de huit mille soldats abandonnent les Forces Armées après leur incorporation ou sur le champ de bataille<sup>125</sup>.

Le premier officier à désertir dès le mois d'Octobre 1961, Mário Moutinho de Pádua est un membre actif du parti communiste portugais déjà fermement opposé à la colonisation avant son arrivée en Angola<sup>126</sup>. Cependant, de nombreux déserteurs ne menaient aucune activité politique avant leur incorporation et c'est l'expérience de la guerre elle-même qui les conduit à s'opposer à la colonisation<sup>127</sup>.

En ce qui concerne l'évolution des mentalités, comme le souligne Mário Tomé, le nombre de morts mais aussi les nombreux soldats qui reviennent d'Afrique lourdement handicapés ou mutilés, éveillent rapidement l'opinion publique sur le lourd tribut humain que représente la guerre coloniale. Avec la prolongation du conflit au long des années 1960, peu à peu l'idée, que les réfractaires et déserteurs sont des lâches s'essouffle et la conviction que la guerre coloniale est également un crime contre le peuple portugais progresse<sup>128</sup>. D'autre part, le mouvement contestataire étudiant qui surgit à Coimbra en 1969 et s'étend au reste du pays marque l'idéologisation du mouvement anticolonial<sup>129</sup>. En effet, cette nouvelle génération de

---

<sup>121</sup> TOMÉ, Mário. «Adeus e até o meu regresso» In: TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002 . p. 70

<sup>122</sup> GOMES, Carlos Matos. *Op. Cit.* p. 35.

<sup>123</sup> OLIVEIRA, Álamo. *Até hoje: memórias de cão*. Lisboa : Signo, 1988. p. 31.

<sup>124</sup> MELO, António (dir.). *Colonialismo e lutas de libertação: 7 cadernos sobre a guerra colonial*. Porto : Afrontamento, 1974. p. 181-183./

<sup>125</sup> CARDINA, Miguel (Entretien). « Mais de oito mil soldados desertaram da guerra colonial». *Op. cit.*

<sup>126</sup> PÁDUA, Mário Moutinho de. *No percurso de guerras coloniais: 1961-1969*. 2<sup>a</sup> ed. Lisboa : Avante!, 2011.

<sup>127</sup> SIMÕES, Rui, *Guerra ou Paz*, Real Ficção 2012.

<sup>128</sup> TOMÉ, Mário. *Op. Cit.* p. 72-73.

<sup>129</sup> *Idem.* p. 73.

jeunes militants forme de nombreuses organisations politiques qui défendent la lutte anticoloniale et adhèrent à l'idéologie marxiste-léniniste-maoïste.

L'idéologie maoïste apparaît en 1949 à la suite de la révolution chinoise et de la conquête du pouvoir par le parti communiste chinois dirigé par Mao Tsé-Tung. Le maoïsme affirme sa singularité en tant que doctrine marxiste comme étant la « rencontre » entre le léninisme et le Tiers-Monde, comme le souligne Lucien Bianco. En effet, l'idéologie maoïste propose de concilier le développement de l'agriculture et de l'industrie<sup>130</sup>. Le maoïsme défend également l'insurrection armée et développe le concept de révolution permanente afin d'assurer le contrôle du respect de l'idéal communiste contre le « révisionnisme » : les dérives bourgeoises et bureaucrates qui conduisent à la « corruption » de l'idéal communiste<sup>131</sup>. Ainsi la politique de déstalinisation et de « coexistence pacifique » avec les États-Unis menée par Nikita Khrouchtchev à partir de 1958 est décriée par le pouvoir chinois comme dérive révisionniste, ce qui conduit à la rupture sino-soviétique dans les années 1960<sup>132</sup>. Selon Miguel Cardina, c'est à partir de cette rupture que l'idéologie maoïste se diffuse dans les pays du Tiers-Monde mais également en l'Europe, alimentant certaines productions historiographiques et journalistiques<sup>133</sup>.

En ce qui concerne le Portugal les premières organisations marxistes-léninistes-maoïstes voient le jour en 1964 d'une scission du PCP. Il s'agit du FAP *Frente de Acção Popular* (Front d'Action Populaire) et du CMLP *Comité Marxista-Leninista Português* (Comité Marxiste-Léniniste-Portugais) qui prétendent défendre la révolution armée et la lutte anti-coloniale contre les dérives réformistes et anti-révolutionnaires du PCP<sup>134</sup>. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, c'est véritablement dans le milieu étudiant, qui s'affirme comme le secteur le plus radical de l'opposition à la guerre coloniale, notamment durant la crise académique de Coimbra, que se développe l'idéologie marxiste-léniniste au Portugal. Les jeunes militants anticolonialistes reprochent ainsi au Parti Communiste Portugais son attitude jugée ambiguë concernant la guerre coloniale.<sup>135</sup> De nombreuses associations étudiantes sont ainsi à l'origine

---

<sup>130</sup> BIANCO, Lucien. « Essai de définition du maoïsme. *Annales. Histoire, Sciences Sociales* ». 1979, Vol. 34, n° 5, p. 1094.

<sup>131</sup> MONNERET, Jean-Léo. « Aspects de la révolution culturelle en Chine ». *Politique étrangère*. 1969, Vol. 34, n° 4, p. 417- 420.

<sup>132</sup> ZARKA JEAN CLAUDE. *Relations internationales*. Paris : Ellipses, 2016.p. 17-18.

<sup>133</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974. Op. Cit.* p. 306.

<sup>134</sup> *Idem.* p. 42-46

<sup>135</sup> ACCORNERO, Guya. «As medidas de repressão e criminalização política durante o Estado Novo português e os seus efeitos».In: PIMENTEL, Irene Flunser, REZOLA, Maria Inácia et COLÓQUIO INTERNACIONAL Legados do autoritarismo em Portugal em perspectiva comparada (dir.). *Democracia, ditadura: memória e justiça*



des principales organisations maoïstes. En effet, l'EDE *Esquerda Democrática Estudantil* (Gauche Démocratique Étudiante) est à l'origine de la formation du MRPP *Movimento Reorganizador do Partido Proletariado* (Mouvement Réorganisateur du Parti Proletarien) fondé en 1970. Les militants de l'UEC (m-l) *União dos Estudantes Comunistas* (marxistas-leninistas) (Union des Étudiants Communistes (marxistes-léninistes)) forment le PCP (m-l) *Partido Comunista (marxista-leninista)* (Parti Communiste (marxiste-léniniste)) en 1970. Tandis que les CREC *Comités Revolucionários de Estudantes Comunistas* (Comités Révolutionnaires des Étudiants Communistes) sont directement liés à la création de la cellule militante *O Comunista* qui est à l'origine de l'OCMLP *Organização Comunista Marxista-Leninista Portuguesa* (Organisation Communistes Marxiste-Léniniste Portugaise).

Ces différentes organisations défendent toutes la révolution armée et la lutte contre le colonialisme et la guerre coloniale et vont être à l'origine de la formation d'organismes dédiés à la lutte anticoloniale, les CLAC *Comités de Luta-Anticolonial* (Comités de Lutte Anti-Coloniale)<sup>136</sup>. Les groupes marxiste-léniniste-maoïstes portugais, bien que confrontés à la répression développent une forte propagande dans la clandestinité afin de diffuser leur idéologie. Dans le cas de la lutte anticoloniale ils cherchent par tous les moyens à informer et à interpeller l'opinion publique dans le but de lutter activement contre la guerre. La presse étant censurée, censure qui se renforce à partir de 1961, en particulier en ce qui concerne la question coloniale, se développe dans les années 1960 la presse clandestine<sup>137</sup>. De nombreuses organisations maoïstes publient différents journaux imprimés et diffusés de manière clandestine dont certains sont entièrement dédiés à la lutte anticoloniale, à l'image du MRPP, dont le journal central est *Luta Popular* (Lutte Populaire) mais qui publie également le journal *O Anti-Colonialista* (l'Anti-colonialiste<sup>138</sup>). Le recours à la presse comme arme révolutionnaire s'inscrit dans la tradition marxiste-léniniste. En effet, selon Lénine, le journal révolutionnaire est à la fois un espace d'information, de diffusion des théories marxistes mais également un outil d'organisation de la lutte<sup>139</sup>. Si ces trois objectifs prévalent dans la presse clandestine marxiste-léniniste portugaise, nous verrons dans la seconde partie de notre travail consacrée à l'étude de notre corpus dans quelle mesure ils prédominent également dans les journaux publiés

---

*política*. Lisboa : Tinta da China : Instituto de História Contemporânea Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, 2013. p. 325.

<sup>136</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoísmo em Portugal, 1964-1974*. Op. Cit. p. 86-87.

<sup>137</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p 118.

<sup>138</sup> PEREIRA, José Pacheco. Op. Cit. p. 32.

<sup>139</sup> WORONTZOFF, Madeleine. *Nom : Lénine, profession : journaliste. Lénine et la presse révolutionnaire*. Paris : éditions de la Taupe Rouge, 1975. p. 18.

en France par les déserteurs, réfractaires et insoumis, faisant ainsi écho à ce que Stéphane Dufoix définit comme les trois principaux objectifs de la lutte en exil : Informer, représenter et organiser<sup>140</sup>.

Figure 5 « Non à la guerre Indépendance pour les peuples des colonies ». Tract de la cellule O Comunista. 1970. (Source: <http://restosdecolecao.blogspot.com/2011/01/propaganda-na-guerra-colonial-2.html> Consulté le 9 mars 2018)



Figure 7 « 6 O Anticonolista n° 14 Setembro 1974. (Source : Fundação Mario Soares Consulté le 10 mars 2018 disponible à l'adresse: <http://casacomum.org/cc/visualizador?pasta=04679.052>)



<sup>140</sup> DUFOIX, Stéphane. *Op. Cit.* p. 56.

Nous accordons une attention particulière aux organisations marxistes-léninistes non seulement pour le rôle qu'elles jouent dans l'idéologisation de la lutte anticoloniale mais également pour leur soutien aux déserteurs, réfractaires et insoumis. En effet, contrairement au Parti Communiste portugais qui condamne les désertions individuelles, toutes les organisations marxistes-léninistes à l'exception de l'URML *Unidade revolucionária Marxista-Leninista* (Unité Révolutionnaire Marxiste-Léniniste), appellent à la désertion<sup>141</sup>. Comme nous le verrons par la suite ces groupes militants qui appartiennent à la gauche radicale jouent un rôle primordial dans le soutien aux déserteurs et réfractaires à l'étranger et sont à l'origine d'un grand nombre de journaux qui ont pour but de poursuivre la lutte anticoloniale en exil.

Ainsi nous avons pu voir que dès l'instauration de l'*Estado Novo* s'opère une forte identification du régime à l'idée d'Empire, faisant de la préservation de l'intégrité des colonies un véritable pilier de l'idéologie salazariste, ce qui confère à la guerre coloniale initiée en Angola en 1961 une portée politique. Tandis qu'en 1968 les espoirs de la population d'une potentielle issue politique au conflit se cristallisent autour de l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano, l'échec de la révision constitutionnelle et le choix du gouvernement de continuer la guerre conduisent à une augmentation croissante de la contestation de la guerre et de l'*Estado Novo*. La lutte anticoloniale devient ainsi durant le mandat de Marcelo Caetano le catalyseur de la contestation du régime. L'anticolonialisme croissant se traduit par un refus massif de participer à la guerre ou de poursuivre le combat. Ainsi pour des raisons éthiques et politiques des milliers de jeunes portugais deviennent insoumis, réfractaires ou déserteurs. Dans ce contexte s'opère une radicalisation de l'opposition plus particulièrement dans le milieu étudiant qui voit apparaître de nombreuses organisations marxiste-léniniste-maoïstes qui défendent la lutte contre le régime, la révolution armée et appellent les futurs appelés à désertir.

---

<sup>141</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*. Op. Cit. p. 255-257.

## B. Désertion et refus de combattre : phénomènes de résistance sociale à la violence politique

### a) La désertion dans l'Histoire portugaise : un acte transgressif et un phénomène subversif

Afin d'appréhender au mieux le phénomène de désertion et de refus de participation à la guerre coloniale, il convient de replacer ce phénomène dans sa perspective historique, afin d'analyser son ampleur et son évolution en tant que phénomène transgressif et subversif durant l'époque moderne, contemporaine et jusqu'à nos jours.

Jusqu'à la Guerre de Restauration (1640-1668) le Portugal ne possède pas d'armée permanente, mais principalement des troupes miliciennes, composées par des membres de la population civile mobilisés en temps de guerre, connues sous le nom de *ordenanças*<sup>142</sup>. Le recours aux *ordenanças*, systématisé et élargi à toute la population masculine durant le règne de Dom. Sebastião (1554-1578) fait de l'accomplissement des obligations militaires en temps de guerre un devoir patriotique dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Malgré l'instauration d'une armée professionnelle et permanente, à la suite de la Restauration de l'Indépendance du Portugal (1640), les troupes miliciennes continueront de représenter une part importante des effectifs mobilisés en temps de guerre, et ce jusqu'à la création du service militaire obligatoire au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>143</sup>.

Ainsi, selon Fernando Dores Costa, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, s'affirme au Portugal le mythe du « peuple en arme » fondé sur une prétendue prédisposition naturelle de la population à se soumettre à l'autorité afin de défendre les intérêts de la Nation<sup>144</sup>. Cependant, il ajoute également que cette mythologie d'inspiration nationaliste entre en opposition avec la réalité historique d'une aversion portugaise au service militaire, qui s'exprime dès le XVI<sup>e</sup> siècle à travers un nombre accru de désertion<sup>145</sup>. La désertion ne faiblit pas au long des années, bien que

---

<sup>142</sup>CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoismo em Portugal, 1964-1974*. Op. Cit. p. 28-28.

<sup>143</sup>NARCISO, Raimundo. «O Serviço Militar e a Cidadania». *Nação e Defesa*. N°99-2a Série .Lisboa. 1999 p. 67-94. p. 80-83.

<sup>144</sup>COSTA, Fernando Dores. *Insubmissão: aversão ao serviço militar no Portugal do século XVIII*. : Imprensa de Ciências Sociais, Lisboa. 2010.p. 17.

<sup>145</sup>COSTA, Fernando Dores. Op. Cit. p. 168-169.

toujours plus rigoureusement réprimée. Durant la Guerre de Restauration, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le phénomène de désertion devient même endémique<sup>146</sup>.

Au long de l'Histoire portugaise l'abandon du champ de bataille est considéré comme un crime, puni avec la plus grande sévérité. Bien que, selon Fernando Dores Costa, la peine capitale ait été appliquée aux déserteurs presque uniquement durant la période critique de la Guerre de Restauration (1640-1668<sup>147</sup>), en 1763, le crime de désertion en temps de guerre est toujours passible de la peine de mort<sup>148</sup>. Cette extrême sévérité est maintenue avec l'approbation, en 1896 du *Código de Justiça Militar* (Code de Justice Militaire), qui établit que toute absence sans autorisation de plus de 48 heures en temps de guerre est passible de la peine capitale<sup>149</sup>. Il est important de noter que, si la peine de mort est abolie dès 1911, peu de temps après la proclamation de la République, lorsque le Portugal prend part à la Première Guerre Mondiale en 1916, est approuvé le décret n° 2867 du 30 Novembre 1916 qui rétablit la peine capitale pour les crimes commis en temps de guerre soumis à la justice militaire, tels que la trahison, la lâcheté et la désertion<sup>150</sup>.

C'est à cette même période que commence à se développer une opposition éthique et politique anti-belliciste au Portugal, menée principalement par des groupes anarchistes et anarchosyndicalistes. Ces organisations multiplient la diffusion de tracts antimilitaristes et antinationalistes dès 1916 exhortant les soldats à l'insoumission, la désobéissance et la désertion<sup>151</sup>. Les désertions augmentent significativement entre 1916 et 1918. Cependant, selon Luís Alves de Fraga, elles apparaissent plutôt liées à une méconnaissance de la part des soldats des raisons de la guerre<sup>152</sup> et à la dégradation des conditions de vie dans les tranchées. Les bombardements incessants, le froid, et le manque de nourriture, entraînent un découragement croissant des troupes, qui touche même les plus fervents défenseurs de la belligérance portugaise<sup>153</sup>.

---

<sup>146</sup>COSTA, Fernando Dores. *Op. Cit.* p. 321-322.

<sup>147</sup> *Idem.* p. 192-193.

<sup>148</sup> *Regulamento para o Exercício e Disciplinas dos Regimentos de Infantaria dos Exercitos de Sua Magestade Fidelissima Feito por Ordem do Mesmo Senhor por Sua Alteza o Conde Reynante de Schumbourg Lippe, Marechal General.* Lisboa Secretaria de Estado, 1763. p. 156-157.

<sup>149</sup> FRAGA, Luís Alves de. «Portugal na Grande Guerra: as deserções e os furtos no Corpo Expedicionário Português». *Separata da Revista Militar*, Lisboa. 1985.p. 14.

<sup>150</sup> *Idem.*

<sup>151</sup> ALHO, Albérico Afonso Costa. «Violência política do Estado contra os “de baixo” no contexto da I Guerra Mundial — Um aviso contra aos opositores à guerra.» In: FERREIRA, Ana Sofia, MADEIRA, João et CASANELLAS, Pau. *Violência política no século XX Um balanço.* Lisboa Instituto de História Contemporânea Faculdade de Ciências Sociais e Humanas / Universidade Nova de Lisboa.2017.p. 184.

<sup>152</sup> FRAGA, Luís Alves de. *Op. Cit.*p. 24.

<sup>153</sup> *Idem.* p. 19.

Face à la recrudescence de la désertion, la répression s'intensifie, des centaines de réfractaires et déserteurs sont emprisonnés, les articles anti-bellicistes sont censurés et les autorités appellent à la traque de tous ceux qui tentent de se soustraire à l'effort de guerre<sup>154</sup>.

Bien que, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, la peine capitale ait été maintenue en vigueur par l'approbation en novembre 1916 du décret n° 2867, elle n'a été appliquée à aucun déserteur. En effet, la seule condamnation à mort prononcée par les autorités portugaises durant la Première Guerre Mondiale est appliquée à João Augusto Ferreira de Almeida, jeune soldat ayant tenté de rejoindre les lignes allemandes, fusillé le 16 septembre 1917 pour trahison<sup>155</sup>.

Toutefois, selon Albérico Afonso Costa, en réalité rien dans les actes reprochés à João de Almeida ne semble justifier la condamnation pour tentative de passer à l'ennemi et l'application de la peine capitale. En effet, le jeune soldat a bien essayé d'obtenir des renseignements afin de savoir où se trouvait la tranchée allemande, déclarant vouloir s'y rendre afin de retrouver son ancien employeur allemand<sup>156</sup>. Cependant la notion de « tentative » en terme juridico-militaire induit, non pas le projet mais bien le début d'exécution d'un crime, interrompue par une circonstance étrangère, or João de Almeida n'a jamais entrepris concrètement de désertir pour passer à l'ennemi<sup>157</sup>. De plus, le simple fait que le jeune soldat ait demandé où se trouvaient les tranchées allemandes et ait fait part ouvertement de son désir de rejoindre les lignes ennemies, témoigne plus d'une naïveté et d'une déconnection avec la réalité que d'une véritable volonté de trahison<sup>158</sup>. Ainsi ce n'est pas la gravité du crime commis qui explique l'exécution de João de Almeida, il s'agit d'une mesure exemplaire. Cet avertissement ne s'adresse pas en priorité aux soldats qui pourraient tenter de passer à l'ennemi, phénomène en réalité assez marginal<sup>159</sup>, mais qui a pour objectif principal de dissuader les potentiels déserteurs, comme le déclare Albérico Afonso Costa :

Este fuzilamento constitui antes de mais um aviso aos que desertavam ou pretendiam desertar. É uma mensagem à frente portuguesa e também a Portugal onde a contestação não parava de subir<sup>160</sup>

---

<sup>154</sup> ALHO, Albérico Afonso Costa. *Op. Cit.* p. 185.

<sup>155</sup> *Idem.* p. 186.

<sup>156</sup> *Idem.* p. 187.

<sup>157</sup> *Idem.* p. 188

<sup>158</sup> ALHO, Albérico Afonso Costa. *Op. Cit.* p. 187.

<sup>159</sup> <sup>159</sup> FRAGA, Luís Alves de. *Op. Cit.* p. 19.

<sup>160</sup> Cette exécution constitue avant tout un avertissement destiné à ceux qui désertaient ou prétendaient désertir. C'est un message pour le front mais également pour le Portugal où la contestation ne cessait d'augmenter. [ALHO, Albérico Afonso Costa. *Op. Cit.* p. 92.]

Bien que souvent présentée comme une exception liée à la participation du Portugal à la Première Guerre Mondiale le maintien de la peine capitale, pour des crimes commis en temps de guerre est toujours présent dans le *Código Militar* de 1962, en vigueur durant la guerre coloniale<sup>161</sup>. Ainsi sont passibles de condamnation à mort les crimes relatifs à la trahison<sup>162</sup>, l'espionnage<sup>163</sup> et la lâcheté<sup>164</sup>. La désertion demeure passible de la peine de mort s'il s'agit d'une désertion de groupe, commise face à l'ennemi<sup>165</sup>.

En temps de guerre tout soldat qui se sera absenté de son unité durant plus de quatre jours est reconnu comme déserteur et s'expose à de lourdes sanctions<sup>166</sup>. Ainsi en temps de guerre tout acte de désertion est passible de 3 à 4 ans d'emprisonnement en prison militaire si le déserteur se présente volontairement aux autorités et de 5 à 6 ans si ce n'est pas le cas, la peine est extensible à un emprisonnement de 6 à 8 ans en prison militaire si la désertion est commise lors d'une action de premier ordre, s'il s'agit d'une récidive, si le soldat déserteur a volé du matériel ou des armes, si la désertion s'est effectuée en groupe ou si le déserteur a fui à l'étranger<sup>167</sup>.

La loi du service militaire, expose également les jeunes insoumis et réfractaires à de lourdes sanctions, une peine de 2 à 6 mois d'emprisonnement élargie à une peine de 6 mois à 1 an en cas de tentative de fuite à l'étranger ainsi que l'obligation d'effectuer son service militaire en régime disciplinaire<sup>168</sup>. Outre les sanctions très lourdes prévues par la loi les déserteurs et réfractaires s'exposent à de nombreuses représailles officieuses mais bien réelles : interrogatoires, tortures, pression exercée sur leur famille, exclusion de l'université et impossibilité de trouver un emploi<sup>169</sup>.

---

<sup>161</sup> VICENTE, Leonel Martins. *Código de justiça militar anotado e actualizado*. Lisboa,: Papelaria Fernandes : Livraria morais, 1962.p. 58-88.

<sup>162</sup> *Idem*.p. 58.

<sup>163</sup> *Idem*.p. 60-61.

<sup>164</sup> *Idem*.p. 69-70.

<sup>165</sup> *Idem*.p. 88.

<sup>166</sup> *Idem*.p. 82.

<sup>167</sup> *Idem*.p. 79-88.

<sup>168</sup> PRESIDENTE DA REPÚBLICA. Lei 2135. *Diário do Governo* n.º 163/1968, Série I de 1968-07-11.

<sup>169</sup> MACHADO, António de Morais et SILVA, José Almeida da. *Memória de um tempo incompreensível: o serviço militar*. Carviçais : Lema d'Origem, 2016. p. 9.

## **b) Évolution de la législation militaire après la chute de la dictature et position des pouvoirs publics face à la désertion : Le déserteur une figure qui demeure dérangeante**

La peine de mort n'est véritablement abolie et ce même en ce qui concerne les crimes commis en temps de guerre, qu'après la Révolution des Œillets et la chute de la dictature. Cependant le *Código de Justiça Militar* approuvé en 1977 par le Décret-Loi n°141/77, si ce n'est par l'abolition définitive de la peine de mort, ne représente pas une véritable rupture avec la législation en vigueur durant l'*Estado Novo*. En effet, en ce qui concerne la désertion il se révèle identique à celui en vigueur en 1962, à l'exception de l'article n° 153 qui préconise la peine maximale de 24 à 28 ans de prison en cas de désertion de groupe commise au contact de l'ennemi et non plus la peine capitale<sup>170</sup>. Ainsi nous pouvons voir que la justice militaire portugaise, n'a quasiment pas évolué, en ce qui concerne la désertion à la suite de la chute du régime.

En ce qui concerne les obligations militaires, comme nous l'avons déjà vu, le service militaire devient obligatoire au Portugal dès le XIX siècle. Il est toujours obligatoire durant l'*Estado Novo*, dans le contexte de la guerre coloniale, puis élargi de 2 à 4 ans d'incorporation pour tous les jeunes hommes à partir de 18 ans dès 1968. De plus, la Loi du Service Militaire, établit de lourdes sanctions pour les jeunes insoumis et réfractaires, une peine de 2 à 6 mois d'emprisonnement élargie à une peine de 6 mois à 1 an en cas de tentative de fuite à l'étranger ainsi que l'obligation d'effectuer son service militaire en régime disciplinaire<sup>171</sup>.

Nous pouvons souligner sur ce point une rupture importante qui a lieu en 2003 avec l'approbation du nouveau *Código de Justiça Militar*, toujours en vigueur actuellement, qui supprime le Service Militaire Obligatoire, en temps de paix, remplacé par un volontariat. Il est cependant important de préciser ici, que cette mesure s'applique exclusivement en temps de paix. Comme le souligne Raimundo Narciso, au Portugal, le service militaire demeure obligatoire en temps de guerre ou de guerre imminente<sup>172</sup>. Ainsi nous pouvons remarquer que le cadre légal actuel, impose le service militaire en cas de guerre et condamne très fermement la désertion, toujours considérée comme un crime. L'idée de conscience civique apparaît encore aujourd'hui très liée au devoir patriotique de défense de la nation<sup>173</sup>. Dans ces conditions la

---

<sup>170</sup> CONSELHO DA REVOLUÇÃO. Decreto-Lei n°141/177. *Diário da República* n.º 83/1977, Série I de 1977-04-09.

<sup>171</sup> PRESIDENTE DA REPÚBLICA. Lei 2135. *Diário do Governo* n.º 163/1968, Série I de 1968-07-11.

<sup>172</sup> NARCISO, Raimundo. «O Serviço Militar e a Cidadania». *Nação e Defesa*. Vol. N°99-2a Série . p. 67-94. p. 69.

<sup>173</sup> NARCISO, Raimundo. «O Serviço Militar e a Cidadania». *Nação e Defesa*. Vol. N°99-2a Série. p. 93.



question de la réhabilitation des déserteurs paraît épineuse et peut donner naissance à des positions ambivalentes de la part des pouvoirs publics. Nous pouvons le constater à travers le discours de l'actuel Président de la République et commandant en chef des armées, Marcelo Rebelo de Sousa.

En effet l'actuel chef d'État portugais, à l'occasion de la célébration de l'abolition de la peine mort et du centenaire de la Première Guerre Mondiale, a tenu à s'associer à la réhabilitation morale de João de Almeida, unique soldat portugais fusillé lors du premier conflit mondial. Cette prise de position historique, pourrait se révéler un signal encourageant en vue d'une réhabilitation des soldats déserteurs. Cependant, comme l'a précisé le ministère public ce geste de réhabilitation n'impliquera ni réappréciation des faits ou des fondements de la condamnation ni indemnisation ou amnistie. Il ne s'agit en effet en rien d'absoudre le jeune déserteur condamné pour trahison mais de condamner l'application d'une peine contraire aux droits de l'homme et aux valeurs de la République portugaise<sup>174</sup>.

Nous pouvons constater également que la valorisation de la participation à l'effort de guerre comme devoir patriotique et ce y compris durant la guerre coloniale est présente dans le discours du Président de la République. Nous nous référons ici à une allocution du chef des armées destinée aux anciens combattants de la guerre coloniale prononcée le 30 mai 2017 à l'*Associação dos Deficientes das Forças Armadas* (Association des invalides des Forces Armées) durant laquelle il a déclaré :

Vós sois os nossos heróis, num tempo de ditadura e de fim de ciclo imperial e colonial (...) homens que, com sentimento patriótico e espírito de altruísmo, defenderam o seu país quando a isso foram chamados<sup>175</sup>.

Ce discours présente les membres des forces armées qui ont combattu durant la guerre coloniale, comme des héros nationaux ayant lutté pour la défense de la patrie et non comme des victimes de la politique dictatoriale belliciste de l'*Estado Novo*. Ce type de déclaration n'est pas anodin et participe à nourrir l'idée que les soldats qui ont participé à la guerre coloniale ont

---

<sup>174</sup> «Presidente da República associa-se a "reabilitação moral" de soldado condenado a pena de morte» *Diário de Notícias*. 16 Setembro 2017. Consulté le 12 Mars 2018. Disponible à l'adresse :

<https://www.dn.pt/portugal/interior/presidente-da-republica-associa-se-a-reabilitacao-moral-de-soldado-condenado-a-pena-de-morte-8775478.html>.

<sup>175</sup> Vous êtes nos héros, dans une époque de dictature et de fin de cycle impérial et colonial (...) les hommes qui, avec un sentiment patriotique et un esprit altruiste, ont défendu leur pays quand ils y ont été appelés. . «O Presidente da República esteve no lançamento de um livro da Associação dos Deficientes das Forças Armadas». *Rádio Renascença* 30 Mai 2017. Consulté le 2 Février 2018. Disponible à l'adresse : [http://rr.sapo.pt/noticia/84999/marcelo\\_antigos\\_combatentes\\_sao\\_herois\\_a\\_quem\\_nao\\_foi\\_dada\\_a\\_devida\\_atencao](http://rr.sapo.pt/noticia/84999/marcelo_antigos_combatentes_sao_herois_a_quem_nao_foi_dada_a_devida_atencao).

rempli leur devoir de citoyen. Il tend ainsi à marginaliser tous ceux qui ont choisi de quitter le champ de bataille ou refusé de participer à la guerre.

De plus, il est important de rappeler que ce sont les membres des forces armées qui ont mené la Révolution des Œillet, le 25 avril 1974, mettant ainsi un terme à la dictature et à la guerre coloniale. Selon Miguel Cardina, l'implication de l'armée dans la chute du régime et dans la fin du conflit a contribué à rendre invisible la mémoire des déserteurs et réfractaires :

Os militares têm o papel fundamental no derrube do Estado Novo. Isso faz, naturalmente, com que se crie uma espécie de curto-circuito entre quem, simultaneamente, conduz uma guerra injusta e uma mudança política justa (...) A situação de quem recusou a guerra acaba por não encontrar aqui um espaço de respiração e de visibilidade pública porque se, por um lado, eles estão do lado certo da História porque recusaram a guerra, por outro lado, ao terem saído da instituição militar, acabaram por não participar nesse processo de mudança política<sup>176</sup>

Cette ambiguïté des pouvoirs publics quant à la désertion et cette mise sous silence de la mémoire des réfractaires et déserteurs s'opère dès les premiers mois qui suivent la Révolution, lorsque la *Junta de Salvação Nacional*, composée par les membres du MFA *Movimento das Forças Armadas* (Mouvement des Forces Armées), se trouve à la tête du pouvoir législatif, durant la période de transition post-révolutionnaire, connue sous le nom de *PREC Processo Revolucionário Em Curso* (Processus Révolutionnaire en Cours).

En effet est adopté dès le 2 Mai 1974, le Décret-Loi n°180/74, qui amnistie tous les déserteurs et réfractaires de la guerre coloniale du crime de désertion. Le Décret-Loi reconnaît que de nombreux militaires appartenant à l'armée permanente ou dans le cadre de leur service militaire, ont quitté le pays pour des motifs de nature idéologique et politique dus au régime alors en vigueur<sup>177</sup>. Cependant ce même Décret-Loi impose à tous les réfractaires et déserteurs en situation d'exil, qui souhaiteraient regagner le pays, de se présenter aux autorités compétentes dans les 15 jours suivants leur retour au Portugal, afin de régulariser leur situation et de remplir leurs obligations militaires<sup>178</sup>. Ainsi, si le Décret-Loi n°180/74, annule toute

---

<sup>176</sup>Les militaires jouent un rôle fondamental dans la chute de l'*Estado Novo*. Ce qui amène naturellement à la création d'un court-circuit entre celui qui, simultanément mène une guerre injuste et un changement politique juste (...) La situation de ceux qui ont refusé la guerre finit par ne pas rencontrer d'espace de respiration et de visibilité publique, parce que si d'un côté ils sont du bon côté de l'Histoire, ils ont fini par ne pas participer à ce processus de changement politique.

SOARES, Dina. «O país ainda não absolveu os desertores» *Rádio Renascença*. 25 Octobre 2016. Disponible à l'adresse: [http://rr.sapo.pt/noticia/66884/o\\_pais\\_ainda\\_nao\\_absolveu\\_os\\_desertores\\_da\\_guerra\\_colonial](http://rr.sapo.pt/noticia/66884/o_pais_ainda_nao_absolveu_os_desertores_da_guerra_colonial).

<sup>177</sup> JUNTA DE SALVAÇÃO NACIONAL Amnistia dos desertores. Decreto-Lei N.º180/74. 2 Maio de 1974. Centro de Documentação 25 de Abril. Consulté le 2 Février 2018. Disponible à l'adresse : <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=liberd02>.

<sup>178</sup> JUNTA DE SALVAÇÃO NACIONAL Amnistia dos desertores. Decreto-Lei N.º180/74. 2 Maio de 1974. Centro de Documentação 25 de Abril. Consulté le 2 Février 2018. Disponible à l'adresse : <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=liberd02>.

sanction à l'encontre des déserteurs et réfractaires, il n'en oblige pas moins tous les citoyens portugais à se soumettre à la Loi du Service Militaire en vigueur et à effectuer leur temps de service militaire obligatoire, et ce indépendamment de leur âge, de leur situation personnelle, ou du temps qui s'est écoulé depuis leur sortie du pays.

Cette mesure est vécue par de nombreux déserteurs et réfractaires non seulement comme un frein à leur réinsertion sociale et professionnelle, mais également comme une négation de la portée politique de leur refus de participation à la guerre en tant qu'opposition morale, éthique ou idéologique à la politique colonialiste. Comme nous pouvons le voir dans une lettre ouverte envoyée à L'État-Major des Forces Armées dans laquelle les déserteurs et réfractaires signataires demandent :

Que os que recusaram na devida ditadura servir o exército, porque este era então utilizado ao serviço da política colonialista do regime deposto pelo 25 de Abril, não sejam agora forçados a cumprir um novo tempo de serviço, medida francamente injusta e punitiva <sup>179</sup>

### **c) Particularité du phénomène de désertion dans le contexte de la guerre coloniale (1961-1974) : Revendications éthiques et militantisme politique**

La défense de la portée politique de l'acte de désertion et du refus de participation à la guerre est un combat que mènent de nombreux insoumis dans la période post-révolutionnaire. En effet, à la suite de la Révolution des Œillets s'engage un mouvement pour défendre le statut des déserteurs et réfractaires au près des autorités politiques comme nous pouvons le voir à travers la publication du *Documento de Informação sobre os problemas dos desertores, refractários e compelidos, relacionados com a guerra colonial* (Document d'Information sur les problèmes des déserteurs, réfractaires et condamnés, liés à la guerre coloniale), destiné au Conseil de la Révolution et au Gouvernement Provisoire. Dont le premier chapitre est consacré à la portée politique de l'acte de désertion.

Celui-ci présente l'anticolonialisme comme une lutte civile qui s'exprime à l'intérieur du pays par le militantisme de groupes et d'organisations politiques, qui mènent, durant la

---

<sup>179</sup> Que ce qui ont refusé de servir l'armée durant la dictature, parce que celle-ci était alors utilisée au service de la politique colonialiste du régime renversé par le 25 Avril, ne soient pas aujourd'hui forcés d'effectuer une nouvelle période de service, mesure franchement injuste et punitive. «Carta aberta ao Estado-Maior General das Forças Armadas. 12 de Dezembro 1974». *Vida Mundial* n° 1847. Février 1975. p. 26. Centro de Documentação 25 de Abril. Disponible à l'adresse: [http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Artigos/VidaMundialN1847p25\\_27.pdf](http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Artigos/VidaMundialN1847p25_27.pdf)

guerre coloniale un combat idéologique pour éveiller les consciences en dénonçant l'immoralité et l'inutilité de la guerre. Mais également comme une lutte caractérisée par le refus de participer à la guerre, ainsi nous pouvons lire que l'anti-colonialisme se manifeste tout aussi bien :

na atitude de milhares de jovens trabalhadores que diariamente atravessam clandestinamente as fronteiras. Aqui a "ideologia" anti-colonialista não é certamente elaborada e consciente, mas por tal não é menos efectiva, porquanto o sentimento de alheamento perante a guerra, quando assumido por sectores para quem, historicamente, a defesa da integridade territorial nunca foi um ideal abstracto, nos parece trazer um julgamento decisivo sobre a natureza das operações<sup>180</sup>

Il apparaît en effet que le mouvement massif de refus de participation à la guerre qui se développe durant la guerre coloniale, par sa portée idéologique et politique se distingue des anciens phénomènes de refus de combat.

Comme nous l'avons vu, la désertion est un phénomène très ancien existant depuis des siècles au Portugal, déjà très important au XVII<sup>e</sup> siècle avant de devenir endémique au XVIII<sup>e</sup> siècles. Cependant il apparaît que si un nombre très important d'hommes désertent au cours du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles, il s'agit d'actes individuels, le plus souvent motivés par des raisons personnelles, voire un acte désespéré, qui ne s'accompagne pas d'une réelle contestation du conflit. En effet, l'essai *Arte de Furtar* identifie deux principales raisons qui poussent les appelés à fuir le champ de bataille, outre la peur de mourir : la première d'ordre économique<sup>181</sup>, les soldes des soldats de l'armée portugaises sont si bas qu'ils ne sont parfois pas même suffisants pour assurer leur subsistance<sup>182</sup>. La seconde, une insoumission vis-à-vis de l'autorité, dans certains cas, la volonté de fuir une incorporation forcée ou parfois le refus des soldats de se soumettre à la discipline militaire. Ces désertions le plus souvent ne s'accompagnent pas d'une opposition à la guerre ou d'une remise en question de sa légitimité<sup>183</sup>.

Jusqu'au XX<sup>e</sup> siècles les désertions liées à des motifs éthiques ou politiques sont quasiment inexistantes. C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que surgit et s'implante au Portugal le

---

<sup>180</sup> Dans l'attitude de milliers de jeunes travailleurs qui quotidiennement traversent clandestinement les frontières. Ici l'« idéologie » anti-colonialiste n'est sans doute pas élaborée et consciente, mais pour autant, elle n'en est pas moins effective car le sentiment d'aliénation face à la guerre, quand il touche une certaine frange de la population pour qui, historiquement, la défense de l'intégrité territoriale n'a jamais été un idéal abstrait, nous paraît porter un jugement décisif sur la nature des opérations. *Documento de Informação sobre os problemas dos desertores, refractários e compelidos, relacionados com a guerra colonial elaborado a intenção do Conselho Superior da Revolução e do Governo Provisório*. Paris, 1975. Centro de Documentação 25 de Abril. Consulté le 5 avril 2018. Disponible à l'adresse: [http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Documento%20de%20Informacao\\_NReg%208106\\_.co.mpresse.pdf](http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Documento%20de%20Informacao_NReg%208106_.co.mpresse.pdf). [En anexe. p. 91-97.]

<sup>181</sup> *Arte de Furtar*. Ed. Roger Bismut. Lisboa: Imprensa Nacional-Casa da Moeda. 1991.p. 182-183.

<sup>182</sup> COSTA, Fernando Dores. *Op. Cit.* p. 177.

<sup>183</sup> *Idem*. p. 181-183.

syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, dans les milieux ouvriers, ce sont les militants issus du syndicalisme révolutionnaire qui seront à l'origine de la création du Parti Communiste Portugais en 1921<sup>184</sup>. L'antimilitarisme et l'anti-interventionnisme, faisant partie intégrante de l'idéologie anarchiste, comme nous l'avons déjà vu, les militants anarcho-syndicalistes portugais dénoncent l'embrassement et s'opposent fermement à la participation du Portugal à la guerre. La lutte antimilitariste qui se développe dès 1915 au Portugal s'appuie sur la presse à travers des journaux tels que *A Aurora*, organe privilégié des anarcho-syndicalistes durant la guerre et *Sementeira*<sup>185</sup>. Cependant, en France certains anarchistes et libertaires à l'image des socialistes contredisent leur position anti-interventionniste et soutiennent la guerre alléguant la nécessité de « l'Union Sacrée » face au despotisme Allemand. C'est le cas de Kropotkine, qui revendique son appui aux Alliés notamment à travers le *Manifeste des seize* qu'il rédige avec Jean Gave en 1916. Celui-ci est signé par le libertaire portugais Emílio Costa, défenseur de l'Union Sacrée, et d'une certaine anti-germanophilie, qu'il exprime dans son journal *Germinal*<sup>186</sup>.

Ainsi nous pouvons voir que les divisions qui s'opèrent sur la question de l'anti-interventionnisme atteignent également le mouvement anarchiste portugais. La participation du Portugal à la guerre n'est donc pas unanimement dénoncée et ce, même dans le milieu libertaire. De plus il apparaît que, bien qu'existant l'opposition politique à la guerre ne soit pas à l'origine de la majorité des désertions survenues dès 1916, pas plus que les motivations éthiques, comme le souligne Albérico Afonso Costa Alho :

as deserções na maior parte dos casos tinham como único motor a fuga a uma situação intolerável, imposta como uma pena de prisão, como um castigo, para quem não tinha cometido qualquer crime<sup>187</sup>.

En cela l'opposition politique à la guerre qui se développe durant la guerre coloniale se distingue de l'anti-interventionnisme qui s'exprime durant la Première Guerre Mondiale, car elle arrive à créer un certain consensus autour du refus de participation à l'effort de guerre. Ne serait-ce qu'au sein de l'opposition marxiste-léniniste, qui se développe à partir de 1964, et

---

<sup>184</sup> «Como nasceu o Partido Comunista Português». *60 anos de luta*. Consulté le 3 Février 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.pcp.pt/como-nasceu-partido-comunista-portugues>.

<sup>185</sup> PEREIRA, Joana Dias. « O Sindicalismo Revolucionário em Portugal no primeiro quartel do século XX. *Revista Estudos do Século XX* ». 2009, n° 9, p. 115-134.p. 125.

<sup>186</sup> *Idem*.p. 124.

<sup>187</sup> Les désertions dans la majeure partie des cas avaient pour unique moteur la fuite d'une situation intolérable, imposée comme une peine de prison, comme un châtement, à celui qui n'avait commis aucun crime. ALHO, Albérico Afonso Costa. *Op. Cit.* p. 194.

gagne une ampleur particulière dans les années 1970 dans le milieu étudiant et ouvrier. Ainsi selon José Queirós :

Essa questão ética (o dilema de desertar ou participar na guerra) colocava-se de forma inescapável aos jovens do sexo masculino em idade militar dotados de uma consciência anti-fascista e anti-colonialista. Não era possível, não era moralmente sustentável, apoiar a causa dos movimentos de libertação e ao mesmo tempo pegar em armas contra eles<sup>188</sup>

Lorsque que l'on s'intéresse aux témoignages d'anciens déserteurs et réfractaires, on peut constater que le refus de participer à la guerre coloniale est revendiqué comme un choix éthique si ce n'est politique. Nous pouvons nous référer à Rui Bebiano qui, dans la préface de *Exílios*, recueil inédit de témoignages de déserteurs, réfractaires et d'exilés politiques, définit le refus de prendre les armes durant la guerre coloniale comme l'attitude inévitable et presque naturelle de ceux qui refusaient de trahir leur conscience en participant à une guerre injuste et un gouvernement tyrannique<sup>189</sup>. Elle peut également résulter d'une prise de conscience de la part des jeunes militaires, confrontés à la réalité de la guerre, y compris parmi ceux qui se sont engagés volontairement dans l'armée, comme Fernando Cardeira, qui participe à l'une des rares désertions collectives, en 1970<sup>190</sup>. La revendication de la désertion comme un acte politique est également présente dans les mémoires de Álvaro Morna, ancien réfractaire ayant fui en France pour échapper à l'incorporation lorsqu'il déclare « desertar é já uma forma de luta<sup>191</sup> »

S'ajoute aux différents témoignages et mémoires de déserteurs un autre élément qui conduit à penser que le phénomène du refus de prendre les armes et de désertion pendant la guerre coloniale, se différencie par son envergure politique, des phénomènes de désertions antérieurs qu'a connus l'Histoire portugaise. Il s'agit de l'existence d'une presse des exilés portugais en France, qui dénonce la politique dictatoriale et colonialiste de *l'Estado Novo* et appelle à la désertion. Cette presse qui est l'objet central de notre étude témoigne du choix que font de nombreux déserteurs, réfractaires et insoumis de poursuivre la lutte contre la dictature

---

<sup>188</sup>Cette question éthique (celle de désertir ou de participer à la guerre) se posait de manière inévitable aux jeunes hommes en âge de faire le service militaire dotés d'une conscience politique anti-fasciste et anticolonialiste. Il n'était pas possible, il n'était pas moralement défendable, de soutenir les mouvements de libération et en même temps prendre les armes contre eux. QUEIRÓS, José. «A deserção como escolha ética». 10 avril 2014 Consulté le 8 mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://jugar.blogs.sapo.pt/a-desercao-como-escolha-etica-por-jose-3732803>.

<sup>189</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974) Op. Cit.* p. 9.

<sup>190</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974) Op. Cit.* p. 104.

<sup>191</sup> Désertir est déjà une forme de lutte. MORNA, Álvaro. *O caminho da liberdade*. 1<sup>a</sup> ed. Lisboa : Gradiva, 2004. p. 24.

et la guerre coloniale en exil. Ainsi plus d'une centaine de titres portugais sont publiés en France entre 1964 et 1974, deux tiers d'entre eux, comme le souligne Marie-Christine Volovitch-Tavares : « sont liés à la situation politique et coloniale du Portugal<sup>192</sup>».

### C. La France terre d'accueil des exilés portugais ?

#### **a) Évolution de l'émigration portugaise au XX<sup>e</sup> siècle et vague migratoire (1957-1974) : Les déserteurs et insoumis au centre d'un phénomène multifactoriel et clandestin qui atteint toute l'Europe mais principalement la France**

Afin de comprendre l'importance que représente le militantisme anticolonial mené en exil par les déserteurs et réfractaires, il est nécessaire d'aborder une autre particularité du phénomène de désertion pendant la guerre coloniale. Le fait qu'il ait alimenté la plus grande vague migratoire qu'ait jamais connu le Portugal.

Il est important de souligner que jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> il existe bien un phénomène migratoire historique des paysans portugais en quête de meilleures conditions de vie, mais principalement vers le continent américain et non pas l'Europe. En effet, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 1950, le courant migratoire à destination du Brésil, représente plus de 50% de l'émigration portugaise<sup>193</sup>, le Portugal connaît également une vague migratoire, plus particulièrement des citoyens des archipels des Açores et de Madère vers les États-Unis dès le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>194</sup>. Il est intéressant de noter qu'à cette même période le service militaire devient l'une des causes de l'émigration clandestine<sup>195</sup>.

Si dès le coup d'État militaire de 1926 de nombreux portugais républicains trouvent refuge en France, à l'image d'intellectuels tel que l'écrivain Aquilino Ribeiro<sup>196</sup>, le Brésil demeure le principal pays d'accueil des exilés portugais<sup>197</sup>. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1950 que l'Europe et plus particulièrement la France, alors pays démocratique le plus

---

<sup>192</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 ». *Op. Cit.* p. 110.

<sup>193</sup> ROVISCO, Maria Luis. «Panorama histórico da emigração portuguesa». *Janus*.2001 [Consulté le 4 Février 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.janusonline.pt/arquivo/2001/2001\\_3\\_2\\_2.html](https://www.janusonline.pt/arquivo/2001/2001_3_2_2.html). p. 1-2.

<sup>194</sup> SERRÃO ,JOEL. «Conspeto Histórico da Emigração Portuguesa ». *Análise Social*, XVIII (32), p. 597-617. p. 599.

<sup>195</sup> MARTINS, Joaquim Pedro de Oliveira. *Obras completas*. Lisboa : Guimarães, 1972.

<sup>196</sup> REIS, Jorge. *Aquilino em Paris*. Lisboa: Vega, 1987.

<sup>197</sup> PEREIRA. Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. *Op. Cit.* p. 5.

proche du Portugal, devient la destination privilégiée d'émigration des portugais<sup>198</sup>. Cependant jusqu'en 1962 l'entrée de travailleurs portugais sur le sol français demeure limitée<sup>199</sup>.

Ainsi la vague migratoire que connaît le Portugal dans les années 1960 est sans précédent. En effet, comme l'explique Victor Pereira de 1957 à 1974 le nombre d'émigrés portugais s'élève à environ 1 million et demi de ressortissants ce qui représente 47% de la population active en 1970, la population portugaise est la seule d'Europe occidentale qui diminue au XX<sup>e</sup> siècle, passant de 8 851 289 habitants en 1960 à 8 568 703 en 1970<sup>200</sup>. La France devient la principale destination d'émigration au cours des années 1960-1970. En effet, entre 1962 et 1968 le nombre de ressortissants portugais en France est multiplié par dix et atteint le chiffre de 500 000 ressortissants<sup>201</sup>. Cette émigration est principalement clandestine, parmi les 900 000 portugais qui émigrent en France entre 1958 et 1974, 563 000 le font de manière clandestine<sup>202</sup>.

Eleutério Gervásio identifie différents facteurs qui expliquent un pareil exode. En premier lieu l'archaïsme dont souffre le Portugal, son faible développement industriel et son système agricole semi-féodal qui font du Portugal à la fin des années 1950 le pays le moins développé de l'Europe occidentale. En effet à cette époque il présente le pourcentage le plus élevé de mortalité infantile et d'analphabètes.

Dans un second temps, la situation politique du pays, en effet, les citoyens portugais, depuis le coup d'État militaire de 1926, et la mise en place de l'*Estado Novo*, en 1933, vivent sous le joug d'un régime dictatorial, corporatiste et fascisant. Caractérisé par le contrôle des libertés individuelles, et de la liberté d'expression, la suppression des partis politiques, la censure de la presse mais également de la littérature et du cinéma et une forte répression politique<sup>203</sup>. Ainsi de nombreux opposants au régime quittent le Portugal dans les années 1960-1970 et se réfugient en France, à l'image des grandes figures de l'opposition, Álvaro Cunhal le

---

<sup>198</sup> PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. Op. Cit. p. 5.

<sup>199</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Op. Cit. p. 96.

<sup>200</sup> TELO, António José. « Portugal, 1958-1974: sociedade em mudança ». In: TORRE GÓMEZ, Hipólito de la (dir.). *Portugal y España en el cambio político (1958-1974)*. Mérida : UNED; 1990. p. 78.

<sup>201</sup> FREITAS, António de. « O Fenómeno Emigratório: a diáspora europeia ». In: REIS, António. *Portugal Contemporâneo (1958-1974)*. Lisboa : Alfa, 1989. p. 194.

<sup>202</sup> *Idem*.

<sup>203</sup> GERVÁSIO, Eleutério. Op. Cit. p. 39.



secrétaire général du Part Communiste Portugais<sup>204</sup> et Mário Soares, le leader de l'Action Socialiste Portugaise<sup>205</sup>, tous deux exilés à Paris.

Eleutério Gervásio désigne également le refus de participation à la guerre coloniale ayant poussé de nombreux jeunes hommes à quitter le pays, comme un facteur crucial du phénomène d'émigration massive qui s'ajoute aux raisons économiques de l'émigration. Cependant il rappelle qu'il s'avère difficile de connaître l'ampleur du nombre de déserteurs et réfractaires parmi les migrants portugais, car dans leur majorité ils se sont fondus dans la masse des travailleurs, en ne demandant pas le statut de réfugié politique<sup>206</sup>.

Bien que multifactorielle il est possible de constater l'impact direct de la guerre coloniale sur la vague migratoire portugaise lorsque l'on souligne une certaine corrélation entre l'augmentation de l'émigration, le début du conflit et l'évolution de la situation politique dans le pays. Ce rapprochement peut être fait lorsque l'on analyse les chiffres du nombre de travailleurs portugais en France de 1946 à 1974 que communique Marie-Christine Volovitch-Tavares. En effet, on constate une très forte augmentation de l'émigration dès les débuts de la guerre coloniale, le nombre de travailleurs 'immigrés portugais en France double chaque année durant les premières années du conflit entre 1961 et 1964. Si le nombre de départ pour la France se stabilise, à partir de 1964, il connaît un nouveau pic d'augmentation en 1968 et 1969, date qui correspond comme nous l'avons vu à la période qui marque l'idéologisation de la lutte anticoloniale, notamment dans le secteur universitaire. Le nombre de départs de portugais pour la France ne faiblira sensiblement et durablement qu'après la chute de la dictature en 1974<sup>207</sup>.

D'autres informations statistiques permettent de mettre en lumière la forte proportion de jeunes réfractaires dans l'émigration portugaise. En effet, il s'agit non seulement d'une émigration principalement masculine<sup>208</sup>, mais plus particulièrement composée majoritairement de jeunes hommes entre 15 et 20 ans, qui n'ont donc pas encore effectué le service militaire<sup>209</sup>. Si l'on estime aujourd'hui à 100 000 le nombre de réfractaires et déserteurs venus en France entre 1961 et 1974, Victor Pereira rappelle que la frontière entre les différents motifs d'émigration, qu'ils soient économiques, politiques ou liés au refus de participation à la guerre,

---

<sup>204</sup> CUNHA, Adelino Filipe Saraiva da. *Os comunistas portugueses no exílio*. Thèse de doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettre de l'Université de Lisbonne en 2015. p. 259.

<sup>205</sup> PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. *Op. Cit.* p. 72.

<sup>206</sup> GERVÁSIO, Eleutério. *Op. Cit.* p. 90.

<sup>207</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Communication au Colloque "Le Paris des Etrangers". Paris : Edition de la Sorbonne, 1993. *Op. Cit.* p. 37.

<sup>208</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration: l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. *Op. Cit.* p. 420.

<sup>209</sup> MELO, António (dir.) *Op. Cit.* p. 253.

est difficile à tracer et perméable. Ainsi cette estimation pourrait se révéler inférieure à la part réelle de déserteurs et réfractaires dans l'immigration portugaise en France <sup>210</sup>.

On peut également constater la présence d'exilés portugais dans de nombreux pays d'Europe, tel que la Suède, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, mais également la Grande-Bretagne. Les déserteurs, réfractaires et insoumis y bénéficient du soutien de nombreuses associations de lutte anticoloniale telle que le *Mozambique Comité* et le *Comité de apoio aos movimentos de libertação nas colónias Portuguesas de África Austral* (Comité de soutien aux mouvements de libération des colonies Portugaises et d'Afrique Australe) en Belgique, le *Angola Committee* et la *Mondlane Stichting* (Fondation Mondlane) aux Pays Bas, ou encore le *Angola-MPLA-Gruppen* (Groupe Angola-MPLA) en Suède ou le *Committee for freedom in Mozambique, Angola and Guinea* (Comité pour la liberté au Mozambique, en Angola et en Guinée) au Royaume-Uni<sup>211</sup>.

Les exilés qui refusent de participer à la guerre coloniale s'organisent également en créant divers comités de déserteurs et réfractaires. Ces comités ont pour but d'épauler les déserteurs et réfractaire en situation d'exil mais diffusent également des journaux, qui informent les insoumis et appellent à la désertion. Nous pouvons ainsi noter l'existence en Suède du *Boletim do Comité de Desertores Portugueses de Estocolmo* (Bulletin du Comité de Déserteurs de Stockholm) et du journal *Guerra à Guerra* (Guerre à la Guerre), le bulletin du *Comite van Portugese Vluchtelingen* (Comités des Réfugiés Portugais) au Pays- Bas ou encore *Insurreiçã* (Insurrection) le bulletin du Comité des Déserteurs du Danemark <sup>212</sup>.

Il est à noter ici que la présence de déserteurs et réfractaires dans les pays tels que le Danemark, la Suède et les Pays Bas s'explique par les positions anticoloniales défendues par de nombreux représentants politiques socialistes et libéraux dans les pays nordiques et en Hollande, qui dès les débuts du conflit dénoncent la guerre coloniale<sup>213</sup>. Le cas de la Suède est très particulier car il s'agit du seul état dont le gouvernement soutient officiellement les mouvements de libération durant la guerre coloniale, fournissant une aide alimentaire et

---

<sup>210</sup> PEREIRA, Victor. « La Cimade et les Portugais en France de 1957 à 1974 : une aide sous le signe des guerres coloniales ». 1939-1994. *Op. Cit.* p. 146

<sup>211</sup> MELO, António (dir.). *Op. Cit.* p. 263.

<sup>212</sup> *Exposição Virtual - Guerra, deserção e exílio - Jornais e Revistas*. Centro de Documentação 25 de Abril. Consulté le 3 Novembre 2017. Disponible à l'adresse: <http://www.cd25a.uc.pt/index.php?r=site/page&view=itempage&p=2400>.

<sup>213</sup> SELLSTRÖM, Tor. *Sweden and National Liberation in Southern Africa: Solidarity and assistance, 1970-1994*. Stockholm : Nordic Africa Institute, 1999. p. 267.

médicale aux combattants du MPLA, du PAIGC et du FRELIMO, il s'agit d'un soutien humanitaire qui n'a jamais inclus ni armes ni munitions<sup>214</sup>.

Toutefois si des déserteurs et réfractaires sont présents dans toute l'Europe, la France et plus particulièrement la région parisienne demeure le premier lieu d'accueil des migrants portugais dans les années 1960 et 1970, qu'il s'agisse d'émigration économique ou politique comme le précise Hélder Costa :

Esse movimento de repúdio e de refúgio noutras terras atingiu cifras astronómicas: cerca de 3 milhões de portugueses espalhados por toda a Europa e, só em Paris, havia mais de 1 milhão, o que a transformava na 2ª cidade portuguesa a seguir a Lisboa! Deste número de emigrantes, cerca de 100 000 seriam desertores e refractários<sup>215</sup>

Le choix de la France comme pays d'exil, s'explique non seulement par sa proximité géographique et culturelle mais également par sa politique migratoire. En effet, tout au long des années 1960 et jusqu'au début des années 1970 l'immigration portugaise est non seulement souhaitée mais encouragée par les autorités françaises<sup>216</sup>. Cette vague migratoire principalement composée de jeunes hommes peu qualifiés, constitue une main-d'œuvre bon marché jugée très précieuse pour l'économie française.

Georges Pompidou, Premier ministre de la France de 1962 à 1968, encourage l'installations de travailleurs portugais en France pour des raisons économiques, mais également démographiques et politiques. En effet, selon ce dernier, l'émigration portugaise apparaît comme la dernière immigration européenne et catholique dont bénéficiera la France malthusienne, qui pourrait contribuer à contrebalancer l'afflux de population algérienne, favorisé par les Accords d'Evian de 1962, et que de nombreux acteurs de l'élite politique de la droite française considèrent préjudiciable<sup>217</sup>.

---

<sup>214</sup> SELLSTRÖM, Tor. *Sweden and National Liberation in Southern Africa: Solidarity and assistance, 1970-1994*. Stockholm : Nordic Africa Institute, 1999. p. 159-160.

<sup>215</sup> Ce mouvement de rejet et d'exil dans d'autres pays atteint des chiffres astronomiques : près de 3 millions de portugais dispersés dans toute l'Europe et, à peine à Paris plus de 1 million, ce qui en a fait la deuxième ville portugaise après Lisbonne ! Parmi eux, près de 100000 auraient été déserteurs et réfractaires .ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 26.

<sup>216</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Op. Cit. p. 3.

<sup>217</sup> BELTRAN, Alain et BÉGUEC, Gilles (dir.). *Action et pensée sociales chez Georges Pompidou*. Paris: PUF,2004. p. 262.

## **b) Quitter le pays pour échapper à l'effort de guerre : la législation portugaise face à l'émigration clandestine des réfractaires et insoumis et la politique migratoire française**

Il apparaît que pour les déserteurs réfractaires et insoumis l'émigration est presque inéluctable. En ce qui concerne les soldats qui désertent le champ de bataille, ils ne peuvent rentrer chez eux. Comme nous l'avons vu ils s'exposent à des sanctions allant jusqu'à 8 ans de prison, certains font le choix de rentrer en contact avec les mouvements de libération en Afrique. Comme le révèle la publication dans le *Jornal do Emigrante* du témoignage de quatre déserteurs portugais ayant rejoint le PAIGC en 1970, António José Vieira Pinto, Manuel Ilberto Costa Alfaiate, Armindo Gonçalves Sentieiro et Gilberto Guerreiro Cavaco<sup>218</sup>. Certains déserteurs font quant à eux le choix de se rendre à Alger pour rejoindre le FPLN *Frente Patriótica de Libertação* (Front Patriotique de Libération)<sup>219</sup>. Cependant la grande majorité des déserteurs trouve asile en Europe. En effet, Miguel Cardina identifie trois principaux groupes de déserteurs, le premier correspond aux désertions qui s'opèrent au Portugal, d'hommes qui n'ont aucune expérience du champ de bataille et qui trouvent refuge en Europe. Le second plus restreint est formé par les Portugais qui désertent alors qu'ils se trouvent déjà en Afrique, souvent dans des situations exceptionnelles. Et un troisième qui regroupe les déserteurs africains enrôlés dans l'armée portugaise et qui poursuivent des trajectoires diverses, certains fuient dans des pays limitrophes tandis que d'autres s'engagent dans les mouvements de libération<sup>220</sup>.

En ce qui concerne les réfractaire et les insoumis, se soustraire à ses obligations militaires et à fortiori en temps de guerre, fait de ces jeunes hommes des hors la loi, qui comme nous l'avons vu précédemment s'exposent à de lourdes sanctions en plus d'un enrôlement forcé en régime disciplinaire. Rester au Portugal signifie vivre dans la clandestinité sans possibilité ni de poursuivre leurs études ni de travailler et un risque permanent d'être arrêtés par la police

---

<sup>218</sup> «A guerra colonial é um crime desertores acusam» *Jornal do Emigrante* n°11 mars-avril 1972. p. 8. (En annexe)

<sup>219</sup> Le FPLN est un mouvement unitaire de l'opposition à l'*Estado Novo* réunissant les opposants antifascistes de la gauche réformatrice du MUD *Movimento de Unidade Democrática* (Mouvement d'Unité Démocratique), du Parti Communiste, comme de l'extrême gauche, du MAR *Movimento de Acção Revolucionária* (Mouvement d'Action Révolutionnaire) et du FAP *Frente de Acção Popular* (Front d'Action Populaire). Créé en 1962 il s'établit à Alger et a pour but d'organiser la lutte contre la dictature et contre la guerre coloniale à l'extérieur du pays. [MARTINS, Susana Maria Santos. *Exilados portugueses em Argel a FPLN das origens à rutura com Humberto Delgado (1960 – 1965)*. Thèse de Doctorat en Histoire Institutionnelle et Politique Contemporaine. Présentée à la Faculté de Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Lisbonne en 2003.p. 3-4.

<sup>220</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exilios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 14.

politique, la PIDE<sup>221</sup>. C'est un choix qui a été fait par certains militants politiques, appartenant à des mouvements marxistes-léninistes ou au Parti Communiste Portugais, mais qui reste marginal<sup>222</sup>. L'immense majorité des 200 000 réfractaires de la guerre coloniale font ainsi le choix de l'émigration clandestine (*a salto*), comme en témoigne Hélder Costa :

Ser refractário, tomar a decisão de ir para França ou outro país, mudar de vida e de horizontes, começou a ser a decisão dominante. Que rapidamente alastrou em todas as classes sociais quando o desenrolar da guerra provocou a mágoa e o luto em milhares de famílias, devido à morte ou incapacidade física e psicológica nos seus entes mais queridos<sup>223</sup>.

Les déserteurs et réfractaires qui décident de rejoindre la France n'ont d'autre choix que d'émigrer clandestinement, (*a salto*), ils doivent traverser la frontière espagnole puis les Pyrénées afin de gagner la France. Pour cela beaucoup ont recours aux réseaux de passeurs clandestins, plus ou moins honnêtes qui se multiplient tout au long des années 1960<sup>224</sup>. Ainsi, les passeurs portugais et espagnols, moyennant une forte somme, se proposent de guider les migrants à travers l'Espagne et jusqu'en France, alternant les parcours à pied ou entassés dans des voitures ou des camions<sup>225</sup>. La traversée est périlleuse, et donne lieu à des événements parfois tragiques, certains migrants abandonnés par les passeurs, perdus, meurent de soif ou de faim d'autres encore tentent de passer la frontière par la mer en s'improvisant marins ce qui se révèle terriblement dangereux<sup>226</sup>. Les risques de l'émigration *a salto* sont également évoqués par Álvaro Morna dans ses mémoires, les nombreux dangers liés à la sortie clandestine du pays, mais également le manque de fiabilité des réseaux de passeurs et la peur des représailles qui peuvent frapper la famille des déserteurs<sup>227</sup>.

---

<sup>221</sup> La PIDE *Polícia Internacional e de Defesa do Estado* (Police Internationale et de Défense de l'État) est la police politique de l'*Estado Novo* elle change de nom en 1969 après l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano et devient la DGS *Direção Geral de Segurança* (Direction Générale de Sécurité). [Cf. Decreto-Lei n.º 49 401 n.º 138, 1969.]

<sup>222</sup> SABINO, Amadeu Lopes. *À espera de Godinho: quando o futuro existia*. Lisboa : Editorial Bizâncio, 2009. P. 90-95.

<sup>223</sup> Être réfractaire, prendre la décision d'aller en France ou dans un autre pays, changer de vie et d'horizon est devenu la décision prédominante. Qui s'est rapidement étendue à toutes les classes sociales quand la guerre a provoqué la souffrance et le deuil de milliers de familles, par la mort ou les lourdes séquelles physiques et psychologiques des êtres qui leur étaient les plus chers ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 26.

<sup>224</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *L'illégalité, un des facteurs structurants de l'immigration portugaise?*. Consulté le 3 mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://histoire-sociale1.univ-paris1.fr/Marie.pdf>. p. 3-4.

<sup>225</sup> *Idem*.

<sup>226</sup> *Idem*.

<sup>227</sup> MORNA, Álvaro. Op. Cit. p. 34.

Les jeunes hommes refusant la guerre coloniale, n'étaient pas les seuls à émigrer *a salto*, en effet, comme nous l'avons déjà souligné l'immense majorité de l'immigration portugaise vers la France est clandestine. Les procédures lentes et coûteuses pour obtenir un passeport délivré par la *Junta de Emigração*, qui incluent une enquête auprès des autorités locales et un accord préalable de la PIDE, découragent de nombreux candidats à l'émigration y compris ceux n'ayant aucune activité politique ou subversive<sup>228</sup>.

En effet bien que la dictature portugaise reconnaisse le droit à l'émigration par le décret-loi n°44 427 du 29 juin 1952, celle-ci est très encadrée et limitée, différents critères sont pris en compte pour obtenir un passeport d'émigration. Le requérant doit se soumettre à un examen médical rigoureux qui prouve qu'il est en bonne santé et doit également pouvoir attester d'un travail ou d'un maintien assuré dans le pays de destination. Pour ce qui est des femmes mariées ou des mineurs de moins de 21 ans, non émancipés ils doivent bénéficier de l'autorisation maritale ou de celui qui exerce l'autorité du père. Enfin tous les hommes qui désirent émigrer doivent être en règle en ce qui concerne leurs obligations militaires<sup>229</sup>. À cela il faut ajouter les conditions imposées par le décret-loi n°44 428 approuvé également le 29 juin 1962 qui exige des candidats au départ un certificat de bonne conduite et l'attestation d'avoir effectué au moins trois années de scolarité primaire<sup>230</sup>, dans un pays qui, en 1957 comptait 30 % d'analphabètes<sup>231</sup>. La législation portugaise en matière d'émigration, qui constitue un frein majeur à l'émigration légale atteste de la volonté du gouvernement portugais de restreindre les départs de ses ressortissants afin de préserver une main-d'œuvre indispensable à l'économie, notamment en milieu rural<sup>232</sup>. Cependant selon Victor Pereira la principale raison de la limitation du droit à l'émigration est la nécessité du maintien de jeunes hommes dans le pays pour participer à l'effort de guerre, comme il le souligne :

Dans les années 1960, avec l'extension du conflit dans trois colonies africaines, les autorités portugaises tentent de limiter au maximum la sortie du territoire de potentiels soldats. En mai 1964, le ministre de l'Armée signe un arrêté suspendant la concession de licences autorisant les départs à l'étranger à titre définitif ou temporaire pour les individus de plus de 18 ans non encore recensés ni incorporés [...] Cet arrêté (transformé en décret-loi le 23

---

<sup>228</sup> MORNA, Álvaro. *Op. Cit.* p. 3

<sup>229</sup> RIBEIRO, Francisco Cassola. *Emigração portuguesa (Aspectos relevantes relativos às políticas adoptadas no domínio da emigração portuguesa desde a última guerra mundial, contribuição para o seu estudo)*. Lisboa : Secretaria de Estado das comunidades portuguesas/Instituto de Apoio à emigração e às comunidades portuguesas/Centro de estudo, 1986. p. 34

<sup>230</sup> MINISTÉRIO DO INTERIOR. Decreto-lei n° 44 428, de 29 de Junho de 1962. *Diário do Governo*, I Série – n.° 147. p. 890.

<sup>231</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA. *25 de abril - 40 anos de estatísticas*. Lisboa : [s. n.], 2014.

<sup>232</sup> A.N.Font., versement 820312, art 16, «L'immigration portugaise dans la région parisienne ». Préfecture de la Seine, enquête de juillet 1964 à juin 1965. *Hommes et Migrations*, n°105, 1965.

novembre 1964) est complété par celui du 4 novembre 1967 qui contraint les jeunes hommes âgés de plus de 16ans (au lieu de 18) à obtenir une autorisation des autorités militaires pour aller à l'étranger.<sup>233</sup>

Il est vrai qu'en ce qui concerne les questions d'ordre économique, l'émigration assure une source conséquente de devises étrangères, en effets les migrants envoient massivement de l'argent au Portugal. Au cours des années 1960, l'émigration devient un des piliers de l'économie portugaise, allant jusqu'à représenter 9% du PIB du pays en 1973<sup>234</sup>.

C'est pourquoi se développe une certaine duplicité dans la politique migratoire portugaise qui limite l'émigration légale mais cependant tolère et ferme les yeux sur l'émigration illégale. En effet, bien que le décret-loi n°43 582 du 4 avril 1961 criminalise l'émigration illégale<sup>235</sup>, il s'agit avant tout d'une mesure censée fragiliser les migrants et rassurer les élites, notamment les propriétaires terriens qui s'inquiètent de la perte de main d'œuvre et des hausses de salaires provoquées par l'émigration<sup>236</sup>. En réalité les sanctions sont appliquées de façon le plus souvent variable et arbitraire, et les lois édictées ne servent qu'à limiter les conséquences politiques du choix qu'a fait le gouvernement portugais de tolérer une émigration importante<sup>237</sup>. Par ailleurs dès 1969, avec la promulgation du décret-loi n° 49 400 du 24 novembre 1969, alors que Marcelo Caetano est déjà arrivé au pouvoir, l'émigration illégale cesse d'être considérée comme un crime mais est assimilée à un délit soumis à une contravention<sup>238</sup>.

Cependant, cette tolérance en matière d'émigration illégale ne s'applique pas aux jeunes cherchant à fuir l'incorporation militaire. En effet, si Marcelo Caetano fait promulguer une amnistie le 31 décembre 1968 par le décret-loi n° 48783, qui permet aux migrants illégaux de régulariser leur situation à l'étranger auprès des consulats du Portugal et au Portugal auprès des mairies, celle-ci ne s'applique qu'aux clandestins ayant remplis leurs obligations militaires<sup>239</sup>.

---

<sup>233</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration: l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974 Op. Cit.* p. 191.

<sup>234</sup>PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration: l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974 Op. Cit.* p. 76.

<sup>235</sup> MINISTÉRIO DO INTERIOR - POLÍCIA INTERNACIONAL E DE DEFESA DO ESTADO. Decreto-lei n°43 582 de 4 de Abril de 1961. *Diário do Governo* n.º 78/1961, Série I de 1961-04-04.

<sup>236</sup> MOREIRA, Adriano. *A espuma do tempo: memórias do Tempo de Vésperas*. Coimbra, Portugal : Almedina, 2009. p. 313.

<sup>237</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *L'illégalité, un des facteurs structurants de l'immigration portugaise? .Op. Cit.* 5-6.

<sup>238</sup> PRESIDÊNCIA DO CONSELHO E MINISTÉRIOS DO INTERIOR E DA JUSTIÇA. Decreto-lei n° 49 400, de 24 de novembro de 1969. *Diário do Governo* n.º 275/1969, Série I de 1969-11-24.

<sup>239</sup>MINISTÉRIO DO INTERIOR E DA JUSTIÇA. Decreto-lei 48783, de 21 de Dezembro de 1968. *Diário do Governo* n.º 300/1968, 1º Suplemento, Série I de 1968-12-2.

Si l'émigration, à la fois illégalisée et tolérée témoigne d'une certaine duplicité du régime portugais en matière de politique migratoire, la position française face à l'afflux de population venue de la péninsule ibérique ne présente quant à elle aucune ambiguïté. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, tout au long des années 1960 et jusqu'au début des années 1970 l'immigration portugaise est non seulement souhaitée mais encouragée par les autorités françaises<sup>240</sup>. Cette position du gouvernement français explique pourquoi malgré les tentatives de coopération en matière de politique migratoire entre le Portugal et la France, les accords bilatéraux, signés en 1963 et 1971, ne sont pas respectés par les autorités françaises qui continuent de régulariser massivement les portugais arrivés clandestinement sur le territoire<sup>241</sup>.

Une collaboration entre les autorités portugaises et françaises a cependant bien existé, mais loin d'englober la totalité des migrants illégaux, elle se limitait aux opposants politiques présents sur le sol français ainsi comme l'atteste Victor Pereira :

Certains documents retrouvés dans les archives de la PIDE démontrent que les administrations françaises transmettent au régime salazariste des documents de nature à permettre l'arrestation, la torture et l'emprisonnement d'individus appartenant à l'opposition<sup>242</sup>

Collabore ainsi avec la PIDE, les services français de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire), des RG (Renseignements Généraux) et du SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage<sup>243</sup>). Cet appui des autorités françaises s'explique par la prédominance à la tête de l'État français entre 1959 et 1969, de la droite conservatrice gaulliste fermement anti-communiste qui, dans un contexte de guerre froide redoute la propagation du communisme en Europe mais également en Afrique. Dans ce cadre le régime salazariste avec lequel le gouvernement gaulliste partage un ennemi commun, le communisme, bien que de nature dictatoriale, représente le garant d'une certaine stabilité sur le territoire portugais métropolitain comme dans ses colonies africaines<sup>244</sup>.

Cette coopération entre les autorités portugaises et françaises participe à instaurer un climat de crainte chez les migrants portugais politisés. Ces derniers conservent les habitudes de

---

<sup>240</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Op. Cit. p. 3

<sup>241</sup> PEREIRA, Victor. « Une migration favorisée. Les représentations et pratiques étatiques vis-à-vis de la migration portugaise en France (1945-1974) ». In : BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, DUFOIX, Stéphane et WEIL, Patrick (dir.) *L'étranger en question du Moyen-Âge à l'an 2000*. Paris : Le Manuscrit, 2005.p. 285-323.

<sup>242</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974* Op. Cit.. p. 364

<sup>243</sup> BIGO, Didier. *Polices en réseaux. L'expérience européenne*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996.p. 43

<sup>244</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration: l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. Op. Cit. p. 366 et 374.



lutte acquises dans la clandestinité au Portugal et ne souhaitent pas, pour la plupart « officialiser » leur position de militants. Comme le souligne Joaquim Nunes, le statut de réfugié politique peut être un frein à l'embauche car les employeurs ne veulent pas d'éléments subversifs dans leurs entreprises<sup>245</sup>. De plus, selon la Convention de Genève du 28 Juillet 1951, le statut de réfugié ne peut être obtenu par un déserteur que si la désertion a été effectuée pour des motifs politiques. En effet, le premier article de la Convention définit comme réfugié toute personne qui :

Craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays<sup>246</sup>

Les réfractaires, déserteurs et insoumis désirant obtenir le statut de réfugié doivent ainsi démontrer que leur refus de participer à la guerre est bien un acte politique. Ceci tend à expliquer pourquoi parmi les 100 000 déserteurs et réfractaires portugais présents sur le sol français entre 1961 et 1974, seuls 608 demandent le statut de réfugié politique auprès de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides), chiffre qui, selon Victor Pereira ne témoigne en rien du nombre réel d'exilés portugais en France<sup>247</sup>. De plus, il est important de préciser que la France et le Portugal, demeurent des alliés militaires dans le cadre de l'OTAN et entretiennent d'étroites relations diplomatiques ce qui rend le statut de réfugié politique particulièrement difficile à obtenir pour les exilés portugais, en effet sur les 608 demandes présentées, près de la moitié sont déboutées<sup>248</sup>. Cependant bien qu'ils ne bénéficient pas du statut de réfugié, de nombreux déserteurs, réfractaires et insoumis revendiquent le refus de la guerre coloniale comme un acte politique de résistance au régime et prétendent continuer à lutter contre la dictature portugaise en exil.

---

<sup>245</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 76

<sup>246</sup> « Texte de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ». *Convention et protocole relatifs aux statuts des réfugiés*. UN Refugee Agency. Consulté le 20 Mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf>.

<sup>247</sup> PEREIRA, Victor. «La Cimade et les Portugais en France de 1957 à 1974 : une aide sous le signe des guerres coloniales.» Op. Cit. p. 150

<sup>248</sup> SILVA António Jorge dos Santos, *Le Cas des réfugiés politique portugais en France : vers une étude statistique du fichier de l'OFPRA – approches juridiques du statut de réfugié*, Mémoire de DEA d'Histoire, Université Paris-IV. 1998, p. 69-71.

### c) La volonté de continuer le combat en exil : le choix de la presse comme moyen d'expression et de diffusion idéologique

Ainsi, si une majorité de déserteurs et réfractaires préfèrent se fondre dans la masse des travailleurs, cela ne veut pas dire qu'ils abandonnent leurs activités militantes une fois arrivés en France. Au contraire, selon certains exilés portugais l'hexagone offrait les conditions propices au développement d'un « amplo movimento unitário » (ample mouvement unitaire) qui permettrait de mener l'insurrection armée et de renverser la dictature de l'*Estado Novo*<sup>249</sup>. En effet, tandis qu'au Portugal, les libertés individuelles sont limitées et la presse soumise à la censure<sup>250</sup> en France la loi garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse<sup>251</sup> ainsi que la liberté d'association<sup>252</sup>. Bien que les émigrés portugais soient soumis à certaines contraintes, telle que l'obligation pour tout journal d'avoir un directeur français<sup>253</sup> et l'obligation pour toute association étrangère d'obtenir une autorisation préalable des pouvoirs publics<sup>254</sup>.

Ainsi commencent à se développer dès le milieu des années soixante différentes structures, associatives et politiques telles que l'*Associação nacional dos portugueses em França* (Association nationale des portugais en France) qui publie de 1966 à 1973 le journal *Correio Português* ou l'*Associação dos originários de Portugal* (Association des originaires du Portugal) liée au Parti Communiste Français. À cette époque se nouent les premiers contacts entre les travailleurs portugais et les syndicats français. Nous pouvons noter la présence de portugais parmi les permanents de certains syndicats, à l'image de FO (Force Ouvrière), qui compte parmi ses membres le jeune Eleutério Gervásio<sup>255</sup>, que nous avons cité dans cette étude pour le travail qu'il a réalisé sur l'immigration portugaise en France, *A emigração acusa: Portugal à deriva*<sup>256</sup>. Dès 1964 apparaissent les premiers journaux syndicaux en langue portugaise, *O Trabalhador*, publié dès 1964 par la CGT, suivi de *Liberdade Sindical* publié par

---

<sup>249</sup> «Editorial: Em frente pela organização dos desertores !». *Op. Cit.* [En annexe. p. 65-66.]

<sup>250</sup> AZEVEDO, Cândido de. *A censura de Salazar e Marcelo Caetano: imprensa, teatro, cinema, televisão, radiodifusão, livro*. Lisboa : Caminho, 1999. p. 69.

<sup>251</sup> *Loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881*. Consulté le 22 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5818350m.texteImage>.

<sup>252</sup> *Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association*. Consulté le 23 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006069570>.

<sup>253</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. *Op. Cit.* p. 100.

<sup>254</sup> NIBOYET, Jean-Paulin. Le décret-loi du 12 avril 1939 relatif aux associations. *Travaux du Comité français de droit international privé*. 1946, Vol. 6, n° 1938, p. 53-56.

<sup>255</sup> GANI, Léon. *Sindicatos e Trabalhadores imigrados*. Lisboa : ed Prelo, 1975. p. 443.

<sup>256</sup> GERVÁSIO, Eleutério. *Op. Cit.*

la CFDT ainsi que des publications proches du mouvement des catholiques progressistes à l'image de *Presença Portuguesa* mensuel publié à partir de 1965 en collaboration avec les catholiques français du Service Interdiocésain des travailleurs immigrés<sup>257</sup>.

Jusqu'en 1968 les publications les plus militantes liées au Parti Communiste Portugais ou à l'extrême gauche, qui dénoncent la dictature de *l'Estado Novo* et la guerre coloniale demeurent principalement clandestines. Cela s'explique notamment par l'obligation pour tout journal publié légalement en France d'avoir un directeur français<sup>258</sup>. Mais également par la crainte des exilés politiques d'être arrêtés par la PIDE, dont certains agents sont présents en France et collaborent avec les autorités française<sup>259</sup>. Vont ainsi être publiés dès 1964 dans la clandestinité des titres liés aux mouvements d'extrême gauche, tel que *Acção Popular* (Action Populaire) rattaché au FAP *Frente de Acção Revolucionária* (Front d'Action Révolutionnaire) ou *Acção Revolucionária* (Action Révolutionnaire) journal du MAR *Movimento de Acção Revolucionária* (Mouvement d'Action Révolutionnaire) auxquels s'ajoutent également certaines publications émanant d'organisations liées au PCP tel que *O Grito* bulletin de la *Comissão de Solidariedade dos Presos Politicos Portugueses* (Commission de Solidarité aux Prisonniers Politiques Portugais) publié par l'Université de Vincennes à partir de 1966<sup>260</sup>.

Cette situation évolue considérablement après Mai 68 dans un contexte marqué, comme le souligne Victor Pereira, par une effervescence politique qui rend le contrôle des groupes d'extrême gauche français ou portugais plus difficile pour les autorités françaises. Mais également influencé par une certaine dégradation de l'image du régime portugais auprès de l'opinion publique française, qui s'accompagne d'une prise de distance du gouvernement français à l'égard de *l'Estado Novo* et d'une plus grande tolérance vis-à-vis des représentants de l'opposition portugaise<sup>261</sup>.

Ainsi à partir de 1968, le nombre de journaux politiques rédigés par des portugais en situation d'exil augmente considérablement<sup>262</sup>. Cette augmentation est liée au développement

---

<sup>257</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 ». *Op. Cit.* p. 106-107.

<sup>258</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. *Op. Cit.* p. 100.

<sup>259</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. *Op. Cit.* p. 355-356.

<sup>260</sup> VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 ». *Op. Cit.* p. 106-107.

<sup>261</sup> PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration : l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. *Op. Cit.* p. 378.

<sup>262</sup> CLIMACO, Ana Cristina, *La Presse de l'émigration politique portugaise en France. Analyse du journal O Salto 1970-1974*, mémoire de DEA d'Histoire, Université Paris VII, 1992.

d'associations qui se positionnent clairement comme opposées au régime fasciste portugais et à la guerre coloniale à l'image de la *Liga Portuguesa do Ensino e da Cultura Popular* (Ligue Portugaise de l'Enseignement et de la Culture Populaire), fondée à Paris en 1968 et qui initie la même année la publication du *Jornal do Emigrante*, périodique publié en *offset*<sup>263</sup>. Le journal tiré à près de 10 000 exemplaires qui, dans un premier temps reflète l'éclectisme revendiqué par la LPECP, est marqué dès 1970 par une certaine radicalisation des secteurs les plus politisés de l'émigration. Il fera en effet l'objet d'une grande rivalité entre deux groupes marxistes-léninistes-maoïstes actifs en France, la cellule militante *O Comunista* et le PCP m-l *Partido Comunista (marxista-leninista)* (Parti Communiste (marxiste-léniniste)<sup>264</sup>).

De cette crise au sein de la publication, né en 1970 avec l'appui de la CIMADE (Comité Inter-Mouvement Auprès Des Évacués<sup>265</sup>), le journal *O Salto*, officiellement héritier du *Jornal do Emigrante* toujours très proche des mouvements de la gauche radicale, puisqu'il deviendra l'organe officiel de communication du MTPE *Movimento dos Trabalhadores Portugueses Emigrados* (Mouvement des Travailleurs Portugais Émigrés), lui-même rattaché au PCP (m-l<sup>266</sup>). *O Salto* est selon José Pacheco Pereira l'un des principaux, si ce n'est le principal journal politique de l'émigration portugaise. Il s'agit d'un journal illustré en grand format<sup>267</sup>. Il est vendu principalement à Paris au prix de 1 franc, dans des lieux fréquentés par les migrants portugais, des cafés, des marchés et dans les usines. Certains de ses exemplaires sont également acheminés clandestinement au Portugal<sup>268</sup>. Une des principales causes défendues par *O Salto* est la dénonciation de la guerre coloniale, l'appel à la désertion et le soutien à la lutte armée des mouvements africains, le journal entretient d'ailleurs de bonnes relations avec des membres du PAIGC, de l'UNITA et du MPLA<sup>269</sup>.

Le concurrent le plus sérieux de *O Salto* parmi les titres de l'émigration portugaise en France est le journal *O Alarme* principal organe de communication de la cellule militante marxiste-léniniste-maoïste *O Comunista* qui donnera naissance en 1973 à l'OCMLP *Organização Comunista Marxista-Leninista Portuguesa* (Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Portugaise). *O Alarme*, fondé officiellement en 1972 fait partie des publications

---

<sup>263</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 99-100.

<sup>264</sup> PEREIRA, José Pacheco. Op. Cit. p. 359-362.

<sup>265</sup> Idem. p. 489.

<sup>266</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios.2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. Op. Cit. p. 100-103.

<sup>267</sup> PEREIRA, José Pacheco. Op. Cit. p. 489.

<sup>268</sup> Idem. 489.

<sup>269</sup> PEREIRA, José Pacheco. Op. Cit. p. 492.

politiques portugaises qui bénéficient du soutien d'intellectuels français d'extrême gauche investis dans la lutte anticolonialiste. En effet, il a pour directeur Jean-Paul Sartre qui soutient la lutte contre la guerre coloniale portugaise au même titre qu'il a dénoncé quelques années plus tôt la guerre d'Algérie. Le journal diffusé par l'Association Franco-Portugaise de Grenoble est une publication périodique en *offset* initialement vendu dans les librairies locales, sur les marchés et dans les hôpitaux comme supplément régional de *La Cause du Peuple. J'accuse*. Cependant il est plus tard distribué dans toute la France et au Portugal comme le « journal de l'émigration portugaise » de l'OCMLP<sup>270</sup>.

Comme nous l'avons déjà souligné, les militants marxistes-léninistes-maoïstes jouent un rôle central dans la dénonciation de la dictature et de la guerre coloniale au Portugal dès la fin des années 1960, et ce particulièrement à travers la diffusion de journaux clandestins. Nous pouvons faire le même constat au sein de l'émigration portugaise en France. En effet, plus particulièrement dans la région parisienne, dès la fin des années 1960, se multiplient les publications de la gauche radicale. Ces dernières manifestent leur soutien aux mouvements indépendantistes africains et appellent les jeunes portugais à la désertion.

Cependant, des groupes militants appartenant à d'autres tendances idéologiques développent également une forte activité politique en exil par le biais de la presse. C'est le cas du Parti Communiste Portugais, comme nous avons déjà pu le voir et des catholiques progressistes. Toutefois le PCP bien qu'assumant une position fermement anticolonialiste, encourage ses militants à participer à la guerre coloniale afin d'éveiller les consciences des soldats et d'organiser des désertions collectives si possible en plein théâtre d'opération<sup>271</sup>. Il condamne par conséquent tout acte d'insoumission individuelle, jugé comme une attitude individualiste et opportuniste. C'est pourquoi aucun journal lié au Parti Communiste, ne se fait le porte-parole des déserteurs et réfractaires en France.

En cela l'attitude du PCP en France diffère de celle des catholiques progressistes, qui se révèlent particulièrement actifs dans la lutte anticoloniale mais également dans le soutien aux déserteurs et réfractaires. En effet ils constituent en 1970 le *Grupo de Acção Anticolonial* (Groupe d'Action Anticoloniale) qui publie à partir de 1972 le BAC *Boletim Anti-Colonial*, bulletin polycopié et distribué clandestinement qui a pour but d'épauler les déserteurs et réfractaires en France et de développer la lutte anticolonialiste en France. Ce même groupe issu

---

<sup>270</sup>PEREIRA, José Pacheco. *Op. Cit.* p. p. 148-149.

<sup>271</sup>CORDEIRO, José Manuel Lopes. *Op. Cit.* p. 211.

du mouvement des catholiques progressistes et dirigé par Nuno Teotónio Pereira diffuse également dans la clandestinité un ouvrage réunissant différentes études sur le colonialisme et la guerre coloniale, ainsi que des témoignages de déserteurs. Cette publication conçue afin de servir « d'instrument de travail » à la lutte anticoloniale sera quelques années plus tard publiée aux éditions *Afrontamento* sous le titre de *Colonialismo e lutas de libertação: 7 cadernos sobre a guerra colonial*<sup>272</sup> nous l'avons par ailleurs déjà cité dans cette étude.

Il est toutefois, intéressant de souligner que le *Grupo de Acção Anticolonial* suit une certaine radicalisation qui s'opère chez les catholiques progressistes et va se rapprocher des mouvements d'extrême gauche, qui deviennent les principaux acteurs de la lutte anticoloniale en exil à la fin des années 1960<sup>273</sup>.

De plus, les groupes marxistes-léninistes-maoïstes de l'émigration portugaise jouent un rôle particulier en France dans le soutien aux insoumis. Ils sont à l'origine de la création des comités de soutien aux déserteurs et réfractaires à l'image des structures déjà existantes en Suède, en Hollande et au Danemark. Cependant en raison des contraintes légales françaises et des rivalités entre groupes militants ceux-ci voient le jour plus tardivement en France que dans les pays du Nord de l'Europe. Au début des années 1970 se constituent à Paris deux comités de soutien aux déserteurs. Le Comité de *Apoio aos Desertores Refractários e Insubmissos Portugueses* (Comité de Soutien Aux Déserteurs Réfractaires et Insoumis Portugais) rattaché au journal *O Salto* et au PCP (m-l), basé au 127 rue St-Maur et au 174 rue Championnet, dans les onzième et dix-huitième arrondissements de Paris. Et le *Comité de Apoio aos Desertores Portugueses em França* (Comité de Soutien aux Déserteurs Portugais en France), rattaché au journal *O Alarme* et à la cellule *O Comunista*, qui compte une antenne dans le dix-huitième arrondissement de Paris, au 127 rue Marcadet ainsi qu'une antenne à Grenoble au 6 rue Très-Cloîtres. Le comité est également à l'origine de deux publications qui sont ses bulletins officiels. L'une en portugais *Luta* et son équivalent *Lutte* publiée en français, dont le directeur est le sociologue français Pierre Sorlin. L'existence d'une version française du journal témoigne de la volonté de sensibiliser l'opinion publique française à la lutte anticoloniale. Ces deux bulletins du comité ont pour objectif principal le soutien des déserteurs réfractaires et insoumis en France mais font également l'apologie de la « lutte révolutionnaire » au Portugal et soutiennent les luttes de libération en Afrique<sup>274</sup>.

---

<sup>272</sup> MELO, António (dir.). *Op. Cit.*

<sup>273</sup> PEREIRA, José Pacheco. *Op. Cit.* p. 173-178.

<sup>274</sup> *Idem.* p. 395-398.

Outre son rôle de soutien aux déserteurs et réfractaire la presse est également comme nous l'avons déjà souligné le porte-parole des insoumis. En effet, les journaux de la gauche radicale portugaise publient de nombreux témoignages d'exilés ayant refusé ou fui l'incorporation. Mais il s'avère également que ce sont les jeunes déserteurs, réfractaires et insoumis portugais qui en sont les principaux rédacteurs<sup>275</sup>. Certains titres se revendiquent d'ailleurs clairement comme leur tribune, c'est le cas du journal *A Voz do Desertor* (La Voix du Déserteurs) publié à partir de 1973, à Paris par un groupe de déserteurs lié au MTPE et au PCP (m-l) et rattaché au *Comité de Apoio aos Desertores Refectários e Insubmissos Portugueses*.

L'étude de ces journaux permet d'avoir accès aux discours des déserteurs et réfractaires et d'étudier de quelle manière ils utilisent la presse écrite afin de poursuivre et d'organiser la lutte anticoloniale et antifasciste en situation d'exil. C'est pourquoi nous consacrons la deuxième partie de cette étude à l'analyse de la stratégie argumentative de ce discours ainsi qu'à son contenu idéologique.

---

<sup>275</sup> ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos, et al. (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)* Op. cit.p. 32-33/p. 43-45/p. 57/p. 65/p. 77-80.

## II. La presse des exilés portugais : un outil de lutte contre la guerre coloniale et contre le régime de l'*Estado Novo*

### A. Informer la population et alerter l'opinion publique : revendiquer un discours de vérité

#### a) Un discours dénonciateur : témoigner des atrocités de la guerre

L'une des principales caractéristiques de la presse politique des exilés portugais, qui voit le jour en France dans les années 1970, est d'être une presse parallèle. Elle se développe non pas exclusivement comme organe de communication et moyen d'expression des portugais en France mais en opposition à la presse « légale » portugaise, soumise à la censure<sup>276</sup>. Cette censure, comme nous l'avons déjà souligné, s'applique avec encore plus de rigueur à tout ce qui concerne la guerre coloniale. L'une des revendications centrales des journalistes exilés qui ont refusé de participer à la guerre ou fui le champ de bataille est donc celle d'un « discours de vérité ». Celui-ci s'oppose à la propagande du régime et a pour but d'éveiller les consciences et d'amener au rejet de la guerre coloniale. Ce message est omniprésent et ce, même dans des articles qui ne traitent pas en détails du conflit, et est véhiculé par le choix des paradigmes désignationnels<sup>277</sup> utilisés pour évoquer la guerre coloniale. Ainsi lorsque le discours officiel du régime utilise le terme euphémisé « Guerra do Ultramar » (Guerre d'Outre-mer), les journalistes de la presse des exilés ont recours à des formules fortes et violentes telles que : « guerra criminosa<sup>278</sup> » (guerre criminelle), « guerra colonial fascista<sup>279</sup> » (guerre coloniale-

---

<sup>276</sup> Nous pouvons noter que des journaux très proches du régime sont également publiés en France à l'image de *Notícias de Portugal* (Nouvelles du Portugal) fondé en 1969 et émanant directement du gouvernement portugais. [VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. « Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974 ». *Op. Cit.* p. 106.]

<sup>277</sup> Unité lexicale qui reprend une autre unité lexicale, censée en être l'équivalent. [MAINGUENEAU, Dominique, *Les termes clés de l'analyse du discours*, Paris : Édition du Seuil.2009. p. 93.]

<sup>278</sup> Plusieurs occurrences de la formule « guerra criminosa » dans: «Temos direito ao refúgio político», n°1, février 1973 p. 8/ «Editorial: a nossa posição face a deserção», «Manifestações anticoloniais em Portugal », n°2, mai 1973, p. 1-2 et p. 1-7 .*A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses.*[En annexe. p. 72/73-75.]

<sup>279</sup> Plusieurs occurrences de la formule « guerra colonial fascista » dans: «Correio dos leitores: O povo português vencerá», *O Salto*, n°16, février 1973, p. 5/ «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria», *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble*, n° 16, janvier 1974. p. 7.

[En annexe.p. 65/p. 12.]



fasciste), « infame guerra<sup>280</sup> », (infame guerre), « guerra assassina<sup>281</sup> » (guerre assassine), « guerra colonial-assassina<sup>282</sup> » (guerre coloniale-assassine), qui sont en elles-mêmes des accusations. Celles-ci dénoncent une guerre d'une violence extrême et illégitime menée au nom des intérêts d'un régime fasciste.

Dans le cadre de ce « discours de vérité », une des premières missions que prétendent se fixer les rédacteurs de journaux portugais de la gauche radicale lorsqu'ils traitent de la guerre coloniale, est d'informer la population sur la violence d'une guerre qu'ils jugent criminelle. Ainsi nous pouvons recenser un nombre conséquent d'articles qui dénoncent les « atrocidades »<sup>283</sup> (atrocités) commises dans le cadre de la guerre coloniale. Il s'agit pour les rédacteurs de révéler les attaques menées par l'armée portugaise contre la population civile, comme nous pouvons le constater dans un court article du *Jornal do Emigrante* publié en mars 1971 au titre évocateur : « Massacre de Crianças<sup>284</sup> » (Massacre d'enfants). Celui-ci accuse l'aviation portugaise de s'être rendue coupable de « crimes de guerra » (crimes de guerre) et d'assassinat en bombardant une école du PAIGC, en Guinée causant la mort de 15 enfants. Cet article vise à convaincre le lecteur de l'immoralité des forces armées portugaises qui, en prétendant lutter contre les mouvements indépendantistes s'attaqueraient en réalité à la population civile, pire encore à des enfants, comme le souligne le rédacteur :

crianças cujo único crime era de aprenderem a ler e a escrever Português em duas escolas do  
PAIGC<sup>285</sup> .

Cet article a pour but principal de mettre en lumière la nature criminelle des agissements de l'armée, qui prétendant agir « em nome da civilização cristã » (au nom de la civilisation chrétienne) se rend coupable des actes les plus condamnables moralement. Le journaliste tente ainsi d'interpeler directement le lecteur, car s'il dénonce l'armée et le régime qu'il incrimine directement en précisant que l'attaque a été perpétrée « sob as ordens do Comandante António

---

<sup>280</sup> Une occurrence de la formule « infame guerra » dans : ALMEIDA, João, «Um emigrante arranca o filho ao exército colonial», *O Salto*, n°2, janvier 1971, p. 1-4. [En annexe. p. 49-51.]

<sup>281</sup> Plusieurs occurrences de la formule « guerra assassina » dans : «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria» *Op. Cit./«Editorial», Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, n°2, juin 1973, p. 1-2. «Os portugueses desertores acusam!», ! *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, n° 3 août 1973. p. 1-3[En annexe.p. 12/p. 22-23/ p. 24-26.]

<sup>282</sup> Une occurrence de la formule « guerra colonial assassina » dans : «O povo em luta: luta dos soldados» *Luta-comité de apoio aos desertores portugueses em França*, n°3, août 1973 p. 14..[En annexe. p. 27.]

<sup>283</sup> Deux occurrences du terme «atrocidades» dans: «Há 10 anos, Angola levantou-se !», *O Salto*, n°3, mars 1971, p. 7-8. [En annexe. p. 52-53.]

<sup>284</sup> «Massacre de Crianças», *Jornal do Emigrante*, n°9, mars 1971, p. 6. [En annexe. p. 18.]

<sup>285</sup> Enfants dont l'unique crime était d'apprendre à lire et à écrire le Portugais dans des écoles du PAIGC. Mozambique

Spínola e sob a responsabilidade do governo de Marcelo Caetano<sup>286</sup> ». Il n'en souligne pas moins la responsabilité, de toute la population portugaise quand il affirme : « Quando morrem inocentes ninguém se pode considerar inocente<sup>287</sup> ». Cet article très court et peu détaillé, ne fournit que peu d'informations sur les détails du massacre. Cependant il se révèle intéressant car il a vocation non seulement à dénoncer les crimes pratiqués par l'armée portugaise en Afrique, mais met également en lumière la responsabilité collective de la population portugaise déclarant : « estes crimes são praticados em nome de Portugal<sup>288</sup> ». Le journaliste prétend ainsi ramener le lecteur à son devoir moral de résister et de s'opposer à la guerre et l'appelle à une résistance active contre le colonialisme et la guerre coloniale, lorsqu'il affirme non seulement « é preciso saber » (il faut savoir) mais ajoute également « é preciso agir » (il faut agir). Il existe cependant un nombre conséquent d'articles bien plus détaillés, qui décrivent explicitement les exactions commises par les soldats portugais en Afrique. Il s'agit dans leur majorité d'articles restituant des témoignages de personnes ayant vécu ou participé à la guerre coloniale.

Ces articles sont principalement les déclarations de témoins oculaires, parfois de personnes étrangères à l'armée comme nous pouvons le voir dans l'article «*Moçambique : Alguns padres denunciam os massacres feitos pelo exército português em Moçambique*»<sup>289</sup>. Ce dernier retranscrit le témoignage de prêtres ayant assisté impuissants aux exactions commises par l'armée portugaise au Mozambique : pillages, viols, tortures, massacres de civils dont des femmes assassinées « friamente » (froidement), et même des enfants comme nous pouvons le lire :

Os outros soldados não encontraram nada de melhor para se divertirem que lançarem com toda força os corpos de crianças contra o chão<sup>290</sup>

Nous pouvons relever ici l'utilisation de l'expression « nada melhor para se divertirem » (rien de mieux pour s'amuser) qui met en lumière le sadisme des soldats prenant plaisir à violenter des enfants. La dénonciation du sadisme de certains soldats portugais semble être l'élément crucial de la publication. Ce sadisme est évoqué tout au long de l'article et illustré par le récit

---

<sup>286</sup> Sous les ordres du Commandant António de Spínola et sous la responsabilité du gouvernement de Marcelo Caetano. « Massacre de Crianças . *Op. Cit.* [En annexe. p. 18.]

<sup>287</sup> Quand des innocents meurent personne ne peut se considérer innocent. « Massacre de Crianças . *Op. Cit.* [En annexe. p. 18.]

<sup>288</sup> Ces crimes sont pratiqués au nom du Portugal. « Massacre de Crianças ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 18.]

<sup>289</sup> « Moçambique : Alguns padres denunciam os massacres feitos pelo exército português em Moçambique », *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble*, n°12, août septembre 1973. p. 5. [En annexe. p. 7-8.]

<sup>290</sup> Les autres soldats n'ont rien trouvé de mieux pour se divertir que de jeter de toute leur force des enfants au sol.

de véritables scènes d'horreur, qui vise à susciter l'émotion et l'indignation du lecteur. La violence dépeinte ici atteint son paroxysme lors de la description du meurtre d'une jeune femme enceinte éventrée par deux soldats. Cet article paru dans le n°12 d'août-septembre du journal *O Alarme* est une traduction d'un article du journal *Le Monde* paru en Juillet 1973. Cette traduction permet de rendre ce témoignage accessible aux émigrés portugais qui bien souvent n'achètent pas la presse française, en raison, si ce n'est d'un niveau de langue insuffisant, du fait qu'ils ne s'y sentent pas représentés. Mais cet article s'adresse également aux Portugais restés au Portugal car nous savons que certains numéros du journal étaient acheminés et distribués clandestinement au Portugal. De plus, le fait d'être une traduction d'un article d'un journal français renommé tel que *Le Monde* permet d'assurer à l'article «Moçambique : Alguns padres denunciaram os massacres feitos pelo exército português em Moçambique» publié dans *O Alarme* une grande crédibilité auprès de la population émigrés tout comme de son lectorat au Portugal<sup>291</sup>.

Cependant, le recours à la traduction d'articles de la presse française n'est pas systématique, et si la presse des exilés a très souvent recours à des témoignages, il s'agit dans la majeure partie des cas de témoignages de déserteurs. Parmi ces derniers certains n'étaient pas engagés politiquement avant la guerre coloniale mais ont abandonné le combat pour des raisons éthiques. Nous pouvons le voir à travers la retranscription dans le *Jornal do Emigrante* des déclarations de António José Vieira Pinto déserteur qui s'est rendu au PAIGC :

Porquê desertei? (...) Porque esta guerra é um crime feito de mil crimes diários de que são nomeadamente vítimas mulheres e crianças africanas. Desertei porque não sou um criminoso e não quis tornar-me num<sup>292</sup>.

Il est important de souligner ici la prédominance du terme « crime » ou ses dérivés qui apparaissent trois fois en une seule phrase « *crime* », « *crimes* », « *criminoso* ». Le titre même de l'article est *A guerra colonial é um crime !* (la guerre coloniale est un crime) suivi du sous-titre *desertores acusam* (les déserteurs accusent) . Ce vocabulaire proche du champ lexical de la justice, nous renvoie à cette volonté des rédacteurs de condamner la guerre coloniale dont ils

---

<sup>291</sup>Dans les années 1970 près de la moitié du tirage quotidien du journal *Le Monde* était destiné à des pays l'étrangers, dont le Portugal, il y était alors considéré comme l'un des journaux les plus prestigieux pour son indépendance et son objectivité. [ PORTUGAL. (dir.). *Portugal na imprensa estrangeira*. Lisboa : Direcção Geral da Divulgação, 1976.p. 2]

<sup>292</sup> Pourquoi j'ai déserté ? (...) Parce que cette guerre est un crime fait de mille crimes quotidiens dont sont victimes des femmes et des enfants africains. J'ai déserté parce que je ne suis pas un criminel et je ne veux pas en devenir un. «A guerra colonial é um crime! desertores portuguesas acusam», *Jornal do Emigrante*, n°11, mars-avril 1972, p. 8. [En annexe. p. 19.]

se font les juges. De plus le choix de l'emploi du verbe « accuser » en titre n'est pas sans rappeler le célèbre article d'Émile Zola *J'accuse*, publié en 1898 dans le journal *l'Aurore*<sup>293</sup>.

Cette même formule est utilisée par le journal *Luta* dans son troisième numéro, dont le premier article a pour titre : *Os desertores portuguesas acusam*<sup>294</sup> (les déserteurs portugais accusent). Dans cet article publié en août 1973, les rédacteurs, ici des déserteurs, dénoncent en leur qualité d'anciens combattants et de témoins oculaires, les nombreux crimes de guerre commis par des officiers portugais en Angola, au Mozambique et en Guinée. Ils insistent ainsi sur l'ampleur de la barbarie de la guerre en utilisant des paradigmes désignationnels particulièrement forts, voire même hyperboliques, pour qualifier les actes commis par certains soldats portugais : « massacres quase diáramente praticados », « crimes mais repugnantes », « massacre sistemático de povoações » « crimes mais bárbaros »<sup>295</sup>. Nous pouvons également noter le recours à un exemple qui illustre la barbarie de certains soldats portugais, lorsque le témoin évoque certaines pratiques ayant cours dans un café de Luanda :

onde elementos do exército vêm tomar café e mostrar em frascos de clorofórmio dedos, orelhas, e órgãos genitais de Africanos, como se fossem troféus e recordações<sup>296</sup>

Cet exemple témoigne de la volonté des rédacteurs de toucher le lecteur, en lui dévoilant les aspects les plus atroces de la guerre coloniale, afin de susciter son émotion et son indignation.

Une description détaillée des exactions commises dans les rangs de l'armée portugaise constitue ainsi l'élément central d'un autre article du Comité de Soutien aux Déserteurs Portugais en France, publié dans la version française de leur journal, *Lutte*, le 1<sup>er</sup> Janvier 1972, sous le titre « Témoignage d'un déserteur »<sup>297</sup>. Cet article écrit à la troisième personne du singulier, prétend restituer le témoignage d'Afonso Henriques Sacramento, caporal déserteur ayant servi en Guinée et témoin de crimes de guerre. Il relate ainsi les massacres de populations

---

<sup>293</sup> ZOLA, Émile. « J'accuse ». *L'Aurore*, 13 janvier 1898. Archive Gallica, Bibliothèque nationale de France. Consulté le 21 mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k701453s/f1.image>.

<sup>294</sup> «Os desertores portuguesas acusam». *Op. Cit.* [En annexe. p. 24-26.]

<sup>295</sup> Massacres pratiqués presque quotidiennement / crimes les plus répugnants/ massacre systématique de populations/crimes les plus barbares. « Os desertores portuguesas acusam ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 24-26]

<sup>296</sup> où des soldats de l'armée viennent prendre le café et montrer dans des bocaux de chloroforme des doigts, des oreilles et des organes génitaux d'Africains, comme si c'étaient des trophées . « Os desertores portuguesas acusam ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 24-26.]

<sup>297</sup> « Témoignage d'un déserteur », *Lutte- bulletin du comité de soutien aux déserteurs portugais en France* n°1, janvier 1972, p. 24-26. [En annexe. p. 36-38.]

civiles décrivant des opérations de « nettoyage », des « missions de ratissage » visant « des villages où il y avait seulement des femmes, des vieux et des enfants ». Le témoignage s'attarde particulièrement sur une opération de représailles, organisée par les troupes portugaises, qui s'est traduite par l'exécution arbitraire des habitants de tout un village.

Le témoin décrit également des actes de sévices corporels et de tortures ainsi que l'utilisation du Napalm. Outre une description détaillée de ces exactions, le témoignage met en lumière la violence et le sadisme de l'armée portugaise. Par ailleurs le terme d'« armée portugaise » n'apparaît pas dans l'article il est substitué par le paradigme désignationnel « armée colonialiste ». Nous pouvons noter ici la détermination du rédacteur à rappeler que la mission des soldats en Afrique bien loin de la défense de la patrie se borne à une défense du colonialisme.

Ce témoignage tout comme l'article « Moçambique : Alguns padres denunciaram os massacres feitos pelo exército português em Moçambique<sup>298</sup> » publié dans *O Alarme* met en avant le plaisir que semblent prendre certains soldats à commettre des exactions comme nous pouvons le lire « Ceux qui voulaient le plus s'amuser lançaient des grenades, jouant aux films américains<sup>299</sup> » ou lorsque le témoin précise « Et tout cela se passe au milieu des rires, avec le plus grand mépris pour les prisonniers ». Ces témoignages décrivent une « armée colonialiste » qui n'est pas seulement violente mais barbare.

L'article du journal *Lutte* fournit également une description des pratiques de la PIDE concernant le sort réservé aux prisonniers, obligés de creuser leur propre tombe :

ceux qui ne parlaient pas étaient emmenés hors de Vila Cabral, et on leur disait de creuser une fosse commune<sup>300</sup>.

Celle-ci révèle un profond sadisme. Dans cette même idée, il paraît particulièrement intéressant de relever l'analogie faite par le témoin qui va jusqu'à opérer une comparaison entre les crimes de guerres commis durant la guerre coloniale et la shoah par balle pratiquée par les Nazis durant la seconde guerre mondiale :

S'il y avait des blessés en imitant les officiers nazis de la seconde guerre mondiale, ils les achevaient par un coup de fusil dans la tête<sup>301</sup>

---

<sup>298</sup> «Moçambique : Alguns padres denunciaram os massacres feitos pelo exército português em Moçambique». *Op. Cit.* [En annexe].

<sup>299</sup> «Témoignage d'un déserteur». *Op. Cit.* [En annexe. p. 36-38.]

<sup>300</sup> *Idem.*

<sup>301</sup> *Idem.*

Ainsi , nous pouvons voir que ces différents articles de la presse marxiste-léniniste portugaise publiée en France qui traitent des exactions commises par l'armée portugaise, défendent à travers le recours aux témoignages un « discours de vérité ». Ce discours ne se contente pas de condamner la guerre coloniale mais tente de dépeindre l'armée portugaise comme barbare, presque inhumaine. Le but recherché par les journalistes est de faire appel au sens éthique du lecteur, à ses émotions, afin de susciter son indignation et ainsi de le sensibiliser à la lutte anticoloniale.

### **b) Informer : la guerre coloniale : un lourd tribut pour la population portugaise**

La presse des exilés prétend également dénoncer les responsables de ces crimes, il peut s'agir de la dénonciation nominative des commandants ayant ordonné ces massacres. Ainsi dans le « Témoignage d'un déserteur<sup>302</sup> » du journal *Lutte*, le témoin fournit les détails des massacres, mais communique également l'identité de leur commanditaire : le lieutenant-colonel Costa Pinto, dont le nom est même souligné dans l'article. De la même façon, dans l'article « Os desertores portugueses acusam<sup>303</sup> », est communiqué le nom du responsable du massacre de Mataca , le lieutenant Dias, qui est même identifié par une croix sur une photo du massacre qui illustre l'article. Cependant, les hauts responsables militaires, tel que le gouverneur de Guinée António de Spínola sont également incriminés ainsi que le Président du Conseil Marcelo Caetano, comme nous avons pu le voir dans l'article « Massacre de Criaças<sup>304</sup> » publié dans le *Jornal do Emigrante*.

Il apparaît ainsi qu'au de-là de l'institution militaire c'est bien le régime portugais, qui est dénoncé comme le responsable de ces crimes, comme nous pouvons le lire dans l'article «Moçambique : Alguns padres denunciaram os massacres feitos pelo exército português em Moçambique» : «os capitalistas e colonialistas portugueses preparam os soldados portugueses para cometerem estes crimes<sup>305</sup>». Ici le journaliste identifie comme causes de la guerre

---

<sup>302</sup> « Témoignage d'un déserteur ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 36-38.]

<sup>303</sup> «Os desertores portugueses acusam» . *Op. Cit.* [En annexe p. 24-26.]

<sup>304</sup> « Massacre de Criaças ». *Op. Cit.* [En annexe p. 18.]

<sup>305</sup> Les capitalistes et les colonialistes portugais préparent les soldats portugais à commettre ces crimes. «Moçambique: Alguns padres denunciaram os massacres feitos pelo exército português em Moçambique» . *Op. Cit.* [En annexe.p. 7-8.]

coloniale non seulement la politique colonialiste du régime portugais mais également la défense des intérêts « capitalistes » en Afrique.

Il est intéressant de noter que, selon la presse des exilés, le peuple des colonies n'est pas la seule victime du régime dictatorial de l'*Estado Novo*, la population portugaise est elle-même victime de la politique colonialiste de ses dirigeants. Nous pouvons ainsi le lire dans l'article «A guerra colonial é um crime! desertores portugueses acusam<sup>306</sup>» publié dans le journal *Jornal do Emigrante*, lorsque le jeune déserteur Manuel Ilberto Costa Alfate déclare :

A continuação da guerra colonial é um crime não só contra o vosso povo guineense (e contra os povos de Angola e Moçambique), mas também contra o nosso povo de que a juventude se vê condenada a uma morte inútil em nome dos interesses dos que nos governam<sup>307</sup>

Ce message est également défendu par le journal *O Salto*, dans l'article « O hospital de Lisboa<sup>308</sup>», publié dans son n° 4 de mai 1971, dans lequel le journaliste affirme :

O povo português e africano são vítimas dos mesmos agressores: os colonialistas, os neo-colonialistas e os imperialistas<sup>309</sup>

Dans cette même idée de déconstruire l'image d' «ennemi du peuple portugais » dont pâtissent les mouvements indépendantistes, le *Boletim Anti colonial* communique un rapport secret<sup>310</sup> sur les pertes souffertes par ceux qu'il désigne comme les « angolanos partidários do movimento de libertação<sup>311</sup> » ajoutant entre parenthèse et entre guillemets la mention « (o « inimigo »). L'utilisation des guillemets ici précise que la désignation d'«inimigo» (ennemi) correspond au message de propagande de l'*Estado Novo* et non au point de vue défendu par le rédacteur. Ainsi l'article présente conjointement les pertes des mouvements indépendantistes angolais et les pertes de l'armée portugaise :

---

<sup>306</sup> «A guerra colonial é um crime: desertores portugueses acusam». *Op. Cit.* [En annexe.p. 19.]

<sup>307</sup> La prolongation de la guerre coloniale est un crime non seulement contre votre peuple guinéen (et contre les peuples d'Angola et du Mozambique) mais également contre notre peuple, dont la jeunesse se voit condamnée à une mort inutile au nom des intérêts de ceux qui nous gouvernent. «A guerra colonial é um crime! desertores portugueses acusam». *Op. Cit.* [En annexe. p. 19.]

<sup>308</sup> «O hospital de Lisboa», *O Salto*, n°4, mai 1971, p. 7. [En annexe. p. 55-56.]

<sup>309</sup> Le peuple portugais et le peuple africain sont victimes des mêmes agresseurs : les colonialistes, les néo-colonialistes et les impérialistes. « O hospital de Lisboa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>310</sup> « Dois relatórios secretos » *BAC-boletim anti-colonial*, n°5-6, février-mars 1973. p. 15-16. [En annexe. p. 89-90.]

<sup>311</sup> Les angolais partisans des mouvements de libération.

Ficamos a saber que nestes 8 anos o exército português matou, pelo menos 9359 pessoas e prendeu 26 219!!! Em contrapartida, segundo o mesmo relatório, as baixas causadas pelo “inimigo” somarem, só em 1970 4 195 pessoas<sup>312</sup>.

Nous pouvons noter ici la multiplication des points d'exclamation qui a pour but de souligner l'ampleur des pertes angolaises, ainsi qu'une nouvelle utilisation des guillemets lors de l'emploi du terme « inimigo ». De plus, l'article présente également une somme des morts, blessés et disparus prenant en compte de manière indifférenciée les soldats de l'armée portugaise et les membres des mouvement indépendantistes :

Isto quer dizer que a guerra colonial em Angola provocou, de ambos os lados e só no ano 1970: 1 639 mortos, 1739 feridos (dos quais 866 militares e 376 civis) e 2598 desaparecidos- um total de 13028 pessoas!<sup>313</sup>

Cet article a ainsi pour but de démontrer que la guerre coloniale est une hécatombe dont les responsables ne sont pas les indépendantistes angolais mais bien le régime portugais.

Le message véhiculé par la presse militante des émigrés portugais tente de démontrer que le peuple des colonies victime d'une guerre « assassine » et le peuple portugais instrumentalisé dans une guerre faite « a custa do sangue e da vida dos soldados<sup>314</sup> » ont en réalité le même ennemi. Celui-ci est désigné comme « inimigo comum<sup>315</sup> » ou « opressor comum<sup>316</sup> » : le régime portugais fascista<sup>317</sup> (fasciste) colonialista<sup>318</sup> (colonialiste) et capitalista<sup>319</sup> (capitaliste), le fait d'associer le capitalisme au fascisme révèle par ailleurs le prisme marxiste-léniniste omniprésent dans la presse politisée des émigrés.

---

<sup>312</sup> Nous savons qu'au cours des 8 dernières années l'armée portugaise a tué au moins 9359 personnes et emprisonné 26219 !!! D'autre part, selon le même rapport, les pertes causées par l'« ennemi » s'élèvent ne serait-ce qu'en 1970 à 4195 personnes.

<sup>313</sup> Cela veut dire que la guerre coloniale en Angola a provoqué, des deux côtés et à peine au cours de l'année 1970 : 1639 morts, 1739 blessés (dont 866 militaires et 376 civils) et 2598 disparus-un total de 13028 personnes. « Dois relatórios secretos ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 89-90.]

<sup>314</sup> Au prix du sang et de la vie des soldats. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria», *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>315</sup> Ennemi commun. Une occurrence dans: «Os desertores portugueses acusam!». *Op. Cit.* [En annexe. p. 24-26.]

<sup>316</sup> Oppresseur commun . Une occurrence dans :«Editorial: Em frente pela organização dos desertores !» *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°1, février 1973, p. 1-2. [En annexe. p. 67-68.]

<sup>317</sup>Plusieurs occurrences de l'adjectif “fasciste” dans: «Manifesto dos CLAC's», *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°1, février 1973, p. 4-5./ «Bárbaro crime da PIDE: o assassinato de Amílcar Cabral» *O Salto*, n°16, février 1973, p. 1-7./ «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa», *O Salto*, n°16, février 1973, p. 3. [En annexe. p. 70-81/p. 60-63/p. 64.]

<sup>318</sup> Plusieurs occurrences de l'adjectif “colonialista” dans : «Bárbaro crime da PIDE: o assassinato Amílcar Cabral» *Op. Cit.*/«Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria», *Op. Cit.* [En annexe. p. 61-63/p. 12.]

<sup>319</sup>Plusieurs occurrences de l'adjectif “capitalista” dans : «Guerra Colonial», *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble*, n° 10, juin 1973, p. 6/«Mais cinco desertores só duma vezada!...» *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble* n° 15 décembre 1973. [En annexe. p. 6./p. 9-11.]



Ce prisme marxiste-léniniste et cette volonté de sensibiliser l'opinion publique au lourd tribut que représente la guerre coloniale pour la population portugaise sont présents également dans le *Jornal do Emigrante*. En effet, dans un article publié en octobre 1968, « A guerra colonial : cerca de 200 mortos no periodo de Junho, Julho e Agosto<sup>320</sup> » le *Jornal do Emigrante* ne se contente pas de communiquer le nombre de soldats tués sur le champ de bataille les mois précédents. Il publie une liste complète fournissant par ordre alphabétique le nom et le lieu de naissance de chaque militaire ayant trouvé la mort en Afrique au cours des trois derniers mois précédant la publication de l'article. Outre une volonté informative évidente, le fait de communiquer non pas exclusivement le nombre de morts mais également leur identité, permet à la fois d'insister sur l'ampleur des pertes, mais également de rappeler la tragédie humaine qui se cache derrière les chiffres et les statistiques. De plus l'article s'accompagne d'un commentaire qui, dans une perspective marxiste-léniniste accuse « la bourgeoisie » vivant dans les colonies d'encourager la guerre coloniale afin de défendre ses richesses : « as suas roças e os seus diamantes<sup>321</sup> » (leurs plantations et leurs diamants). Cette dernière désignée par les termes de « fazendeiros » (grands propriétaires terriens) ou « tubarões » (requins), terme particulièrement péjoratif est mise en opposition avec le prolétariat, « os filhos do povo » (les fils du peuple), injustement sacrifiés pour défendre ses richesses. La même idée est défendue dans l'article « Um “comando” revela<sup>322</sup> » publié dans le n°9 du *Jornal do Emigrante*, où nous pouvons lire: « São os filhos do povo quem vai morrer e são os ricos quem recolhe os frutos<sup>323</sup> ».

Il est intéressant de souligner que les journaux marxistes-léninistes portugais publiés en France ont recours aux témoignages lorsqu'il s'agit de sensibiliser l'opinion publique au nombre croissant de morts sur le champ de bataille. Cependant, parmi ces multiples témoignages, un nombre important a également pour but d'informer le lecteur du nombre de blessés, mutilés et invalides de la guerre coloniale. Ainsi dans l'article « Um “comando” » revela », le journaliste Gabriel Raimundo, recueille les propos d'Armando dos Santos, officier des forces spéciales gravement blessé lors d'une explosion, ayant séjourné à l'hôpital de Luanda puis de Lisbonne avant de désertir. Ce dernier témoigne en premier lieu de l'ampleur du nombre de blessés lorsqu'il déclare : « só em Luanda havia dois mil, e em Lisboa cinco mil<sup>324</sup> » et de la

<sup>320</sup> «A guerra colonial : cerca de 200 mortes no período de Junho, Julho, e Agosto», *Jornal do Emigrante*, n°4, octobre 1968, p. 4. [En annexe. p. 14.]

<sup>321</sup> «A guerra colonial : cerca de 200 mortes no período de Junho, Julho, e Agosto». *Op. Cit.* [En annexe. p. 14.]

<sup>322</sup> RAIMUNDO . Gabriel .«Um “comando” revela », *Jornal do Emigrante*, n°9, Mars 1971. p. 5 [En annexe. p. 16-17.]

<sup>323</sup>Ce sont les fils du peuple qui vont mourir et ce sont les riches qui en récoltent les fruits.

<sup>324</sup> Seulement à Luanda il y en avait deux mille et à Lisbonne cinq mille.

gravité des mutilations insistant sur le fait que seuls deux cents soldats souffraient de blessures légères et décrivant les plus graves mutilations :

Uns sem braços, outros com corpo furado das balas. Alguns queimados por bomba e outros com pedaços de borracha na cara par tapar os buracos<sup>325</sup>.

De plus, le témoin met également en lumière les mauvais traitements que subissent les soldats, les erreurs médicales dont il a été lui-même victime à cause d'un caporal « complètement bêbado<sup>326</sup> » (complètement saoul), lui ayant fait une mauvaise injection. Plus largement, le témoignage insiste sur l'incompétence et le mépris des équipes médicales pour les blessés. En effet le témoin décrit la réaction de médecins face à un patient victime d'une grave erreur médicale lors d'une opération : « os médicos se riam de vê-lo chamar-lhes filhos da puta e mandá-los aprender a fazer operações à escola<sup>327</sup> ». Ainsi cet article souligne non seulement le terrible impact de la guerre sur les soldats, mais dénonce également le mépris et l'indifférence avec laquelle ces derniers sont traités. Il atteste de la profonde instrumentalisation et déshumanisation dont sont victimes les militaires, comme le souligne le témoin : « O soldado na tropa é como uma bola de farrapos que se atira para o caixote do lixo<sup>328</sup>. »

C'est justement en opposition à cette déshumanisation que la presse des exilés, par le recours aux témoignages tente de sensibiliser le lecteur en faisant appel à ses émotions à son empathie à travers des discours vécus et personnels. Nous avons déjà pu le constater lorsqu'il s'agissait de dénoncer les crimes de la guerre coloniale. Le même procédé est utilisé lorsqu'il s'agit de décrire les souffrances vécues par la population portugaise.

Ainsi dans l'article « O hospital de Lisboa<sup>329</sup> » publié en mai 1971 dans le n°4 du journal, *O Salto* sont décrites à la première personne du singulier des scènes tragiques : « cenas mais chocantes que qualquer pessoa que nunca viu, pode imaginar<sup>330</sup> » auxquelles le journaliste a lui-même assisté à l'hôpital de Lisbonne. Le témoignage se place principalement du point de vue des proches des victimes : une femme ne réussissant pas à reconnaître son mari et découvrant qu'il a perdu ses jambes. Une jeune mère accompagnée de son fils rendant visite à

---

<sup>325</sup> Certains sans bras, d'autres avec le corps criblé de balles. Certains brûlés par les bombes et d'autres avec des morceaux de caoutchouc dans le visage pour combler les trous. RAIMUNDO, Gabriel. *Op. Cit.* [En annexe. p. 16-17.]

<sup>326</sup> RAIMUNDO, Gabriel. *Op. Cit.* [En annexe. p. 16-17].

<sup>327</sup> Les médecins riaient de le voir les traiter de fils de pute et leur dire qu'ils devraient retourner à l'école apprendre à faire des opérations. RAIMUNDO, Gabriel. *Op. Cit.* [En annexe.p. 16-17.]

<sup>328</sup> Le soldat dans l'armée est comme un chiffon roulé en boule que l'on jette à la poubelle. RAIMUNDO, Gabriel. *Op. Cit.* [En annexe. p. 16-17.]

<sup>329</sup> « O hospital de Lisboa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>330</sup> Les scènes les plus choquantes que personne sans les avoir vu ne peut imaginer.

son époux devenu aveugle, ou encore un ancien collègue de travail du rédacteur lui-même, face à l'urne de son fils. En plus de ces discours tragiques, le journaliste dénonce la volonté du régime de dissimuler les mutilés de guerre afin d'occulter les terribles conséquences d'une guerre injustifiée, comme nous pouvons le lire :

Aqueles que são irremediavelmente perdidos, os colonialistas enviam-nos para sítios onde eles estão isolados da população para que esta não veja quais são os frutos que colhe o povo português dessa abominável repressão dos povos que lutam simplesmente porque querem o que é deles<sup>331</sup>

En une simple phrase, le rédacteur dénonce ainsi simultanément le lourd tribut physique que représente la guerre coloniale pour le peuple portugais, son caractère violent, répressif et injuste ainsi que la volonté du régime de dissimuler cette grave vérité à la population. Le journaliste va même jusqu'à comparer l'hôpital de Lisbonne à une prison :

As cenas mais incríveis se vêm nesse hospital-prisão, donde os doentes mais inutilizados não podem sair, para não mostrar ao povo os resultados da guerra<sup>332</sup>.

Cette même idée est présente dans une lettre du courrier des lecteurs publiée dans le journal *O Alarme* un peu plus d'un an plus tard sous le titre : « A maior miséria do mundo<sup>333</sup> » dans laquelle un lecteur relate sa visite aux blessés de la guerre coloniale dans une caserne lorsqu'il déclare : « fui dar com um grande quartel que fica perto da grande cadeia de Lisboa que me parece chamar-se « penitenciária<sup>334</sup> » ». Cette lettre témoigne à l'image de l'article de *O Salto* des ravages de la guerre sur la population portugaise comme nous pouvons le voir lorsque le journaliste décrit : « cada rapaz mais forte e mais cheio de vida, uns sem braço outros sem pernas, outros cegos<sup>335</sup>. ».

Il est intéressant également de noter dans les deux publications ainsi que dans l'article « Um “comando” revela » l'utilisation du terme « inutilizados » pour désigner les soldats invalides. En effet, en portugais les termes *inválido*, *deficiente*, ou *mutilado*, existent et le terme « inutilizado » n'est pas un terme militaire officiel. Bien que dans ce contexte il soit utilisé comme synonyme d' « invalide », ce choix d'utiliser un terme proche de *inutilizar* qui peut à la fois signifier : « rendre inutile » mais également : « détruire » pourrait induire un sens sous-

---

<sup>331</sup> Ceux qui sont irrémédiablement perdus, les colonialistes les envoient dans des endroits isolés de la population pour que cette dernière ne voie pas quels sont les fruits que récolte le peuple portugais de cette abominable répression des peuples qui luttent simplement parce qu'ils veulent ce qui leur appartient. « O hospital de Lisboa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>332</sup> On assiste aux scènes les plus incroyables dans cet hôpital-prison, où les malades invalides ne peuvent pas sortir, pour ne pas montrer au peuple les résultats de la guerre. « O hospital de Lisboa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 53-54.]

<sup>333</sup> « A Maior miséria do mundo », *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble*, n°2, octobre 1972, p. 5. [En annexe. p. 4.]

<sup>334</sup> Je me suis rendu dans une grande caserne près de la grande prison de Lisbonne, qui s'appelle « pénitencier », il me semble.

<sup>335</sup> Ces garçons si forts et si pleins de vie, certains sans bras, d'autres sans jambes et certains aveugles.

jacent .Ainsi l'utilisation de l'adjectif « inutilizado » tendrait à souligner comment les invalides de guerres ont été à la fois anéantis par la guerre coloniale, mais également comment ils ont été déshumanisés et instrumentalisés, considérés aujourd'hui comme des « objets », « inutiles » pour la société.

De plus la lettre « A maior miséria do mundo<sup>336</sup>», à l'image de l'article « O hospital de Lisboa<sup>337</sup>» incrimine à son tour directement le régime portugais désigné comme seul responsable de la guerre coloniale et par conséquent des séquelles physiques des anciens combattants comme nous pouvons le lire : « Estão alí aqueles rapazes para toda a sua vida inutilizados por causa do regime<sup>338</sup>».

### **c) Lutter contre la propagande salazariste : Informer sur les mouvements de lutte anticolonialistes et antifascistes dénoncer la répression du régime**

La condamnation de l'*Estado Novo* est au cœur de la presse des exilés, il s'agit non seulement d'une presse qui défend l'anticolonialisme mais également de l'organe de communication de nombreux groupes marxistes-léninistes. En cela comme nous l'avons vu les journalistes prétendent défendre un discours de « vérité » qui s'oppose à la propagande du régime, présente dans la presse « légale » portugaise cette dernière étant soumise à la censure. La dénonciation de la guerre coloniale est un sujet crucial pour les déserteurs et réfractaires réfugiés en France. Cependant les rédacteurs de la presse des exilés s'affirment également comme des militants de l'opposition. Dans le cadre de la lutte active contre le colonialisme et contre l'*Estado Novo* ils cherchent également à informer le lecteur sur deux sujets hautement soumis à la censure du régime. L'ampleur de l'opposition à la guerre coloniale et au régime et la forte répression qui sévit au Portugal, mais également dans les colonies contre les militants anticolonialistes et antifascistes.

Dans les années 1970, les manifestations anticoloniales se multiplient, comme nous pouvons le voir dans l'article « Manifestações anticoloniais em Portugal<sup>339</sup> » publié dans le deuxième numéro de *A Voz do Desertor* de mai 1973, cet article se propose de faire un bilan

---

<sup>336</sup> «A maior miséria do mundo». *Op. Cit.* [En annexe. p. 4.]

<sup>337</sup> «O hospital de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>338</sup> Là-bas se trouvent ces hommes invalides pour le restant de leurs jours à cause du régime. «A maior miséria do mundo». *Op. Cit.* [En annexe. p. 4.]

<sup>339</sup> «Manifestações anticoloniais em Portugal», *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°2, mai 1973, p. 1-7. [En annexe. p. 73/75.]

presque au jour le jour de la progression de la lutte anti-coloniale en présentant une liste des différentes manifestations organisées à travers tout le pays dans les mois précédents :

Em Dezembro passado realizou-se uma manifestação popular (...) a 9 de fevereiro teve lugar em Lisboa outra manifestação anticolonial (...) no dia 21 de Fevereiro, várias centenas de pessoas manifestaram em Lisboa os seu repúdio à criminosa guerra colonial (...) Finalmente em princípios de Abril foram desencadeadas várias manifestações de rua anticolonialistas e antifascistas nas cidades de Lisboa, Porto, Coimbra, Aveiro (...) Ainda em Lisboa, princípios de Abril decorreu uma manifestação anticolonialista e antifascista (...) Em Coimbra no 5 de Abril, várias centenas de estudantes organizaram uma manifestação em Frente da Faculdade de Letras (...) No mesmo dia, no Porto vários grupos manifestantes organizaram manifestações-relâmpago (...) No dia 8 de Abril, em Aveiro teve lugar uma manifestação de mais de mil pessoas<sup>340</sup>.

Le fait de présenter une liste aussi détaillée qui s'attarde sur chaque manifestation, précisant le lieu et le nombre de participants, révèle la volonté du rédacteur de démontrer l'ampleur du mouvement anticolonial et de sa diffusion dans tout le pays. Ce message est présent dès les premières lignes de l'article :

Nos últimos tempos tem crescido a resistência do nosso povo à política colonialista do governo de Marcelo Caetano e à guerra imperialista por ele conduzida em África (...) cresce a solidariedade das massas populares aos povos das colónias, dentro duma linha verdadeiramente internacionalista<sup>341</sup>.

La lutte anticoloniale est ici toujours associée à la lutte contre le régime, comme nous pouvons le voir les nombreuses manifestations citées sont presque systématiquement qualifiées comme : « anticolonialistas e antifascistas » (anticolonialistes et antifascistes).

Cet article a pour but de démontrer la montée en puissance de l'opposition à la guerre et au régime mais prétend également révéler la forte répression dont sont victimes les militants contestataires. Ainsi sont mentionnées dans l'article les violentes confrontations entre la police et les manifestants, le « gigantesco aparelho repressivo montado pelo fascismo<sup>342</sup> » donnant

---

<sup>340</sup> En décembre dernier a eu lieu une manifestation populaire (...) le 9 février a eu lieu à Lisbonne une autre manifestation anticoloniale (...) le 21 février, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Lisbonne leur rejet de la guerre coloniale (...) Finalement début avril ont été organisées de nombreuses manifestations de rue anticolonialistes et antifascistes dans les villes de Lisbonne, Porto, Coimbra et Aveiro (...) Encore à Lisbonne au début d'Avril a eu lieu une manifestation anticolonialiste et antifasciste (...) À Coimbra le 5 avril plusieurs centaines d'étudiants ont organisé une manifestation devant le Faculté de Lettres (...) Le même jour à Porto, plusieurs groupes de manifestants ont organisé des manifestations éclair (...) Le 8 avril à Aveiro a eu lieu une manifestation de plus de mille personnes. «Manifestações anticoloniais em Portugal». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73/75.]

<sup>341</sup> Ces derniers temps la résistance de notre peuple à la politique colonialiste du gouvernement de Marcelo Caetano et la guerre impérialiste menée par ce dernier en Afrique s'est accrue (...) La solidarité des masses envers les peuples des colonies se renforce, dans une ligne vraiment internationaliste. «Manifestações anticoloniais em Portugal». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73/75.]

<sup>342</sup> Gigantesque appareil répressif mis en place par le fascisme. «Manifestações anticoloniais em Portugal». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73/75.]

lieu à de nombreuses blessures et arrestations de militants. Le rédacteur met en lumière la violence répressive des forces de l'ordre, quasiment exclusivement désignées tout au long de l'article comme « polícia fascista » (police fasciste), rappelant ainsi au lecteur que la police n'est autre qu'un instrument d'oppression au service du régime.

Si l'article traite principalement de manifestations non violentes, il mentionne également des opérations militantes bien plus extrême à l'image de l'explosion de trois bombes artisanales, visant des installations de l'armée à Lisbonne ayant causé neuf blessés et un mort. Elles y sont explicitement condamnées comme « atentatos terroristas » (attentats terroristes) qui s'opposent à la véritable « força revolucionária de massa » (force révolutionnaire de masse). En effet, si l'idéologie marxiste-léniniste, défend la révolution armée et donc l'utilisation de la violence révolutionnaire, nombre de militants maoïstes, ne considèrent cette violence comme légitime que si elle résulte d'« actions de masse », représentatives du peuples et non menées par des groupes isolés.

Cette ligne idéologique est suivie par le PCP (m-l) auquel est rattaché le journal *A voz do Desertor*. Elle s'exprime clairement dans la façon que la publication a de traiter la *Vigília da Capela do Rato*. (Veillée de la Chapelle du *Rato*), action anticoloniale menée par la JEC *Juventude Estudantil Católica* (Jeunesse Étudiante Catholique) et des militants catholiques progressistes occupant la chapelle pour dénoncer la guerre coloniale dans la nuit du 31 décembre 1972. En effet, si dans l'article « Manifestações em Portugal <sup>343</sup>» le journaliste se félicite en partie de ce rassemblement qui démontre que :

é cada vez maior o número de cristãos que rompe com as amarras com que o alto-clero fascista e colonialista os tenta prender<sup>344</sup>

Il n'en souligne pas moins la présence d'éléments « reformistas » (réformistes) et « neocolonialistas » (néocolonialistes)<sup>345</sup>, ce qui témoigne d'un certain sectarisme de la part de la rédaction. Il dénonce également certaines actions violentes menées en marge de la manifestation. Il s'agit de la dissémination par les *Brigadas Revolucionárias*<sup>346</sup> (Brigades

---

<sup>343</sup> «Manifestações em Portugal». *Op. Cit* .[En annexe. p. 73/75.]

<sup>344</sup> Le nombre de chrétiens qui rompent les liens avec lesquelles tentent de les retenir le haut clergé fasciste et colonialiste est de plus en plus important. «Manifestações em Portugal». *Op. Cit* .[En annexe p. 73/75.]

<sup>345</sup> Les termes «reformistas» et «neocolonialistas» désignent ici la gauche socialiste réformiste de l'ASP (Acção Socialista Portuguesa) à laquelle les mouvements marxistes-léninistes reprochent entre-autre sa position ambiguë en ce qui concerne la question coloniale , mais également le PCP que les maoïstes accusent d'avoir abandonné la voie révolutionnaire et d'avoir cédé au réformisme.

<sup>346</sup> Les *Brigadas Revolucionarias* sont un groupe armé de la gauche radicale fondé en 1970 en rupture avec le PCP ils défendent la révolution armée et se livrent à de nombreuses actions de sabotage visant notamment des locaux de l'armée dans le but de soutenir la lutte anticoloniale. Ils entretiennent des liens avec certains catholiques progressistes. [“Entrevista com Nuno Teotónio Pereira e Fernando Rosas”.*Em tempo de mudança, a História*

Révolutionnaires) aux quatre coins de la ville de petits engins explosifs, censés diffuser des tracts anticolonialistes, ayant blessés deux enfants. *A Voz do Desertor* condamne ainsi une « acção isolada da luta de massa que (...) só serve a demagogia fascista e tem o justo repudio popular<sup>347</sup> » dénonçant ainsi une action néfaste pour la lutte anticoloniale et même utile à la propagande du régime. Cette crainte d'une instrumentalisation des incidents survenus en marge de la *Vigília da Capela do Rato* ne semble pas infondée, si l'on se réfère à une publication antérieure d'un autre journal, également, lié au PCP (m-l), le journal *O Salto*. Dans son article « A PIDE reprime uma reunião anticolonial de Lisboa <sup>348</sup>», cite l'agence de presse *Novaport*<sup>349</sup> et atteste de manière somme toute hyperbolique d'une « intensa campanha demagógica, macabra e histórica<sup>350</sup> » menée par le régime dans la presse, la radio mais aussi à la télévision à la suite de ces évènements.

Il apparaît ainsi que la dénonciation de la violence fait partie intégrante du combat pour gagner le soutien de l'opinion publique. Si certains journaux tels que *A Voz do Desertor* font le choix de dénoncer les actions violentes de groupes militants concurrents, les journalistes de *O Salto*, quant à eux, dans l'article qu'ils consacrent à la *Vigília da Capela do Rato*, préfèrent mettre en avant la violence de la « selvática repressão » (sauvage répression) à l'encontre de l'opposition antifasciste et anticolonialiste dont ont été victimes les militants catholiques. L'article révèle ainsi l'ampleur du dispositif policier «cerca de 10 carrinhas com polícias de choque e cães-polícias e dezenas de transeuntes-pides<sup>351</sup>», le nombre d'arrestations ; « as brigadas fascistas efectuaram dezenas de prisões <sup>352</sup>», ainsi que l'ampleur des sanctions allant jusqu'à toucher des fonctionnaires : « o conselho de ministros fascista decidiu demitir das suas funções doze funcionários públicos que estiveram presentes na reunião de 31 de Dezembro<sup>353</sup>.»

---

*do Século XX*. Antena 2 . 8 mai 1998 . Consulté le 26 avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=Tc1339>

<sup>347</sup> Action isolée de la lutte de masse qui (...) sert uniquement la démagogie fasciste et inspire à la population un rejet légitime. «Manifestações anticoloniais em Portugal». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73/75.]

<sup>348</sup> «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa», *O Salto*, n°16, février 1973, p. 3. [En annexe. p. 62.]

<sup>349</sup> *Novaport* est une agence de presse clandestine fondée en 1972 au Portugal par la PCP(m-l). [CARDINA, Miguel, *Margem de certa maneira o maoismo em Portugal 1964-1974*. *Op. Cit.* p. 71.]

<sup>350</sup> Intense campagne démagogique, macabre et hystérique.

<sup>351</sup> Près de 10 camionnettes avec des policiers anti-émeute et des chiens policiers et des dizaines d'agents de la PIDE en civil.

<sup>352</sup> Les brigades fascistes ont effectué des dizaines d'arrestations. «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 64.]

<sup>353</sup> Le conseil des ministres fasciste a décidé de démettre de leurs fonctions douze fonctionnaires publics qui étaient présents lors de la réunion du 31 décembre. «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe.p. 64.]

Cet article publié dans le seizième numéro du journal *O Salto* prétend principalement démontrer que la répression fasciste (l'adjectif « fascista » apparaît à cinq reprises dans l'article) n'épargne personne, comme le laisse entendre la conclusion de l'article « O fascismo não perdoa mesmo aos cristãos <sup>354</sup> » et révèle un message moins clivant que celui communiqué par *A Voz do Desertor*. Il tend ainsi plutôt à appeler à une forme de solidarité entre les militants qui dans leur lutte contre la guerre coloniale ont un ennemi commun : la « burguesia colonialista » (bourgeoisie colonialiste). Ici encore, désigner la « bourgeoisie » comme ennemi renvoie à la lutte des classes et par conséquent aux positions marxistes-léninistes du journal.

Les articles « Manifestações anticoloniais em Portugal <sup>355</sup> » du journal *A Voz do Desertor* et « A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa <sup>356</sup> » du journal *O Salto* permettent de mettre en lumière la violence policière envers les manifestants, les tentatives du régime d'étouffer tout mouvement contestataire ainsi que les emprisonnements systématiques des opposants. Cependant la presse des exilés désire également révéler le sort réservé aux militants antifascistes et anticolonialistes, en tant que prisonniers politiques, en dénonçant l'un des aspects les plus sombres de la répression fasciste, la torture pratiquée par la police politique.

Une fois encore la presse marxiste-léniniste a recours au témoignage. Dans le premier numéro du journal *Lutte* publié en janvier 1972, le Comité de Soutien aux déserteurs publie un article qui n'est autre qu'un extrait de la *Circulaire n°13 du 13 décembre 1971 de la Commission Nationale de Soutien aux Prisonniers Politiques*, au titre évocateur : « Témoignage de Torture <sup>357</sup> ». L'article basé sur les déclarations de José Pedro Correia Soares, arrêté en juin 1971 pour ses liens avec le PCP <sup>358</sup>, relate avec détails et précisions les souffrances subies par ce dernier aux mains de la DGS à la prison de Caxias (prison réservée aux prisonniers politiques).

L'article atteste d'abord de la torture physique qu'a subi le prisonnier, frappé dans un premier temps, « à coup de poings violents dans le ventre », puis « recevant des coups de pieds » et même « fouetté brutalement » au point de maculer ses vêtements de sang. Mais il révèle également le recours à la privation de sommeil, méthode de torture à la fois physique et

---

<sup>354</sup> Le fascisme ne pardonne pas, pas même aux chrétiens. «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 64.]

<sup>355</sup> «Manifestações anticoloniais em Portugal». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73/75.]

<sup>356</sup> «A PIDE reprime uma reunião anticolonial numa capela de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 64.]

<sup>357</sup> «Un témoignage de torture», *Lutte- bulletin du comité de soutien aux déserteurs portugais en France* n°1, janvier 1972, p. 27-29. [En annexe. p. 39-41].

<sup>358</sup> ANTUNES, José Freire. *Sá Carneiro: um meteoro nos anos setenta*. Lisboa: Publicações Dom Quixote, 1982. p. 43.



psychologique à laquelle la police politique portugaise a souvent recours<sup>359</sup> : en tout « 21 jours et nuits sans pouvoir dormir<sup>360</sup> ». Le témoignage révèle en effet, outre la violence physique une « pression psychologique permanente » exercée par les agents de la DGS « visant à obtenir des confessions du prisonnier ».

Le témoin évoque ainsi des menaces « diverses et incessantes<sup>361</sup> », dont de nombreuses menaces de mort, comme nous pouvons le lire : « celle qu'on lui tirerait une balle dans la tête ». Comme le déclare le témoin :

les interrogateurs insistaient toujours sur le fait qu'il était nécessaire que le prisonnier révèle tout, car l'alternative consistait à parler, mourir ou devenir fou .

Cet article dépeint ainsi les terribles sévices auxquels sont soumis les opposants politiques portugais dans le but de les faire parler mais également de les briser psychologiquement. Il s'agit bien ici de dénoncer la violence de la torture dont a été victime José Pedro Correia Soares, désignée de manière hyperbolique comme « l'intensité monstrueuse des souffrances infligées à José Pedro », mais également le fait qu'il s'agit d'une pratique généralisée. L'article révèle ainsi également un nombre accru de tentatives de suicide et de dépression chez les prisonniers « aux mains de la DGS » qu'il met directement en relation avec les pratiques tortionnaires de la police politique. Il est de plus intéressant de noter ici le choix du Comité de Soutien au Déserteur de publier cet article dans le premier numéro de la version française de son journal. Cela témoigne de la volonté de ses rédacteurs de sensibiliser également l'opinion publique française à l'ampleur de la répression fasciste portugaise en révélant la pratique de la torture, fait largement ignoré par la population française.

La presse des exilés consacre, comme nous l'avons vu une attention particulière à la lutte anticoloniale des opposants portugais ainsi qu'à la répression qu'ils subissent de la part du régime de l'*Estado Novo* au Portugal. Cependant, les journalistes de la presse maoïste portugaise publiée en France, dans leur lutte contre la guerre coloniale s'attachent également à informer sur la répression qui touche les militants indépendantistes en Afrique. Comme nous pouvons le voir dans l'article « *Prisões em Angola*<sup>362</sup> », publié dans le n°3 de mars 1971 du journal *O Salto* qui se réfère à « uma vaga de prisões sobre anticolonialistas tanto em Portugal

---

<sup>359</sup> CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira. Op. Cit.* p. 291.

<sup>360</sup> « Un témoignage de torture ». *Op. Cit.* [En annexe p. 39-41.]

<sup>361</sup> *Idem.*

<sup>362</sup> « *Prisões em Angola* » *O Salto*, n°3, mars 1971, p. 7-8. [En annexe. p. 51/54.]

como nas colónias<sup>363</sup>» initiée en 1970. L'article révèle ainsi l'arrestation de 70 anticolonialistes, dont un grand nombre d'étudiants, ayant été menacés de « fuzilamento imediato » (exécution immédiate) et soumis à « todo o tipo de tortura » (tous les types de torture) allant jusqu'à causer la mort de l'un d'entre eux.

Ces jeunes anticolonialistes avaient été majoritairement emprisonnés sans jugement. L'article s'attarde d'ailleurs sur l'iniquité et le racisme des autorités portugaise précisant que seuls les deux « combatentes » blancs parmi les 70 prisonniers vont bénéficier d'un procès, tandis que les autres ont déjà été incarcérés sur simple décision administrative. C'est cette « pura « medida administrativa<sup>364</sup> » » (pure « mesure administrative ») comme le souligne l'article, des autorités coloniales influencées par la PIDE qui a condamné à une peine d'emprisonnement allant de 15 à 20 ans ces militants anticolonialistes, dont certains sont accusés d'avoir détourné un avion de la DTA Divisão dos Transportes Aéreos (Division des Transports Aériens d'Angola).

Il ne s'agit pas ici d'une condamnation ordinaire, non seulement par la durée des peines encourues particulièrement longues, mais également par le type de détention lui-même. En effet, les anticolonialistes arrêtés ne sont pas détenus dans des prisons classiques, avec des prisonniers de droit commun, mais envoyés à Tarrafal et à São Nicolau dans des « campos de concentração » (camps de concentration). L'article insiste particulièrement sur ce point, d'ailleurs, les termes « prisão » ou « cadeia » (prison) n'y sont pas mentionnés. Il est à noter également l'usage quasi-systématique du terme « deportar » (déporter), qui rappelle les pratiques du régime nazi.

L'article révèle en outre l'existence d'autres camps de concentration à Missombo (Province de Cabinda en Angola) et Baía dos Tigres (île appartenant à l'Angola) ainsi que l'ampleur du nombre de détentions politiques d'anticolonialistes : « vários milhares » (plusieurs milliers). Le camp de São Nicolau abritant à lui seul 2900 nationalistes. Si le message dénonciateur reste le fond de l'article l'analyse des paradigmes désignationnels utilisés tout au long de la publication pour qualifier les indépendantistes africains se révèle particulièrement intéressante. Non pouvons ainsi relever l'emploi du termes « patriotas » (patriotes), et des groupes nominaux « heróicos combatentes » (combattants héroïques) et « melhores filhos do povo africano » (meilleurs fils du peuple africains), formules hautement

---

<sup>363</sup> Une vague d'arrestations d'anticolonialistes au Portugal et dans les colonies. [Notre traduction.]

<sup>364</sup> «Prisões em Angola». *Op. Cit.* [En annexe. p. 52/54.]

mélioratives qui attestent à elles-seules du soutien et de la solidarité manifestés par le journaliste envers les mouvements indépendantistes africains.

## B. Un discours qui revendique la solidarité avec les mouvements indépendantistes africains

### a) Une guerre injuste et illégitime : Dénonciation du colonialisme et revendication du droit à l'autodétermination des peuples

Comme nous avons pu le voir, les journalistes de la presse des exilés dénoncent dans de nombreux articles une guerre qu'ils jugent criminelle, révélant non seulement les massacres de population civile en Afrique mais également l'impact tragique de la guerre coloniale sur la population portugaise. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, la presse militante portugaise publiée en France dans les années 1970 est fortement influencée par des groupes maoïstes. Les journaux qui se font les porte-paroles des déserteurs et réfractaires sont tous liés à la gauche radicale. La doctrine marxiste-léniniste est visible dans tous les titres qui composent notre corpus. Or, l'idéologie marxiste-léniniste n'a rien de pacifique, en effet elle défend la révolution armée. Le rejet de la guerre coloniale n'est donc pas un rejet de la guerre en tant que telle, mais l'expression d'une opposition à une guerre jugée illégitime. Cette opposition trouve son origine dans l'anticolonialisme et l'internationalisme défendus par les mouvements maoïstes portugais<sup>365</sup>. Ainsi ces derniers ne se contentent pas de condamner la guerre coloniale mais expriment également leur solidarité envers les mouvements de libération et leur soutien à la lutte pour l'indépendance des colonies africaines, considérée comme une guerre « juste ». Cette position est clairement affirmée dans le manifeste des CLACS, dont le journal *A Voz do Desertor* reproduit quelques extraits dans son premier numéro :

Os Comités de Luta Anticolonial e Anti-Imperialista, distinguindo as guerras justas das guerras injustas e alinhando pela emancipação dos povos, lutam pela derrota total do exército imperialista português e pela vitória dos exércitos de libertação das colónias<sup>366</sup>

---

<sup>365</sup> «Editorial: Em frente pela organização dos desertores ! » *Op. Cit.* [En annexe. p. 67-68.]

<sup>366</sup> Les Comités de Lutte Anticoloniale et Anti-impérialiste, distinguant les guerres justes des guerres injustes et prenant parti pour la juste émancipation des peuples, luttent pour la défaite totale de l'armée impérialiste portugaise et pour la victoire des armées de libération des colonies. «Manifesto dos CLAC's», *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portuguesas*, n°1, février 1973, p. 4-5. [En annexe. p. 70-71.]

La presse des exilés oppose ainsi la « justa luta » (juste lutte) des peuples des colonies à la guerre « injusta<sup>367</sup> » (injuste) menée par l'armée portugaise en Afrique. Afin de convaincre le lecteur de la légitimité du combat mené par les mouvements indépendantistes en Afrique, les journalistes de la presse militante portugaise publiée en France dénoncent le système colonial. Pour cela ils s'attaquent en premier lieu directement à l'un des principaux arguments présents dans la propagande du régime qui justifie la colonisation, celui de la mission civilisatrice des portugais en Afrique. Ainsi dans l'article « Na frente de Batalha<sup>368</sup> » publié dans le premier numéro de *A voz do Desertor* le rédacteur affirme au contraire que l'objectif de la politique coloniale a toujours été de « manter os trabalhadores moçambicanos na ignorância total<sup>369</sup> » afin de « melhor os poder explorar<sup>370</sup> ».

Dans l'article « Há 10 anos Angola levantou-se » publié dans le journal *O Salto* la même remise en question de la mission civilisatrice des portugais en Afrique est présente. Le journaliste y oppose la prétendue mission de « converter os selvagens a religião católica e alargar a nossa gloriosa Pátria<sup>371</sup> » présentée ici ironiquement comme le discours de l'Histoire officielle du Portugal dictée par le régime et ce qu'il défend comme étant la véritable Histoire de la présence coloniale en Angola, marquée par l'exploitation du peuple, l'esclavage dans un premier temps, l'appropriation des terres par la violence, puis le recours aux travaux forcés, présentés comme une « outra forma de escravatura<sup>372</sup> ». Nous pouvons remarquer ici que cette analyse historique se base sur une perspective dialectique de l'Histoire<sup>373</sup>. Le rédacteur dénonce ici la mission civilisatrice des Portugais en Afrique comme un argument de propagande du régime au service d'intérêts purement mercantiles lorsqu'il déclare : « O que quieriam era prata e o comércio de escravos<sup>374</sup> ». Il met en cause ici le régime : « O povo angolano não foi

---

<sup>367</sup> Plusieurs occurrences de l'adjectif « injusta » dans les articles : « Entrevista com dois desertores » *O Salto*, n°7, décembre 1971, p. 7-2/ « Há 10 anos, Angola levantou-se ! ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 52-53.]

<sup>368</sup> « Na frente de batalha », *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses* n°1, février 1973, p. 3.. [En annexe.p. 69]

<sup>369</sup> Maintenir les travailleurs mozambicains dans l'ignorance la plus totale.

<sup>370</sup> Mieux pouvoir les exploiter.

<sup>371</sup> Convertir les sauvages à la religion catholique et agrandir notre glorieuse Patrie. « Há 10 anos, Angola levantou-se ! ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 52-53.]

<sup>372</sup> Autre forme d'esclavage.

<sup>373</sup> Selon Marx l'Histoire est définie par les rapports antagonistes de classe : « Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ; au Moyen-Âge des seigneurs, des vassaux, des maîtres de corporation, des compagnons, des serfs et, de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière. La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. » [MARX, K., ENGELS, Friedrich, BOTTIGELLI, Émile, et al. *Op. Cit.* p. 10.]

<sup>374</sup> Ce qu'ils voulaient c'était l'argent et le commerce d'esclaves.

civilizado como dizem os fascistas<sup>375</sup> », mais également les propriétaires terriens et les industriels portugais désignés comme « os senhores que se alimentam do trabalho dos angolanos<sup>376</sup> », et présentés ici clairement comme les exploités du peuple angolais qui diffusent la propagande du régime pour défendre leurs intérêts. L'argumentation de cet article présente deux aspects, dénoncer la violence et l'oppression comme inhérentes à la colonisation mais également décrédibiliser le discours officiel du régime en dénonçant ce qu'il présente comme la véritable motivation de la colonisation : la quête de richesses. Ainsi il oppose le discours officiel du régime à un discours de « vérité » qui prétend révéler au lecteur l'illégitimité de la colonisation.

Si une partie des articles anticolonialistes publiés dans la presse des exilés articulent leur argumentation autour de la dénonciation de l'illégitimité de la domination coloniale, certains articles, vont quant à eux se concentrer sur la revendication de la légitimité de la lutte indépendantiste des peuples des colonies africaines. Une partie de leur argumentation se base sur l'affirmation du droit à l'autodétermination des peuples. Cette affirmation ne fait parfois pas l'objet de discours très argumentés mais est présentée par les journalistes ou à travers la voix des témoins, comme un fait simple et naturel. Nous l'avons déjà relevé dans l'article « O hospital de Lisboa<sup>377</sup> » lorsque le rédacteur définit l'action des mouvements indépendantistes africains comme le combat : « dos povos que lutam simplesmente porque querem o que é deles<sup>378</sup> ». Notons ici l'emploi du terme « simplesmente » (simplement) qui témoigne de la volonté du rédacteur de souligner à quel point les revendications indépendantistes des mouvements de libérations sont naturelles et donc légitimes. Le même type de déclarations est présent dans un article antérieur du journal *O Salto* qui restitue le témoignage d'un émigré portugais refusant que son fils participe à la guerre coloniale. Ce dernier affirme : « Não era eu que ia deixar meu filho ir para lá matá-los. Estão a lutar pela sua liberdade e pela sua terra e fazem muito bem<sup>379</sup> ». En effet, ces déclarations défendent l'idée que les Africains, d'Angola, du Mozambique, de Guinée Bissau, du Cap-Vert et de São Tomé, représentent des peuples à part entière qui se distinguent du peuple portugais. Ainsi, les mouvements indépendantistes qui prennent les armes contre la domination portugaise, ne font que défendre le territoire de leur peuple, territoire qui leur appartient. Cette idée est parfaitement résumée en une phrase dans

---

<sup>375</sup> Le peuple angolais n'a pas été civilisé comme disent les fascistes.

<sup>376</sup> Les seigneurs qui se nourrissent du travail des angolais.

<sup>377</sup> «O hospital de Lisboa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>378</sup> Des peuples qui luttent pour ce qui leur appartient. «O hospital de Lisboa», *Op. Cit.* [En annexe. p. 55-56.]

<sup>379</sup> Ce n'est pas moi qui allais laisser mon fils aller là-bas les tuer. Ils luttent pour leur liberté et pour leurs terres et ils ont bien raison. ALMEIDA, João. *Op. Cit.* [En annexe.p. 49-51.]

l'article «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria», publié en janvier 1974 dans le journal *O Alarme* lorsque le journaliste déclare :

Quando estes povos (...) se revoltam para reclamarem os seus direitos, então o governo colonialista português manda para lá o exército par matar quem luta por aquilo a que tem direito<sup>380</sup>

Il est intéressant de constater le recours à une approche pédagogique qui, pour défendre le droit à l'autodétermination des peuples africains des colonies, opère une analogie entre la lutte des peuples africains pour se libérer du joug colonial et la lutte du peuple portugais pour regagner son indépendance durant la guerre de Restauration. Cette analogie est notamment exprimée à travers la voix d'un personnage fictif dans un billet du journal *O Alarme* publié en juin 1973, « O Silva, O Zé e os seus problemas », lorsque Silva, émigré portugais en France, tente de convaincre son ami Zé, également émigré, de la légitimité de la lutte des peuples des colonies pour leur indépendance il affirme :

Lembras-te, na época dos reis, os Espanhóis governaram Portugal durante 60 anos e os Portugueses lutaram para os pôr de lá para fora porque Portugal é dos Portugueses como a Espanha é dos Espanhóis. Ora a guerra dos povos africanos para a sua independência é precisamente igual<sup>381</sup>.

Il s'agit d'un billet satirique qui met en scène deux personnages fictifs pour convaincre le lecteur. On y oppose ici le discours de Zé, peu argumenté, qui affirme la légitimité de la colonisation portugaise au discours de Silva qui défend le droit à l'autodétermination des peuples des colonies et représente les arguments des rédacteurs. À la fin du billet, Zé est convaincu par les arguments de Silva. Ces deux personnages sont présents fréquemment dans des billets publiés par le journal *O Alarme* qui présentent toujours la même structure, le personnage de Zé représentant une image caricaturale de l'émigré, influencé par la propagande du régime, ramené à la raison par les arguments de son ami Silva. Le recours à la satire et à une argumentation simple démontre ici que les journalistes de la presse des exilés diversifient leur discours pour tenter de convaincre leurs lecteurs.

---

<sup>380</sup> Quand ces peuples (...) se révoltent pour faire entendre leurs droits, alors le gouvernement colonialiste portugais envoie là-bas l'armée pour tuer ceux qui luttent pour ce à quoi ils ont droit. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria», *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>381</sup> Tu te souviens de l'époque des rois, les espagnols ont gouverné le Portugal pendant 60 ans et les portugais ont lutté pour les mettre dehors parce que le Portugal est aux Portugais comme l'Espagne est aux Espagnols. Et bien la guerre des peuples africains pour leur indépendance est exactement pareille. «O Silva, O Zé e os seus problemas», *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble, n° 10, juin 1973, p. 1-3.* [En annexe. p. 5.]

Il est intéressant de voir que cette analogie entre la lutte actuelle des peuples africains pour conquérir leur indépendance et la lutte passée des portugais pour défendre l'intégrité de leur territoire est présente également dans des textes argumentatifs émanant directement des mouvements indépendantistes. On la retrouve dans un communiqué du FRELIMO publié dans le journal *Lutte*, dans lequel le mouvement indépendantiste mozambicain s'adresse directement aux soldats portugais et affirme :

Tes ancêtres ont fait de même quand ils ont été envahis par les Arabes, par les Espagnols, par les Français ; ils ont lutté héroïquement pour défendre leur indépendance, pour refuser de se soumettre à un pouvoir étranger. C'est précisément cela que nous sommes en train de faire<sup>382</sup>.

Nous pouvons noter ici l'emploi de la deuxième personne du singulier qui traduit une volonté de rendre le discours plus personnel afin que chaque soldat susceptible de le lire ait l'impression que le message lui est directement adressé. De plus, le fait d'opérer une analogie entre l'Histoire du peuple portugais et les luttes actuelles des peuples africains est, comme nous l'avons dit, une manière pédagogique d'affirmer le droit à l'autodétermination des peuples. L'auteur, en se référant à l'Histoire portugaise, tente d'établir une proximité entre les deux peuples et de faire naître ainsi un sentiment de solidarité et d'empathie chez le lecteur. Nous pouvons le voir lorsque l'auteur du message affirme : « tes ancêtres ont fait de même » ou encore « c'est précisément cela que nous sommes en train de faire. » De plus, nous pouvons noter ici l'utilisation du terme hautement mélioratif « héroïquement » pour qualifier les luttes passées des Portugais, qui témoigne ici de la volonté de l'auteur de témoigner son respect et son admiration au peuple portugais, afin de mettre en évidence que la lutte pour l'indépendance des colonies n'est pas une lutte contre le Portugal mais une lutte « patriotique ».

En effet dans ce même message du FRELIMO est également défendue l'affirmation des territoires africains comme patries à part, entièrement distinctes du Portugal :

Pour qui est-ce que tu luttas ? On te dit que tu viens défendre ta Patrie, mais ta patrie c'est le Portugal, ce n'est ni le Mozambique, ni l'Angola, ni la Guinée. Chacun de ces pays est une patrie différente de la tienne.

La publication de ce message témoigne des contacts existants entre les mouvements indépendantistes africains et les comités de déserteurs en France. Le journal *Lutte* est en effet la version publiée en langue française du bulletin officiel du Comité de Soutien aux déserteurs

---

<sup>382</sup> « Message : message de la FRELIMO aux soldats portugais », *Lutte- bulletin du comité de soutien aux déserteurs portugais en France* n°1, janvier 1972, p. 32-37. [En annexe. p. 42-47.]

portugais en France. Comme nous le verrons ultérieurement, ce type de publications n'apparaît pas uniquement dans le journal *Lutte* mais également dans de nombreux autres journaux de la presse des exilés. Cela témoigne d'un véritable lien entre les combattants africains de différents mouvements indépendantistes et les groupes marxistes-léninistes portugais présents en France. Cependant ce message du FRELIMO se distingue comme nous l'avons vu par son ton très personnel, il s'agit ici d'une véritable lettre ouverte adressée aux soldats. Celle-ci tente d'établir une réelle solidarité entre le soldat portugais et les membres des mouvements indépendantistes.

Dans cette même optique, les rédacteurs de la presse militante tentent d'opérer un basculement de la perspective du lecteur en défendant la légitimité de la lutte pour l'indépendance. Dans cette idée, ce ne sont donc pas les membres des mouvements indépendantistes les terroristes, mais bien le régime portugais. Et c'est ce « terrorisme » que les Portugais doivent dénoncer, comme nous pouvons le lire dans l'article «Na frente de batalha», publié dans le premier numéro du journal *A voz do desertor*: «Os jovens anticolonialistas portuguesas devem denunciar com maior vigor estes crimes terroristas<sup>383</sup> ». L'adjectif « terrorista » est même employé directement pour qualifier le régime portugais dans l'article «Bárbaro crime da PIDE: o assassinato de Amílcar Cabral<sup>384</sup> » publié en février 1973 dans le journal *O Salto*, ainsi que dans l'article « O povo em luta: luta dos soldados<sup>385</sup> » publié en août 1973 dans le troisième numéro du journal *Luta*.

---

<sup>383</sup> Les jeunes anticolonialistes portugais doivent dénoncer avec la plus grande fermeté ces crimes terroristes. «Na frente de batalha». *Op. Cit.* [En annexe. p. 69.]

<sup>384</sup> «Bárbaro crime da PIDE: o assassinato de Amílcar Cabral» *O Salto*, n°16, février 1973, p. 1-7. [En anexe. p. 61-63.]

<sup>385</sup> «O povo em luta: luta dos soldados» *Luta- comité de apoio aos desertores portuguesas em França*, n°3, août 1973 p. 14. [En annexe. p. 27.]



## **b) Un prisme marxiste-léniniste : Une guerre au service du capital et de l'impérialisme**

Ce sentiment de solidarité que tentent de faire naître les rédacteurs de la presse des exilés chez le lecteur repose également sur l'appel à la solidarité de classe. En effet, nous avons déjà pu souligner que les journalistes dénonçaient la guerre coloniale comme une guerre menée au profit des intérêts capitalistes et au détriment du peuple et des travailleurs. Nous avons également pu constater qu'ils analysaient le phénomène de la colonisation selon une perspective dialectique de l'Histoire. Ainsi selon cette perspective, les travailleurs africains colonisés, au même titre que les travailleurs portugais, sont des prolétaires exploités par la bourgeoisie capitaliste. L'article « Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria<sup>386</sup> » illustre parfaitement cette pensée.

Le titre de l'article lui-même : Pour le peuple la guerre coloniale n'apporte que faim, deuil et misère, exprime le rapprochement opéré entre les travailleurs africains colonisés et les travailleurs portugais qui ici sont définis de manière indifférenciée comme « le peuple ». Ainsi, le journaliste dénonce parallèlement l'exploitation coloniale par la bourgeoisie désignés comme les riches seigneurs portugais : « Há já cerca de 500 anos que os senhores ricos de Portugal roubam as riquezas desses povos<sup>387</sup> » et l'exploitation des travailleurs portugais par cette même bourgeoisie, désignée en des termes hautement péjoratifs, tels que : « os cães grandes que nos roubam o esforço do nosso trabalho em Portugal <sup>388</sup> » ou comme les « ladrões que vivem à nossa custa<sup>389</sup> ». Nous pouvons noter la prédominance du verbe « roubar » (voler) qui apparaît cinq fois dans l'article, ainsi que de l'adjectif « roubado » (volé) appliqué tantôt aux peuples des colonies tantôt aux travailleurs portugais.

Ainsi, cet article dénonce la guerre coloniale comme une guerre assassine et illégitime mais également comme une guerre menée au nom des intérêts de la bourgeoisie au prix du travail des ouvriers et paysans mais surtout de leur vie. Le rédacteur appelle ainsi en premier lieu à une solidarité entre les travailleurs et les soldats portugais dans la lutte contre le régime et la guerre coloniale, puis à la fraternité avec les mouvements indépendantistes africains dans

---

<sup>386</sup> «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe.p. 12.]

<sup>387</sup> Cela fait déjà près de 500 ans que les riches seigneurs portugais volent les richesses de ces peuples. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>388</sup> Les grands chiens qui volent l'effort de notre travail au Portugal. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>389</sup> Les voleurs qui vivent à nos dépends. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

la lutte contre le colonialisme au nom de la solidarité de classe et de l'internationalisme. Cet article reflète un prisme marxiste-léniniste et applique le concept de lutte des classes à la question coloniale. Selon cette perspective les Africains qui luttent pour leur indépendance sont des prolétaires au mêmes titres que les Portugais, comme nous pouvons le lire : « são trabalhadores como nós, como nós são também roubados e explorados<sup>390</sup> ». La répétition de la formule « como nós » (comme nous) exprime ici le positionnement du journaliste qui prétend parler au nom des intérêts du prolétariat dont il fait lui-même partie. Il s'agit également d'une manière emphatique d'affirmer l'unité de classe entre les travailleurs portugais et africains.

Selon cette perspective, les travailleurs portugais et les travailleurs africains ont en réalité le même ennemi : la classe dominante de la bourgeoisie, ici les « patrões capitalistas e imperialistas<sup>391</sup> », et devraient par conséquent lutter unis : « Por isso não é contra eles que os soldados portugueses devem apontar as armas mas sim, com eles<sup>392</sup> ».

L'affirmation de la solidarité de classe entre prolétaires portugais et africains contre l'ennemi commun que représente la bourgeoisie est un véritable *leitmotiv* que nous retrouvons dans un très grand nombre d'articles de la presse des exilés. Elle peut être revendiquée comme nous venons de le voir par le rédacteur lui-même. Cependant à de nombreuses reprises elle s'exprime par les déclarations de déserteurs recueillies par les journalistes. Nous pouvons le constater dans l'article « Mais cinco desertores só numa vezada !...<sup>393</sup> », entrevue de cinq déserteurs publiée en décembre 1973 dans le numéro 15 du journal *O Alarme*, dans laquelle Damião, l'un des déserteurs interrogés déclare : « os inimigos dos povos das colónias são os mesmos do povo trabalhador português : os burgueses e parasitas fascistas<sup>394</sup> ». C'est exactement le même message qui est défendu par un déserteur dans une entrevue publiée deux ans auparavant par le journal *O Salto* dans son septième numéro, lorsque le déserteur, ici anonyme, affirme :

---

<sup>390</sup> Ce sont des travailleurs comme nous, comme nous ils sont volés et exploités. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>391</sup> Patrons capitalistes et impérialistes. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 10.]

<sup>392</sup> C'est pourquoi ce n'est pas contre eux que les soldats portugais doivent pointer leurs armes, mais avec eux. «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>393</sup> «Mais cinco desertores só numa vezada!...» *O Alarme: Jornal dos portugueses da região de Grenoble* n° 15 décembre 1973.p. 4-5. [En annexe. p. 9-11.]

<sup>394</sup> Les ennemis des peuples des colonies sont les mêmes que ceux du peuple portugais : les bourgeois et les parasites fascistes.

Nós devemos lutar não é contra os trabalhadores africanos, mas contra aqueles que nos querem obrigar a ir assassinar e morrer, defendendo as suas propriedades, e fábricas<sup>395</sup>.

L'affirmation de cette solidarité est également visible dans le courrier des lecteurs comme nous pouvons le voir dans une lettre publiée par le journal *o Salto* en février 1973 dans son numéro 16, dans laquelle le lecteur, qui revendique lui-même son identité de réfractaire mais également de prolétaire déclare : « a vitória será nossa e dos povos das colónias<sup>396</sup> ». Cette multiplication des énonciateurs qui défendent le même discours, fait partie de la stratégie argumentative adoptée par la presse des exilés qui se présente comme le porte-parole des déserteurs réfractaires et insoumis mais également de tous les travailleurs portugais.

Ainsi nous pouvons voir que les déserteurs, réfractaires et insoumis portugais à travers les journaux qu'ils publient en France appellent au rejet de la guerre coloniale et au soutien des mouvements indépendantistes africains au nom de la solidarité de classe. Dans cette même ligne marxiste-léniniste ils appellent à lutter contre le régime portugais « capitalista » (capitaliste) et « fascista » (fasciste). Dans cette perspective, la guerre menée par les mouvements indépendantistes en Afrique tout comme le combat des travailleurs portugais contre le régime de l'*Estado Novo* sont légitimes puisque motivés par la lutte contre l'exploitation de classe.

Nous pouvons constater que le prisme-marxiste-léniniste est au cœur de la dénonciation de la domination coloniale et de la guerre coloniale. Il est intéressant de souligner ici que les journalistes de la presse des exilés replacent en effet la question coloniale dans la perspective générale de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Ils soulignent ainsi également les liens entre le régime portugais et les grandes puissances étrangères identifiées dans l'article « Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria » comme « os imperialistas estrangeiros : americanos, alemães, franceses, ingleses etc.<sup>397</sup> », représentants de la « burguesia » (bourgeoisie) qui exploitent le travail des prolétaires, en d'autres mots des : « ladrões que vivem à nossa custa<sup>398</sup> ».

---

<sup>395</sup> Nous ne devons pas lutter contre les travailleurs africains mais contre ceux qui nous obligent à aller assassiner et mourir pour défendre leurs propriétés et leurs usines.

<sup>396</sup> La victoire sera à nous et au peuple des colonies. «Correio dos leitores: O povo português vencerá». *Op. Cit.* [En annexe. p. 65.]

<sup>397</sup> Les impérialistes étrangers : américains, allemands, français, etc . « Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria. *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.] Ici le concept d'impérialisme est élargi, il ne désigne pas uniquement la domination coloniale mais se réfère également à ce que les journalistes considèrent comme l'hégémonie, politique et économique des grandes puissances économiques.

<sup>398</sup> Voleurs qui vivent à nos dépends.

Ainsi de nombreux articles de la presse marxiste-léniniste portugaise publiée en France, dénoncent également le soutien des grandes puissances étrangères, des « grands capitalistes », à la politique coloniale portugaise en raison de la défense de leurs intérêts économiques. Il ne s'agit pas ici de dénoncer simplement l'indifférence des puissances occidentales mais bien de les incriminer comme complices des agissements de l'armée portugaise en Afrique, comme nous pouvons le lire dans l'article « Os desertores portuguesas acusam » :

Será que os países da NATO ignoram que estes massacres são quase diariamente praticados pelos colonialistas portugueses há mais de 11 anos, beneficiando do apoio económico e militar e da cumplicidade destes países (...) <sup>399</sup>?

L'accusation ici formulée sous forme de question oratoire a pour but de suggérer la complicité des pays de l'OTAN, comme une évidence. Nous retrouvons la même stratégie discursive dans l'éditorial du troisième numéro du *Boletim Anticolonial*. En effet, après avoir décrit dans une première partie de l'article l'isolement diplomatique du Portugal en raison de sa politique coloniale, le journaliste attire l'attention du lecteur par une interrogation :

Perante tão grande e tão forte oposição diplomática à política colonial do governo Português, por que razão consegue ele manter essa política? <sup>400</sup> .

Cette question est suivie d'une réponse immédiate : présentée comme « a única resposta » (l'unique réponse) : la volonté des grandes puissances étrangères de défendre leurs intérêts économiques en Afrique : « Os interesses estrangeiros dominam cada vez mais as economias de Angola, Moçambique e Guiné <sup>401</sup> ».

Les accusations du *Boletim Anticolonial* reposent ici entièrement sur des arguments économiques. Il dénonce non plus seulement le colonialisme portugais mais la politique impérialiste menée par les grandes puissances occidentales telles que la France, la Belgique, l'Angleterre l'Allemagne et les États-Unis. D'une manière générale, c'est le système capitaliste à l'échelle mondiale qui est présenté comme le principal bénéficiaire de l'exploitation coloniale : « O capitalismo internacional continua a tirar grandes vantagens desta forma de exploração colonial <sup>402</sup> ». Nous pouvons noter que la lutte contre l'impérialisme fait

---

<sup>399</sup> Les pays de l'OTAN ignorent-ils que ces massacres sont presque pratiqués quotidiennement par les colonialistes depuis plus de 11ans, bénéficiant du soutien économique et militaire et de la complicité de ces pays ? « Os desertores portuguesas acusam ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 22-24.]

<sup>400</sup> Face à une si grande et si forte opposition diplomatique à la politique coloniale du gouvernement portugais, comment se fait-il qu'ils réussissent à maintenir cette politique. « Editorial », *BAC-boletim anti-colonial*, n°3, décembre 1972, p. 1-2. [En annexe. p. 81-82.]

<sup>401</sup> Les intérêts étrangers dominent toujours plus l'économie de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée. « Editorial », *BAC-boletim anti-colonial Op. Cit.* [En annexe. p. 81-82.]

<sup>402</sup>Le capitalisme international continue à tirer de grands avantages de cette forme d'exploitation. « Editorial », *BAC-boletim anti-colonial. Op. Cit.* [En annexe. p. 81-82.]

partie intégrante du discours des groupes marxistes-léninistes portugais, dans la lutte contre la guerre coloniale. Ils identifient ainsi, « a exploração de classe e o imperialismo » comme les principaux facteurs de guerre à éliminer « na luta pela paz nas colónias e no mundo <sup>403</sup>» comme nous pouvons le voir dans un extrait du Manifeste des CLACS publié en 1973 dans le premier numéro de *A voz do Desertor*.

Dans cette même perspective qui se réclame de l'idéologie marxiste, démontrer la domination économique des grandes puissances capitalistes en Afrique, se révèle être le principal argument utilisé par la presse des exilés, comme preuve de la complicité internationale dans la poursuite de la guerre coloniale.

C'est pourquoi nous pouvons remarquer que le *Boletim Anticolonial* dans son numéro 5-6, propose une analyse de l'économie de l'Angola, sous la forme d'un bilan détaillé au titre très évocateur : « Interesses estrangeiros em Angola<sup>404</sup> » (intérêts étrangers en Angola). Ce bilan économique tente de démontrer la prédominance des intérêts économiques étrangers des grandes puissances européennes, sud-africaines et nord-américaines en Angola. Pour cela il s'attarde sur les différents secteurs d'activité, qu'il s'agisse de la production agricole, de coton ou de sucre, de l'industrie, du secteur bancaire, des transports, de l'exploitation minière ou pétrolière mais également du commerce. Cette analyse met en lumière ce que le journaliste identifie comme le contrôle étranger des ressources et des capitaux angolais. Nous pouvons noter ici la multiplication de l'adjectif «controlado» (contrôlé) et du verbe «controlar» (contrôler): «A produção de petróleo é controlada por capitais americanos<sup>405</sup>», ou encore «a Companhia dos Caminhos de Ferro de Benguela é controlada pela firma inglesa Tanganyika Concession<sup>406</sup>». Nous pouvons également relever ici que le terme « monopólio » (monopole) apparaît trois fois dans l'article.

Il est intéressant de voir qu'ici, bien que l'article se présente comme une analyse économique, basée sur des chiffres et des données concrètes, il n'en est pas moins un discours orienté et militant. Son objectif est bien de prouver au lecteur que l'industrie angolaise est dominée par les puissances étrangères. Cela est bien visible dans le dernier paragraphe de

---

<sup>403</sup> L'exploitation de classe et l'impérialisme/ La lutte pour la paix dans les colonies et dans le monde. «Manifesto dos CLAC's». *Op. Cit.* [En annexe. p. 70-71.]

<sup>404</sup> «Interesses estrangeiros em Angola», *BAC-boletim anti-colonial*, n°5-6, février-mars 1973, p. 11-12. [En annexe.p. 87-88.]

<sup>405</sup> La production de pétrole est contrôlée par des capitaux américains. « Interesses estrangeiros em Angola ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 87-88.]

<sup>406</sup> La Compagnie des chemins de Fer de Benguela est contrôlée par la firme anglaise Tanganyika Concession. «Interesses estrangeiros em Angola ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 87-88.]

l'article qui conclut que cette analyse « mostra » (montre) « sem margem para a dúvida » (sans aucun doute possible) que l'économie angolaise est « dominada pelos poderosos tentáculos do capital estrangeiro<sup>407</sup> ». Ici nous pouvons voir non seulement que le rédacteur ne laisse aucune marge de réflexion au lecteur mais également, par l'emploi du terme hautement péjoratif « tentáculos do capital », qu'il s'agit d'un article orienté. Par conséquent, après avoir « démontré » la domination économique des grandes puissances capitalistes en Angola, le journaliste conclut son article sur un ton injonctif : « Que isto sirva de meditação para quem pensa que Portugal está « isolado » na sua política colonial<sup>408</sup> ». Il appelle ainsi le lecteur à prendre conscience de la complicité internationale dans la poursuite de la guerre coloniale, comme s'il s'agissait d'un fait évident et incontestable.

### **c) Échanges et collaborations avec les mouvements indépendantistes : Un discours de fraternité**

Nous avons pu voir comment les journalistes de la presse maoïste portugaise publiée en France, appellent à la solidarité envers les mouvements indépendantistes africains, au nom du droit à l'autodétermination des peuples mais également de la solidarité de classe. Cependant le terme de « solidarité » ici pourrait presque paraître être un euphémisme. En effet, il s'avère que le message que tentent de divulguer les déserteurs, réfractaires et insoumis dans la presse est que la lutte indépendantiste des peuples africains et la lutte des travailleurs portugais contre la dictature, ne forment qu'un seul et même combat. À ce titre les journalistes de la presse des exilés reconnaissent aux combattants indépendantistes le statut de héros révolutionnaires. Les différents hommages rendus au leader et fondateur du PAIGC, Amílcar Cabral, assassiné le 20 janvier 1973 par un membre de son parti en contact avec la police politique portugaise, en sont un exemple très frappant.

Ainsi dans l'article « Bárbaro crime : o assassinato de Amílcar Cabral<sup>409</sup> », publié en février 1973 dans son seizième numéro, le journal *O Salto* dénonce en premier lieu l'assassinat d' Amílcar Cabral . Il y oppose d'une part Amílcar Cabral désigné dès le début de l'article par

---

<sup>407</sup> Dominée par les puissants tentacules du capital étranger. «Interesses estrangeiros em Angola». *Op. Cit.* [En annexe. p. 87-88.]

<sup>408</sup> Que cela serve de réflexion à ceux qui pensent que le Portugal est « isolé » dans sa politique coloniale. «Interesses estrangeiros em Angola». *Op. Cit.* [En annexe. p. 87-88.]

<sup>409</sup> «Bárbaro crime : o assassinato de Amílcar Cabral». *Op. Cit.* [En annexe.p. 61-63.]

le paradigme désignationnel hautement mélioratif : « o valoroso e heroíco Secretário Geral do PAIGC<sup>410</sup> » et les combattants du PAIGC identifiés également de manière très méliorative comme « os verdadeiros patriotas<sup>411</sup> » aux agents de la PIDE désignés quant à eux de manière péjorative et accusatrice comme « um grupo de agentes colonialistas e fascistas<sup>412</sup> ». Les agents de la PIDE sont clairement identifiés comme les responsables de l'assassinat, qualifié de « hediondo crime » (crime odieux) et « ignobil assassinato » (ignoble assassinat), comme nous pouvons le lire lorsque le journaliste déclare : « Depois de terem assassinado Amílcar Cabral<sup>413</sup> » ou qu'il utilise le paradigme désignationnel « os carrascos da PIDE » (les bourreaux de la PIDE). Ici le nom d'Inocêncio Kani, l'homme qui a tué Amílcar Cabral est à peine mentionné, il est présenté comme le bras armé de la police politique, manipulé et instrumentalisé par celle-ci. En effet, dans cet article le journaliste désire avant tout dénoncer, ce qu'il considère être un crime du régime, qui relève du terrorisme. Les termes « terrorista » (terroriste) et « terrorismo » (terrorisme) apparaissent quatre fois dans l'article qui dénonce le « terrorismo fascista, colonialista e imperialista<sup>414</sup> » dont le régime portugais ferait preuve envers les peuples des colonies. Cependant cet article ne se contente pas d'identifier le meurtre d'Amílcar Cabral comme un crime contre le peuple africain mais le qualifie également de crime contre le peuple portugais, comme nous pouvons le voir lorsque le journaliste affirme :

O assassinato de Amílcar Cabral foi também um crime dirigido contra o povo português tal como os crimes perpetrados contra o povo português são sentidos pelos povos sob domínio colonial e pelos combatentes da liberdade<sup>415</sup>

Il s'agit ici de l'affirmation non pas seulement d'une solidarité dans la lutte mais même d'une union autour d'un objectif commun, la lutte contre le capitalisme, comme l'affirme le rédacteur en concluant :

Na sua luta contra a opressão colonial, os povos de Angola, Guiné e Moçambique são os mais próximos aliados do povo português que luta contra a opressão capitalista<sup>416</sup>.

<sup>410</sup> Le valeureux et héroïque Secrétaire Général du PAIGC.

<sup>411</sup> Les véritables patriotes.

<sup>412</sup> Un groupe d'agents colonialistes et fascistes.

<sup>413</sup> Après avoir assassiné Amílcar Cabral.

<sup>414</sup> Terrorisme fasciste, colonialiste et impérialiste. « Bárbaro crime : o assassinato de Amílcar Cabral ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 61-63.]

<sup>415</sup> L'assassinat d'Amílcar Cabral est également un crime contre le peuple portugais tout comme les crimes perpétrés contre le peuple portugais sont ressentis par les peuples sous domination coloniale et par les combattants de la liberté.

<sup>416</sup> Dans leur lutte contre l'oppression coloniale, les peuples d'Angola, de Guinée et du Mozambique sont les plus proches alliés du peuple portugais qui lutte contre l'oppression capitaliste. « Bárbaro crime: o assassinato de Amílcar Cabral ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 61-63.]

Nous retrouvons presque exactement le même discours dans un article publié quelques mois plus tard dans le deuxième numéro du journal *A Voz do desertor* publié en mai 1973 intitulé : « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo<sup>417</sup> ». Ce dernier rend hommage à Amílcar Cabral qualifié de « heróico » (héroïque), saluant son dévouement pour défendre « a liberdade , a independência e a felicidade do povo da Guiné e Cabo Verde<sup>418</sup> ». Il dénonce également le régime portugais, le fascisme et l'impérialisme comme responsables de son assassinat qu'il qualifie tout comme le journal *O Salto* de « hediondo » (odieux). Toutefois, ici le journaliste va même plus loin et désigne directement Marcelo Caetano et le Général António de Spínola comme responsables de l'assassinat du leader du PAIGC : « Marcelo Caetano é o responsável ! O Criminoso Spínola é o responsável !<sup>419</sup> ». À l'image de l'article de *O Salto*, le journaliste désigne ici le combat mené par les indépendantistes africains comme une lutte commune à celle de tous les travailleurs, lorsqu'il affirme qu'Amílcar Cabral : « morreu pelos interesses do seu povo e pelos interesses dos povos do mundo<sup>420</sup> » .

Cependant l'article « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo » présente également une autre dimension qui est absente de l'article « Bárbaro crime da PIDE : o assassinato de Amílcar Cabral ». En effet, son rédacteur affirme son identité de déserteur s'exprimant à la première personne du pluriel au nom de toute la rédaction du journal et des lecteurs déserteurs. Il affirme dans un premier temps la légitimité de la désertion comme un choix moral : « O sacrifício de Amílcar Cabral convence-nos ainda mais da justeza do nosso acto<sup>421</sup> ». Puis interpelle directement les soldats portugais en les exhortant à désertir : « Vocês morerão ao serviço dos fascistas, dos colonialistas dos exploradores e opressores. Desertem (..) !<sup>422</sup> ». Ici le rédacteur essaie dans une formule assez violente, d'éveiller la conscience du lecteur, de le convaincre qu'il n'accomplit pas son devoir patriotique en participant à la guerre coloniale, mais est instrumentalisé par le régime, qui est le véritable ennemi du peuple.

Nous pouvons relever comment le journaliste oppose ici de manière manichéenne d'une part l'*Estado Novo* et l'armée portugaise désignés par les termes hautement péjoratifs de : « colonialistas », « fascistas », « exploradores », « opressores » et même comme « assassinos e

---

<sup>417</sup> «Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo». *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°2, mai 1973, p. 7. [En annexe.p. 76.]

<sup>418</sup> La liberté, l'indépendance et le bonheur du peuple de Guinée et du Cap-Vert.

<sup>419</sup> Marcelo Caetano est responsable ! Le criminel António de Spínola est responsable !

<sup>420</sup> Est mort pour défendre les intérêts de son peuple et pour ceux des peuples du monde entier.

<sup>421</sup> Le sacrifice d'Amílcar Cabral nous convainc encore davantage de la justesse de notre acte. «Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo». *Op. Cit.* [En annexe. p. 76.]

<sup>422</sup> Vous allez mourir au service des fascistes, des colonialistes, des exploiters. Désertez ! «Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo». *Op. Cit.* [En annexe. p. 76.]



canibais<sup>423</sup> ». Et d'autre part les membres des mouvement indépendantistes désignés quant à eux, par des paradigmes désignationnels mélioratifs tels que : « irmãos vossos, », « patriotas » « trabalhadores <sup>424</sup> ». Le journaliste appelle ici clairement à la solidarité et à la fraternité mais également à l'union entre les mouvements indépendantistes et les travailleurs portugais dans la lutte révolutionnaire, comme nous pouvons le voir lorsqu'il déclare : « Nós não hesitaremos em fazer a guerra popular que castigará os assassinos do heroico Amílcar Cabral!!<sup>425</sup> ».

Ainsi, il semblerait qu'au de-là de la solidarité, les déserteurs, réfractaires et insoumis, appellent à la coopération avec les mouvements indépendantistes africains. La presse des exilés se présente comme le principal instrument de cette coopération. En effet, de nombreux journaux tels que *O Salto*<sup>426</sup>, *Boletim Anti-colonial*<sup>427</sup> et *Luta/Lutte*<sup>428</sup> publient des entrevues et des messages émanant directement des mouvements indépendantistes. La presse des exilés s'affirme ici non seulement comme la tribune des insoumis mais également comme celle des militants indépendantistes africains, plus particulièrement des militants de mouvements indépendantistes se réclamant du marxisme, tels que le PAIGC, le FRELIMO et le MPLA. Le journal *Boletim Anti-colonial* par exemple publie la même année un premier entretien d'Amílcar Cabral, le fondateur du PAIGC, au mois d'Octobre<sup>429</sup> puis une entrevue du leader du FRELIMO Samora Machel au mois de décembre<sup>430</sup>. Ces deux entretiens présentent des discours presque analogues qui font également échos aux propos tenus par les journalistes de la presse des exilés. En effet, les leaders indépendantistes après avoir fait part des avancées de la lutte de libération, dénoncent tous deux la violence de l'armée portugaise. Nous pouvons noter ici qu'Amílcar Cabral évoque des « tentativas de assaltos terroristas contra a população<sup>431</sup> » et va même jusqu'à qualifier la guerre coloniale de guerre au caractère de « genocídio<sup>432</sup> » (génocide) tandis que Samora Machel dénonce une guerre « sanguinária e cruel ». (sanguinaire et cruelle). Il s'agit de véritables accusations qui ne sont pas sans rappeler

---

<sup>423</sup> Colonialistes/fascistes/ exploiters/ oppresseurs/assassins et cannibales. « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 76.]

<sup>424</sup> Vos frères/patriotes/ travailleurs.

<sup>425</sup> Nous n'hésiterons pas à participer à la guerre populaire qui punira les assassins de l'héroïque Amílcar Cabral. « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 76.]

<sup>426</sup> « A amizade entre os povos ». *O Salto*, n°7, décembre 1971, p. 7. [En annexe.p. 57.]

<sup>427</sup> « A consciência das massas » *BAC-boletim anti-colonial*, n°1, octobre 1972, p. 2-4./ « A libertação da Guiné » *BAC-boletim anti-colonial*, n°3, décembre 1972, p. 2-5. [En annexe.p. 76-78/ p. 83-86.]

<sup>428</sup> « Message: message de la FRELIMO aux soldats portugais ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 42-47.]

<sup>429</sup> « A libertação da Guiné ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

<sup>430</sup> « A consciência das massas ». *Op. Cit.* [En annexe.p. 78-80.]

<sup>431</sup> Tentativas d'attaques terroristes contre la population. « A libertação da Guiné » . *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

<sup>432</sup> « A libertação da Guiné » . *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

celles portées par les journalistes de la presse des exilés que nous avons déjà pu analyser précédemment. Samora Machel dénonce également, à l'image des militant maoïstes portugais, la complicité des pays membres de l'OTAN dans la poursuite de la guerre coloniale, lorsqu'il affirme : « Sem a NATO não haveria guerra conduzida pelos portugueses<sup>433</sup> ».

Cependant, l'élément crucial de ces deux discours est bien l'affirmation de la distinction qu'opèrent les militants indépendantistes entre le régime portugais « fasciste » et « colonialiste » identifié comme l'ennemi des peuples africains et le peuple portugais. En effet, à ce sujet Samora Machel affirme : « uma coisa é o povo português outra coisa é o colonialismo fascista<sup>434</sup> » propos presque identiques à ceux tenus par Amílcar Cabral lorsqu'il déclare : « Nós nunca confundimos « colonialismo português com « povo de Portugal<sup>435</sup> ». Dans cette perspective Amílcar Cabral souligne le lien existant entre la lutte pour l'indépendance en Afrique et la lutte contre le fascisme au Portugal : « Não deixamos de ver a ligação que existe entre a luta antifascista e a luta anticolonialista<sup>436</sup> ». Mais il envisage également une lutte commune entre militants indépendantistes africains et militant antifascistes portugais employant ici les termes de « cooperação » (coopération) et de « colaboração » (collaboration). Cette collaboration est présentée ici par le dirigeant du PAIGC comme une lutte basée sur la solidarité et l'amitié mais également l'indépendance et l'égalité qui bénéficierait aux deux peuples, comme nous pouvons le lire lorsqu'il évoque :

uma colaboração eficaz com o povo de Portugal, numa base de independência, de igualdade de direitos e de reciprocidade de vantagens seja para o progresso da nossa terra seja para o progresso do povo português<sup>437</sup>.

La publication de ces deux entretiens est un moyen pour les rédacteurs de la presse des exilés de tenter de convaincre le lecteur une fois de plus que les militants indépendantistes ne sont pas les ennemis mais bien les alliés du peuple portugais. En effet, ces deux entrevues attestent que les propres dirigeants des mouvements indépendantistes, ne prétendent pas lutter contre le peuple portugais mais contre le régime de L'*Estado Novo* et que ces derniers sont prêts

---

<sup>433</sup> Sans l'OTAN il n'y aurait pas de guerre menée par les Portugais. «A consciência das massas ». *Op. Cit.* [En annexe p. 78-80.]

<sup>434</sup> Le peuple portugais est une chose le colonialisme fasciste en est une autre. « A consciência das massas ». *Op. Cit.* [En annexe p. 78-80.]

<sup>435</sup> Nous n'avons jamais confondu « le colonialisme portugais » et le « peuple portugais ». «A libertação da Guiné». *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

<sup>436</sup> Nous ne perdons pas de vue le lien qui existe entre la lutte antifasciste et la lutte anticolonialiste. «A libertação da Guiné». *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

<sup>437</sup> Une collaboration efficace avec le peuple portugais, sur une base d'indépendance, d'égalité de droit et de réciprocité d'avantages que ce soit pour le progrès de notre pays ou pour le progrès du peuple portugais. « A libertação da Guiné ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 83-86.]

à s'unir aux militants portugais dans la perspective d'une lutte commune. Nous retrouvons exactement le même message dans un communiqué du FRELIMO publié en 1971 dans le journal *O Salto* qui affirme que : « o povo português é o nosso aliado na guerra contra a opressão que sofre o próprio povo português da parte do governo<sup>438</sup> ».

Ces déclarations des mouvements indépendantistes appelant à l'unité de lutte entre travailleurs portugais et anticolonialistes africains peuvent être destinées aux émigrés portugais présents en France afin de les encourager à militer contre la guerre coloniale. Cependant elles sont également et surtout adressées directement aux soldats portugais afin de les convaincre de désertir. Nous pouvons nous référer ici au communiqué du FRELIMO, publié en janvier 1972 dans le journal *Lutte* intitulé « Message de la FRELIMO aux soldats portugais <sup>439</sup> », que nous avons déjà cité précédemment. Ce message prétend s'adresser à chaque soldat de manière individuelle, comme nous pouvons le voir à travers le choix du tutoiement et de la formule anaphorique « Soldat portugais » qui apparaît en caractères majuscules dans le texte et interpelle directement le lecteur. Nous retrouvons dans ce texte une dénonciation de la violence de la guerre coloniale se référant aux pillages, aux violences, aux viols et aux assassinats de civils. Ici elle s'accompagne d'un appel direct à l'empathie, l'auteur du communiqué appelant le soldat à se mettre à la place du peuple mozambicain. Comme nous pouvons le voir à travers l'usage de formules interrogatives qui ont pour but d'interpeller le lecteur telles que : « Comment te sentirais-tu ? », « resterais-tu les bras croisés », « accepterais-tu d'être humilié, battu, volé sans te révolter ? <sup>440</sup> ». Le rédacteur appelle également à la solidarité de classe à l'image de nombreux articles publiés dans la presse des exilés. Il tente de convaincre les soldats qu'ils sont instrumentalisés dans une guerre qui ne profite qu'aux puissances capitalistes et dont ils ne tirent aucun bénéfice. Comme nous pouvons le lire : « Mais toi, est ce que tu bénéficieras des richesses du Mozambique ? Non, absolument pas. (...) Non, ce sont les grands capitalistes qui en profitent.<sup>441</sup> ».

Il s'agit ici d'une première partie de l'argumentation du discours du FRELIMO, convaincre les soldats portugais auxquels il s'adresse que la guerre qu'ils mènent est injuste et illégitime. Cependant l'argumentation de l'organisation indépendantiste mozambicaine ne s'arrête pas là, elle a également pour but de convaincre les soldats portugais qu'ils peuvent

---

<sup>438</sup> Le peuple portugais est notre allié dans la guerre contre l'oppression que le peuple portugais subit lui-même de la part du gouvernement. « A amizade entre os povos ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 57.]

<sup>439</sup> « Message de la FRELIMO aux soldats portugais ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 42-47.]

<sup>440</sup> *Idem.*

<sup>441</sup> *Idem.*

désert et se rendre au FRELIMO sans crainte. Pour cela l'auteur du communiqué rappelle dans un premier temps la politique du FRELIMO envers les déserteurs : « accueillir, comme nos frères, comme nos alliés, les soldats portugais qui désertent <sup>442</sup>», le choix de l'emploi des termes « frères » et « alliés » souligne ici la volonté de l'auteur de convaincre le lecteur de la bienveillance et de la fraternité du FRELIMO envers les déserteurs. Nous retrouvons également l'emploi du terme « frère » lorsque l'auteur du communiqué évoque les déclarations du président du FRELIMO qui condamne lui-même fermement toute violence envers un soldat portugais qui se serait rendu : « si l'un d'entre vous maltraite un soldat portugais qui déserte ou qui se rend, ce sera un crime aussi grand que celui de tuer un de vos frères<sup>443</sup> ». Le communiqué affirme d'ailleurs : « Jamais nous ne maltraitons un soldat qui déserte ou qui se rend<sup>444</sup> » phrase écrite en lettres capitales afin d'attirer l'attention du lecteur mais également de le persuader de la véracité de cette déclaration. Afin de convaincre le lecteur, l'auteur du message, cite également le nom de différents soldats portugais ayant « déserté et choisi la protection de la FRELIMO », les noms de ces derniers sont également écrits en lettres capitales. Enfin, l'auteur du communiqué fait référence à son tour à une lutte unie entre Portugais et Africains lorsqu'il affirme : « Il y a des Blancs, des Portugais, qui travaillent et luttent avec nous, dans notre mouvement.<sup>445</sup>»

La publication de textes provenant des mouvements indépendantistes, démontre les différents liens, échanges et contacts existant entre les groupes maoïstes de la presse des exilés et les militants indépendantistes africains. Le choix que font les rédacteurs de les publier est également une stratégie argumentative qui vise à persuader d'une part les travailleurs portugais émigrés en France ou restés au Portugal, de la nécessité de lutter contre la dictature et la guerre coloniale. Mais ils s'adressent également aux soldats ou aux futurs appelés afin de les convaincre de désert et de poursuivre la lutte contre le régime en exil.

---

<sup>442</sup> « Message de la FRELIMO aux soldats portugais ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 42-47.]

<sup>443</sup> *Idem.*

<sup>444</sup> *Idem.*

<sup>445</sup> *Idem.*

## C. Un outil de soutien et d'organisation des déserteurs

### a) Tenter d'unir les Portugais dans la lutte : appeler à la désertion et informer de l'ampleur du phénomène de refus de combattre

En effet, les journaux anticolonialistes au centre de notre étude, bien qu'ils soient publiés et diffusés en France, sont également acheminés clandestinement au Portugal. L'objectif de la presse des émigrés. En tant que presse militante est de constituer un front uni pour lutter contre la guerre coloniale et contre la dictature, dans l'immigration mais également au Portugal. Les journaux maoïstes appellent donc à une unité entre travailleurs et soldats portugais au nom de la lutte contre ce qu'ils considèrent comme l'ennemi commun du peuple : « a burguesia fascista – colonialista e o imperialismo estrangeiro<sup>446</sup> ». En effet, les journalistes de la presse des exilés ne se contentent pas d'informer la population, mais multiplient également les consignes voire même les directives indiquant la conduite à adopter pour mener à bien la lutte anticoloniale et « révolutionnaire ». Ainsi nous pouvons voir que le journal *O Alarme* dans l'article « Pro povo a guerra colonial só traz, fome, luto e miséria » appelle clairement les soldats à se révolter et à désertir : « Os soldados devem recusar-se a embarcar para as colónias : devem desertar<sup>447</sup> ». Mais il enjoint également les ouvriers et paysans portugais à soutenir la rébellion des soldats comme nous pouvons le lire : « Por isso os trabalhadores devem apoiar as revoltas dos soldados nos quartéis, desenvolvendo lutas nas fábricas e nos campos<sup>448</sup> ». Nous pouvons noter ici la prédominance du verbe « dever » (devoir), qui atteste du ton injonctif de l'article.

Le même appel à l'unité est visible dans le seizième numéro du journal *O Salto* dans une lettre publiée dans le courrier des lecteurs sous le titre « O Povo português vencerá ». L'auteur de la lettre, un jeune réfractaire interpelle ici directement les travailleurs portugais émigrés en France :

---

<sup>446</sup> La bourgeoisie fasciste-colonialiste et l'impérialisme étranger. « Pro povo a guerra colonial só traz, fome, luto e miséria ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>447</sup> Les soldats doivent refuser d'embarquer pour les colonies : ils doivent désertir. « Pro povo a guerra colonial só traz, fome, luto e miséria ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

<sup>448</sup> Pour cela les travailleurs doivent soutenir les révoltes des soldats dans les casernes, en menant la lutte dans les usines et dans les campagnes. « Pro povo a guerra colonial só traz, fome, luto e miséria ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 12.]

Emigrantes operários portugueses estais a ver, com um facto flagrante, tirado da pura e concreta realidade, a necessidade de nos unirmos contra a exploração e a injustiça?<sup>449</sup>

Nous pouvons noter que le rédacteur a recours à une question oratoire et interroge le lecteur dans le but d'affirmer la nécessité de l'union des travailleurs qui est d'ailleurs ici présentée comme un fait incontestable : « um facto flagrante, tirado da pura e concreta realidade ». Il est assez paradoxal de constater que malgré cette prédominance de l'appel à l'unité dans les journaux de la presse des exilés, ceux-ci demeurent formellement divisés principalement entre deux organisations, le PCP (m-l) et la cellule militante *O Comunista* qui devient en 1973 l'OCMLP. Ces deux groupes maoïstes, comme nous l'avons déjà souligné, se disputent même le contrôle de la publication *O Jornal do Emigrante*. Ainsi les journaux *O Salto* et *A Voz do desertor*, liés à l'OCMLP, et les journaux *O Alarme* et *Luta-Lutte* rattachés aux PCP (m-l), conservent en exil les rivalités militantes existantes au Portugal. Quant au *Boletim-Anti-colonial*, il suit une trajectoire indépendante, issu du mouvement des catholiques progressiste et se rapproche dans les années 1970 d'une autre organisation marxiste-léniniste, d'inspiration guevariste, le PRP *Partido Revolucionário do Proletariado* (Parti Révolutionnaire du Proletariat<sup>450</sup>). Ainsi aucune collaboration n'existe entre ces journaux qui ne forment pas un groupe unifié. Cependant ces derniers défendent un discours et un objectif commun, le rejet du colonialisme et la lutte contre la guerre coloniale et le régime. Ils partagent également en exil la même stratégie militante centrée autour de l'appel à la désertion.

En effet le principal objectif de la presse des exilés est bien de convaincre les soldats portugais de désertir. Les déserteurs, réfractaires et insoumis qui en sont les principaux rédacteurs s'adressent ainsi à de nombreuses reprises directement aux futurs appelés et aux soldats portugais. Nous avons déjà pu le constater dans l'article du journal *A Voz do Desertor*, « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo » dans lequel le journaliste s'adresse directement aux futurs soldats et les exhorte à désertir, comme nous pouvons le voir l'injonction : « Desertem ! <sup>451</sup> » apparaît deux fois dans l'article, il s'agit ici d'un véritable mot d'ordre. Le même ton injonctif est visible dans l'éditorial du deuxième numéro du journal *Luta* qui affirme dès ses premières lignes : « “Desertar com armas” é uma palavra de ordem justa e

---

<sup>449</sup> Émigrés ouvriers portugais vous rendez vous compte, comme d'un fait flagrant, tiré de la plus pure et concrète réalité, de la nécessité de nous unir contre l'exploration et l'injustice ? «Correio dos leitores: O povo português vencerá», *O Salto*, n°16, février 1973, p. 5. [En annexe. p. 65.]

<sup>450</sup> PEREIRA, José Pacheco. *Op. Cit.* p. 178.

<sup>451</sup> Désertez !. « Amílcar Cabral morreu ao serviço do povo ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 76.]

revolucionária<sup>452</sup> » et se conclut par un appel direct destiné aux soldats sous la forme d'un slogan : « Soldados, unamo-nos à luta revolucionária do povo !<sup>453</sup> ». Nous pouvons noter ici l'emploi de l'impératif, mais surtout de la première personne du pluriel, qui marque le choix du journaliste de s'exprimer en tant que soldat lui-même, ayant fait le choix de désertir, afin de toucher plus directement son lectorat. Ces articles au ton injonctif, qui interpellent directement les futurs soldats et comportent parfois même des slogans, rappellent ici davantage des tracts militants que des articles journalistiques.

Afin de convaincre les soldats de désertir, les journalistes de la presse des exilés ont conscience du fait qu'il ne suffit pas de dénoncer la guerre coloniale, le régime et d'affirmer la légitimité de la désertion. Il est également nécessaire de donner aux soldats le courage de fuir avant l'embarquement pour l'Afrique. Pour cela il se révèle crucial d'informer les futurs appelés du nombre croissant de désertions, afin de les convaincre de l'ampleur du mouvement du refus de la guerre coloniale. Les différents entretiens de déserteurs publiés dans la presse marxiste-léniniste publiée en France, comme nous avons pu le voir, sont un premier moyen de donner de la visibilité au phénomène de désertion<sup>454</sup>.

Cependant sans même recueillir les propos des déserteurs, parfois le simple fait d'attester de nouveaux cas de désertion constitue, pour les journalistes de la presse des exilés, une preuve du rejet croissant de la guerre coloniale et de l'avancée de la lutte contre le colonialisme. Nous pouvons le voir dans un billet publié dans le numéro 8 du *Jornal do Emigrante* intitulé « Eles recusam a guerra<sup>455</sup> » dans lequel le journaliste après avoir simplement divulgué l'identité de quatre déserteurs affirme « Estas são mais quatro deserções. Elas são a prova clara da recusa da guerra<sup>456</sup> ». Ici le fait d'informer le lecteur des récentes désertions mais également de communiquer le nom des déserteurs est un moyen de pousser les futurs appelés à s'identifier aux soldats insoumis et de les convaincre de suivre leur exemple.

Dans la même perspective mais de manière plus poussée le journal *Boletim Anti-colonial* publie en 1973, un rapport confidentiel<sup>457</sup> émanant des autorités portugaises qui

---

<sup>452</sup> Désertir avec les armes est un mot d'ordre juste et révolutionnaire. « Editorial », *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, n°2, juin 1973, p. 1-2. [En annexe. p. 22-23.]

<sup>453</sup> Soldados, unissons-nous à la lutte révolutionnaire du peuple !

<sup>454</sup> Entrevues de déserteurs précédemment citées dans notre étude : « A guerra colonial é um crime: desertores portugueses acusam » *Op. Cit.* / « Témoignage d'un déserteur ». *Op. Cit.* / « Entrevista com dois desertores ». *Op. Cit.* « Mais cinco desertores só dum vezada!... ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 19/p. 36-38/p. 57-58/p. 9-11.]

<sup>455</sup> « Eles recusam a guerra », *Jornal do Emigrante*, n°8, avril 1971, p. 9. [En annexe. p. 15.]

<sup>456</sup> Voici quatre désertions supplémentaires. Elles constituent une preuve claire du refus de la guerre.

<sup>457</sup> « Dois relatórios secretos ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 89-90.]

indique le nombre soldats ayant déserté en Angola en 1970. Le lecteur y apprend que 212 soldats ont déserté au cours de l'année 1970. Il est intéressant de noter que les rédacteurs du journal accompagnent le rapport d'une courte introduction qui précise que la majorité des désertions s'effectuent avant l'embarquement pour l'Afrique. Les journalistes du *Boletim Anti-colonial* n'ont aucun moyen de connaître le nombre exact de déserteurs. C'est pourquoi ils utilisent les chiffres des autorités portugaises tout en sous-entendant que ceux-ci ne reflètent qu'une infime partie d'un phénomène bien plus important. Dans ce cas les journalistes de la presse des émigrés instrumentalisent des informations provenant de l'armée portugaise afin de convaincre le lecteur de l'ampleur du mouvement de désertion. Nous pouvons toutefois nous questionner sur l'origine de ce document, comment les journalistes du *Boletim Anti-colonial* ont-ils eu accès à un document confidentiel provenant de l'armée portugaise ? L'une des hypothèses les plus vraisemblables serait que le rapport ait été dérobé par un soldat peu de temps avant sa désertion et que celui-ci l'ait transmis au journal *BAC*. Cependant, nous ne pouvons exclure l'hypothèse qu'il s'agisse d'un faux document produit par les militants du *Boletim Anti-colonial* à des fins propagandistes, bien que cette dernière nous semble moins plausible.

De la même façon qu'ils tentent de mettre en lumière le nombre croissant de désertions, les journaux de la gauche radicale portugaise publiés en France désirent informer le lecteur, d'un autre aspect de la lutte contre la guerre coloniale, la résistance qui se développe au sein même de l'armée. Celle-ci se manifeste notamment par la multiplication des mouvements de rébellion de soldats dans les casernes. Toujours afin de démontrer le rejet grandissant de la guerre coloniale. L'article « O povo em Luta : Luta dos soldados<sup>458</sup> » publié en août 1973 dans le troisième numéro du journal *Luta*, décrit différents mouvements de révolte de soldats. Qu'il s'agisse du refus massif d'embarquer pour l'Afrique dans la caserne de Santa Margarida au Portugal ou d'insurrections de soldats déjà présents en Afrique. L'article insiste particulièrement sur la notion de solidarité entre les soldats, et entre les différentes compagnies. Ainsi c'est le refus d'une première compagnie présente en Angola, d'embarquer pour la Guinée qui est à l'origine de rébellions d'autres compagnies, comme nous pouvons le lire : « Outras companhias apoiaram esta decisão<sup>459</sup> ». Ces révoltes s'expriment de différentes façons, en effet

---

<sup>458</sup> «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe. p. 27.]

<sup>459</sup> D'autres compagnies ont soutenu cette décision. «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe. p. 27.]



l'article décrit le refus de l'entraînement physique, mais également des actions plus spectaculaires commevelles-ci :

cabos e soldados discutiram e chegaram a conclusão de partir todo os vidros do Quartel ao mesmo tempo que gritavam « Não a guerra colonial <sup>460</sup>».

L'article souligne d'une part l'unité des soldats dans les actions menées, nous pouvons constater que les sujets de chaque verbes renvoient toujours à un collectif jamais à un individu : «os soldados », « uma companhia », « cabos e soldados », « toda a companhia<sup>461</sup> ». D'autre part il tente de démontrer l'impuissance des autorités militaires face à cette résistance unitaire. Le journaliste affirme par exemple que c'est «com medo » (avec peur) qu'un commandant confronté au refus des soldats de s'entraîner, n'a pas entrepris de sanctions mais « resolveu » (s'est résolu) à leur offrir de l'alcool afin de les « engodar » (amadouer). Une telle tentative révèle en elle-même l'impuissance et le manque d'autorité du commandant face à ses troupes et dont le journaliste précise, de surcroît qu'elle a échoué. La même impuissance des autorités militaires est évoquée un peu plus tard dans l'article lorsque le journaliste se réfère à une autre compagnie ayant refusé d'embarquer pour l'Afrique. Dans ce cas, face au refus intraitable : la « firme decisão » (décision ferme) et collectif de « toda a companhia » (toute la compagnie) le commandant n'a eu d'autre choix que de céder aux soldats comme l'affirme le journaliste : « resolveu-se manda-los para casa alguns dias<sup>462</sup> ». Nous pouvons relever ici un nouvel emploi du verbe « resolver » (se résoudre) qui a pour but de souligner l'impuissance des autorités militaires face à des mouvements de révoltes massifs et unis. Il s'agit bien de l'un des objectifs de l'article, tenter de convaincre le lecteur que face à un mouvement de résistance collectif et massif les soldats ont le pouvoir de résister à la hiérarchie militaire et de refuser le combat. Dans cette même idée, le journaliste tente de souligner l'ampleur des mouvements de révolte militaire et se réfère à des « centenas » (centaines) de luttes de soldats. Cet article s'adresse directement aux soldats et aux futurs appelés pour les convaincre de résister à leur tour, il s'agit d'un véritable appel à l'insurrection. Comme en atteste la dernière phrase de l'article écrite en lettre capitale qui interpelle directement les soldats : « Soldados, unamo-nos a luta do povo

---

<sup>460</sup> Caporaux et soldats ont discuté et ont décidé de briser toutes les vitres de la caserne en criant « Non à la guerre coloniale ». «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe. p. 27.]

<sup>461</sup> Les soldats/une compagnie/caporaux et soldats/ toute la compagnie. «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe.p. 27.]

<sup>462</sup> S'est résolu à les renvoyer chez eux quelques jours. «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe. p. 27.]

revolucionário !<sup>463</sup> ». Il s'agit ici d'un slogan qui appelle les soldats à se joindre à la lutte « révolutionnaire », ce slogan s'affirme comme un véritable mot d'ordre du journal *Luta* car , comme nous avons pu le voir, un slogan quasiment identique : « Soldados, unamo-nos à luta revolucionária do povo !<sup>464</sup> » achève l'éditorial du deuxième numéro du journal.

Le journal *O Alarme* fait également référence aux mouvements d'insurrection de soldats, dans le billet satirique « O Silva, O Zé e os seus problemas<sup>465</sup> », que nous avons déjà cité précédemment dans notre étude. Le personnage fictif de Silva apprend ici à son ami Zé que près de 200 soldats de la caserne de Chaves ont refusé d'embarquer pour l'Afrique. Cependant, il apparaît que l'information la plus importante divulguée par le billet n'est pas le nombre de soldats ayant déserté, mais bien le fait qu'une partie d'entre eux « até desertaram com armas<sup>466</sup> ». Le personnage de Silva ajoute également que des armes ont été dérobées dans la caserne de Mafra. Il s'agit ici d'une manière implicite d'appeler les soldats non seulement à désertier, mais à désertier avec leurs armes, dans le but de mener une révolution armée au Portugal. Comme en atteste la réponse de Silva, face à l'incrédulité de son ami qui ne comprend pas l'utilité de voler des armes avant de désertier, auquel il explique : « um dia mais tarde as armas servirão para lutar contra o capitalismo português e sermos livres.<sup>467</sup> » La réponse de Silva apparaît comme un résumé de la stratégie militante préconisée par *O Alarme*. Dans ce billet le journal se réfère en premier lieu à des cas concrets de soldats ayant déserté en emportant leurs armes, cités comme des exemples à suivre pour les futurs appelés. De plus il a recours à des personnages fictifs qui reproduisent une discussion entre amis, afin de donner un aspect simple, logique, voire naturel au message qu'il désire transmettre au lecteur. Ce message n'est autre qu'une consigne qui correspond aux recommandations officielles de l'OCMPL, auquel le journal est rattaché : Désertier en emportant son arme.

## **b) Consignes aux futurs déserteurs : La désertion au cœur de la stratégie militante**

Ainsi comme nous avons pu le voir les différents journaux de la presse marxiste-léniniste portugaise publiée en France, à l'image des organisations auxquelles ils sont rattachés

---

<sup>463</sup> Soldats unissons-nous à la lutte du peuple révolutionnaire. «O povo em luta: luta dos soldados». *Op. Cit.* [En annexe. p. 27.]

<sup>464</sup> Soldats, unissons- nous à la lutte révolutionnaire du peuple ! «Editorial», *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*. *Op. Cit.* [En annexe. p. 22-23.]

<sup>465</sup> « O Silva, O Zé e os seus problemas ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 5.]

<sup>466</sup> Ont même déserté avec leurs armes. « O Silva, O Zé e os seus problemas ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 5.]

<sup>467</sup> Un jour les armes serviront pour lutter contre le capitalisme portugais et pour que nous soyons libres. « O Silva, O Zé e os seus problemas ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 5.]

appellent les soldats à désertir. En cela ils s'opposent à la position défendue par le Parti Communiste portugais qui condamne les désertions individuelles. Ce dernier recommande à ses militants de faire leur service militaire et de se rendre en Afrique, afin d'être en contact avec les autres soldats et de développer la lutte anticoloniale au sein même de l'armée. Il peut s'agir de l'organisation de révoltes ou de désertions collectives ou de toute forme de rébellions, désignées sous le mot d'ordre : « fazer agitação no exército » (créer des troubles au sein de l'armée).

Afin de convaincre les futurs soldats de désertir, les journalistes de la presse marxistes-léninistes, ont donc également pour objectif de dénoncer, la stratégie préconisée par le Parti Communiste. Nous pouvons constater à travers l'éditorial « A nossa posição face à deserção<sup>468</sup> », publié en mai 1973, dans le deuxième numéro du journal *A Voz do Desertor*, que ses rédacteurs condamnent avec véhémence la position du Parti Communiste Portugais qualifiée de : « posição de direita » (position de droite) mais surtout de « posição traidora que visa sabotar o movimento de deserção dos soldados<sup>469</sup> ». Selon le journal, les recommandations du Parti Communistes Portugais ne sont pas seulement irréalistes mais témoignent de la volonté délibérée du parti de nuire au mouvement de résistance des soldats. Les membres du PCP sont également désignés tout au long de l'article par des paradigmes désignationnels particulièrement péjoratifs et insultants, selon le prisme marxiste-léniniste : « social-fascistas », « social-chauvinistas de Cunhal e Ca...<sup>470</sup> »

Dans cet article une partie de l'argumentation du journaliste a pour objectif de discréditer la stratégie du PCP et de démontrer au lecteur, en premier lieu, dans quelle mesure le mot d'ordre du PCP de « fazer agitação no exército » est irréalisable. Pour cela, le journaliste ne se contente pas de dépeindre les difficultés concrètes auxquelles s'expose tout soldat qui voudrait mener des actions militantes au sein de l'armée. Ce dernier affirme de manière péremptoire, que toute tentative de révolte, est parfaitement impossible, une fois que les soldats ont embarqué pour l'Afrique. Nous pouvons ainsi souligner la répétition de l'adjectif « impossível » (impossible). Le rédacteur affirme en premier lieu qu'en raison du fait qu'il n'existe aucune organisation suffisamment puissante au sein de l'armée pour mener à bien des

---

<sup>468</sup> «Editorial: a nossa posição face a deserção.» *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°2, mai 1973, p. 1-2. [En annexe. p. 73-74.]

<sup>469</sup> Position traîtresse qui vise à saboter le mouvement de désertion des soldats. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>470</sup> Social-fascistes/ Social-chauvinistes de Cunhal e Ca... [Álvaro Cunhal n'est autre que le secrétaire général du Parti Communiste Portugais, quant au « Ca... », il se réfère ici à Marcelo Caetano, ce qui représente une attaque directe contre le PCP accusé d'être au service du régime. ]

actions militantes il est : « totalement impossible « fazer agitação » no seio do exército<sup>471</sup> ». Mais ajoute également dans la même phrase: « como é impossível pôr de pé essa organização dentro do exército estacionado nas colónias<sup>472</sup> ». Cependant, le journaliste dans sa stratégie argumentative, outre sa volonté de démontrer dans quelle mesure la consigne du PCP aux futurs appelés de « fazer agitação no seio de exército » est irréalisable, désire également convaincre le lecteur qu'elle serait dans tous les cas purement inefficace, comme nous pouvons le constater lorsqu'il déclare :

Por outro lado, a agitação no seio do exército português estacionado nas colónias admitindo-se que era possível, admitindo-se, que conduzisse mesmo a desintegração deste exército, o que nem é de supor, nunca destruiria o exército colonialista português, cuja força principal está em Portugal<sup>473</sup>.

Bien qu'il prenne des aspects de concession par l'utilisation de la formule « admitindo-se » (en admettant), nous pouvons relever à nouveau dans ce discours, le ton péremptoire du journaliste, particulièrement marqué par l'utilisation de l'adverbe « nunca » (jamais). C'est avec cette même fermeté que le rédacteur, en conclusion de son argumentation, ne condamne pas uniquement ce qu'il juge être l'inutilité ou l'inefficacité de la stratégie du PCP, mais accuse le Parti Communiste Portugais d'enjoindre les futurs appelés à participer activement à la guerre coloniale :

A posição que diz para se ir « fazer agitação » para as colónias significa nada mais nada menos que dizer aos soldados para colaborarem na guerra colonial<sup>474</sup>.

Afin d'être sûr de convaincre les futurs soldats de ne pas suivre les directives du PCP, le journaliste s'adresse directement au lecteur, qu'il tutoie et essaie d'interpeller par des propos particulièrement forts. Il affirme ainsi qu'une fois en Afrique, toute tentative de mener des actions militantes, ne peut empêcher le soldat soumis à la discipline militaire de commettre des actes criminels envers la population africaine. :

---

<sup>471</sup> Totalement impossible de « créer des troubles » au sein de l'armée. « Editorial : a nossa posição face a deserção ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>472</sup> Tout comme il est impossible de mettre en place cette organisation au sein de l'armée stationnée dans les colonies.

<sup>473</sup> D'autre part, en admettant qu'il soit possible de créer des troubles au sein de l'armée portugaise stationnée en Afrique, en admettant qu'ils conduisent même à la désintégration de cette armée, ce qui est inenvisageable, jamais ils ne détruiront l'armée colonialiste portugaise, dont la force principale se trouve au Portugal. « Editorial : a nossa posição face a deserção ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>474</sup> La position qui préconise d'aller dans les colonies pour « créer des troubles » signifie ni plus ni moins que recommander aux soldats de collaborer à la guerre coloniale. « Editorial : a nossa posição face a deserção ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74]

Enquanto fazes «agitação» [...] vais cometendo os piores crimes contra os povos africanos, eis o significado dessa posição<sup>475</sup>.

Nous pouvons noter ici la permanence du ton péremptoire du journaliste ainsi que la formule emphatique induite par le superlatif « pior » (pire) qu'il utilise afin de frapper le lecteur lorsqu'il déclare : « vais cometendo os piores crimes contra o povo africano ».

Le journal *A Voz do Desertor* dans cet article prétend révéler aux futurs appelés la réalité des faits, en divulguant ce qu'il présente comme un « discours de vérité » qu'il oppose au discours du Parti Communiste, présenté comme une « artimanha » (ruse) et une tentative de « enganar » (tromper) les soldats. Cet article illustre ainsi les profondes dissensions existantes entre les groupes marxistes-léninistes et le Parti Communiste, plus particulièrement au sujet de la question de la désertion. En effet, le choix du PCP de condamner les désertions individuelles tandis que l'appel à la désertion constitue le mot d'ordre des organisations marxistes-léninistes, témoigne du fossé existant entre la stratégie militante des groupes maoïstes et celle du Parti Communiste Portugais. Bien que tous aient pour objectifs de mettre fin à la guerre coloniale et de lutter contre la dictature, ce désaccord sur la question de la participation à la guerre coloniale constitue le principal point de rupture entre les militants de la gauche radicale et les militants du PCP. La condamnation de la désertion individuelle constitue d'ailleurs un des éléments qui a participé à la désaffection d'une partie de jeunes militants de l'opposition pour le Parti Communiste<sup>476</sup>. Ce sont ces jeunes opposants qui ont fait le choix de l'insoumission ou de la désertion qui s'expriment dans la presse des exilés et défendent ainsi en exil un discours et une stratégie militante différents de ceux des exilés membres du Parti Communiste Portugais présents en France.

Il est cependant intéressant de relever que le prétendu « discours de vérité » défendu par le journal *A Voz do Desertor* dans cet article, ne condamne pas uniquement les recommandations du Parti Communiste. Il vise également les positions défendues par certaines organisations marxistes-léninistes, qui appellent pourtant également les soldats à la désertion. Ces dernières sont désignées de manière très péjorative comme « posições oportunistas » et « aventureirismo » défendues par des militants présentés de manière accusatrice comme des « radicais que se fingem de muito revolucionários<sup>477</sup> ».

---

<sup>475</sup> Tandis que tu vas « créer des troubles » tu vas commettre les pires crimes contre le peuple africain, voilà ce que signifie cette position. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>476</sup> PINTO, Raul Simões. *O 15 de Moulinet*, Porto: Pé de Cabra, 1995.p. 64-67.

<sup>477</sup> Positions opportunistes/ positions aventureuses/radicaux qui feignent d'être de grands révolutionnaires. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

Ainsi, tandis que nous pourrions être amenés à considérer l'appel à la désertion comme un mot d'ordre unanime, autours duquel se trouve rassemblés les différents groupes marxistes-léninistes en réalité il n'en est rien. En effet, selon les organisations maoïstes, la désertion a pour principal objectif d'affaiblir les troupes portugaises et vise à lutter contre la poursuite de la guerre coloniale. Cependant elle s'intègre également dans la stratégie générale de la « lutte révolutionnaire ». C'est pourquoi les différentes organisations de la gauche radicale ont des consignes précises en ce qui concerne la manière de désertir qu'elles communiquent à travers leurs journaux. Ces consignes diffèrent d'une organisation à l'autre et représentent des points de discordances importantes entre les différentes organisations maoïstes, qui s'expriment directement dans la presse des exilés.

Ainsi, comme nous avons pu le constater à travers l'analyse du billet « O Silva, O Zé e os seus problemas<sup>478</sup> » que nous avons cité précédemment, le journal *O Alarme* recommande aux soldats et aux futurs appelés de désertir en emportant avec eux leurs armes. Cette consigne est également celle du journal *Luta* qui affirme dans l'éditorial de son second numéro : « « Desertar com armas » é uma palavra de ordem justa e revolucionária<sup>479</sup> ». Ici la recommandation de désertir en emportant ses armes, au de-là d'une simple consigne est présentée comme le mot d'ordre du journal *Luta*. Le terme « palavra de ordem » (mot d'ordre) apparaît d'ailleurs deux fois dans l'article et la formule « desertar com armas » (désertir avec ses armes) pas moins de quatre fois, toujours en lettres capitales et entre guillemets afin d'être mis en valeur et d'interpeller le lecteur. Les journaux *O Alarme* et *Luta*, comme nous l'avons déjà indiqué, sont tous deux liés à la même organisation, la cellule *O Comunista* qui devient en 1973 l'OCMLP. L'OCMLP enjoint les futurs appelés à faire leur service militaire et à désertir avant d'embarquer pour l'Afrique en emportant avec eux leurs armes et si possible de manière collective. Cette position est clairement exprimée par le journal *Luta*, toujours sous la forme d'un mot d'ordre, comme nous pouvons le lire :

Defendemos pois que os jovens devem ir à tropa, fazer instrução e a especialidade, e que, antes do embarque, devem « desertar com armas ». <sup>480</sup>

Nous pouvons relever ici l'emploi du verbe « defender » (défendre) ainsi que la répétition du verbe « dever » (devoir) qui démontrent qu'il s'agit bien ici, non pas d'un simple conseil mais

---

<sup>478</sup> « O Silva, O Zé e os seus problemas ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 5.]

<sup>479</sup> Désertir avec les armes est un mot d'ordre juste et révolutionnaire. « Editorial », *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, n°2, juin 1973, p. 1-2 [En annexe. p. 22-23.]

<sup>480</sup> Nous défendons l'idée que les jeunes doivent faire leur service militaire, suivre l'instruction et la spécialisation et qu'avant l'embarquement, ils doivent « désertir avec leurs armes ». « Editorial », *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, *Op. Cit.* [En annexe. p. 22-23.]

bien d'une consigne claire du journal à ses lecteurs. Nous pouvons également noter le choix du journaliste de s'exprimer à la première personne du pluriel. Le choix de l'emploi de la première personne du pluriel est un moyen de rappeler au lecteur que l'article s'exprime au nom de tout le Comité de Soutien aux Déserteurs en France dont le journal *Luta* est l'organe officiel.

Cependant l'éditorial ne se contente pas, de partager le mot d'ordre « Desertar com armas ». Afin de convaincre les futurs appelés, il exprime également, dans quelle mesure, cette consigne s'intègre dans la « stratégie révolutionnaire » de l'OCMLP. L'article précise ainsi l'importance de la propagande auprès des autres soldats, ce qui rappelle dans une certaine mesure la stratégie du PCP. Mais affirme également la nécessité d'apprendre à se servir d'une arme et plus particulièrement de désertier en emportant son arme, en précisant que les armes dérobées serviront à mener à bien la révolution au Portugal. Ici nous pouvons constater comment, à l'image du journal *O Alarme*, le journal *Luta* intègre la résistance à la guerre coloniale dans sa stratégie de lutte contre le régime, en tant qu'élément fondamental de sa stratégie révolutionnaire.

C'est justement la position des journaux *Luta* et *O Alarme* que le journal *A Voz dos Desertor* dénonce comme « oportunista » et « aventureira » dans son article « A nossa posição face à deserção ». En effet, *A Voz do Desertor* tout comme le journal *O Salto* est rattaché à l'organisation marxiste-léniniste du PCP (m-l). Cette dernière encourage, tout comme l'OCMLP, les futurs appelés à désertier après avoir fait leur service militaire et avant l'embarquement pour l'Afrique. Toutefois, elle déconseille fortement aux soldats de tenter de fuir avec leurs armes ou d'essayer d'organiser des désertions collectives. L'article « A nossa posição face à deserção » exprime ainsi les recommandations du PCP (m-l) aux futurs soldats. Ces dernières sont présentées comme l'unique position envisageable :

Para, *A Voz do Desertor* só há uma posição correcta : fazer a recruta e a especialidade, aprender a manejar as armas, fazer agitação e propaganda anticolonial no seio do exército em Portugal e antes de embarcar para as colónias desertar e continuar o combate no seio da emigração<sup>481</sup>

Afin de convaincre le lecteur le journaliste souligne également les risques encourus par les soldats qui tenteraient de suivre les recommandations de l'OCMLP, qu'il dénonce de la même façon que la stratégie du PCP comme : dangereuse, irréalisable et inutile. Comme nous

---

<sup>481</sup> Pour *La Voix du Désertier* il n'y a qu'une position correcte : suivre l'instruction militaire et la spécialité, apprendre à se servir d'une arme, créer des troubles et faire de la propagande anticoloniale au sein de l'armée au Portugal et avant d'embarquer pour les colonies désertier et continuer le combat en exil. «Editorial: a nossa posição face à deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

pouvons le lire lorsque le journaliste déclare que : « o roubo de arma é difícil, chama atenção e é inútil no momento presente» et ajoute : « a deserção colectiva é difícilima de organizar e geralmente desmantelada antes de concretizada<sup>482</sup> ». Le journal accuse également, les organisations qui encouragent les soldats à désertir en emportant leurs armes, de nuire volontairement au mouvement de lutte des soldats :

Sendo na aparência uma posição revolucionária, ela não passa de mais outra forma de liquidar o movimento de deserção dos soldados<sup>483</sup>

Ces accusations rappellent presque mot pour mot celles proférées par le journaliste à l'encontre du PCP, quelques lignes plus haut dans le même article.

Nous pouvons ainsi constater que le journal *A Voz do Desertor* attaque les organisations marxistes-léninistes concurrentes de la même façon et avec la même violence que le Parti Communiste. Ceci témoigne de l'existence de nombreuses divisions entre les différents groupes maoïstes portugais ainsi que du fait que ces dernières perdurent au sein de l'émigration et s'expriment directement dans la presse des exilés. Nous pouvons d'ailleurs constater que le journal *Luta* dans l'éditorial de son second numéro, qui paraît un mois après la publication de l'article de *A Voz do Desertor*, attaque à son tour le journal et fait référence explicitement à son éditorial «A nossa posição face à deserção ». Le journal du *Comité de Apoio aos Desertores Portugueses em França* accuse alors à son tour la publication liée au PCP (m-l) de nuire délibérément au mouvement de lutte des soldats affirmant que la position du journal *A Voz do Desertor* est : « injusta e sabotadora da Revolução Popular<sup>484</sup> ».

Les positions des organisations marxistes-léninistes exprimées dans la presse des exilés en matière de désertion, paraissent inflexibles et sont à l'origine de conflits importants qui s'expriment par des attaques violentes des groupes maoïstes par journaux interposées. Cependant, cette apparente intransigeance est nuancée par la volonté affirmée par l'OCMLP tout comme par le PCP (m-l) de venir en aide à tous les jeunes portugais qui rejettent la guerre coloniale. Ainsi l'éditorial de *Luta* ne manque pas de préciser en conclusion de son article qu'il soutient non seulement tous les déserteurs mais également, les réfractaires et insoumis, comme nous pouvons le lire :

---

<sup>482</sup> Le vol d'arme est difficile, attire l'attention et est inutile au moment présent. / La désertion collective est très difficile à organiser et généralement démantelée avant même d'avoir été concrétisée. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>483</sup> Étant en apparence une position révolutionnaire, elle n'est rien d'autre qu'une autre manière de liquider le mouvement de désertion des soldats. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe. p. 73-74.]

<sup>484</sup> Injuste et vise à saboter la Révolution Populaire. «Editorial», *Luta- comité de apoio aos desertores portugueses em França*, *Op. Cit.* [En annexe.p. 22-23.]



Por último, cumpre-nos afirmar que o facto de apoiarmos a deserção com armas não impede que apoiemos da mesma maneira todos aqueles que, não seguindo essa palavra de ordem, desertam sem armas ou abandonem Portugal antes de entrarem na tropa<sup>485</sup>.

Nous retrouvons le même type de déclarations dans le journal *A Voz do Desertor* qui affirme dès les premières lignes de l'éditorial de son premier numéro sa volonté d'être : « o órgão dos desertores, refractários e insubmissos<sup>486</sup> »

### **c) Soutien et conseils aux déserteurs, réfractaires et insoumis : Affirmation du rejet de la guerre comme un combat politique**

Il apparaît ainsi que la presse des exilés définit comme élément crucial de sa stratégie de lutte contre la guerre coloniale, non seulement l'appel à la désertion mais également le soutien aux déserteurs, réfractaires et insoumis présents en France, comme le déclare le journal *Lutte* dès son premier numéro :

Le soutien au déserteurs portugais à l'étranger, devient ainsi fondamental pour que le mouvement de refus de la guerre puisse prendre un caractère généralisé<sup>487</sup>.

Cet appui est assuré par les comités de soutien aux déserteurs. Ces derniers prétendent proposer aux jeunes qui ont fui l'incorporation ou déserté l'armée une aide qui ne se limite pas à un simple soutien moral, mais se présente comme un appui concret. Il s'agit notamment de conseils juridiques en ce qui concerne les questions de la régularisation de leur situation voire même la possibilité d'être défendus par un avocat selon ce qu'affirme le journal *O Salto* :

Estes comités contam com a colaboração de vários advogados que na maioria dos casos defendem gratuitamente os jovens que não fizeram a tropa<sup>488</sup>

---

<sup>485</sup> Enfin, nous nous devons d'affirmer que le fait de soutenir la désertion avec les armes ne nous empêche en rien de soutenir de la même manière tous ceux qui, ne suivant pas ce mot d'ordre, désertent sans armes ou quittent le Portugal avant d'intégrer l'armée. «Editorial», *Luta- comité de apoio aos desertores portuguesas em França*, *Op. Cit.* [En annexe. p. 22-23.]

<sup>486</sup> L'organe des déserteurs, réfractaires et insoumis. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe p. 73-74.]

<sup>487</sup> « Chers camarades et amis », *Lutte- bulletin du comité de soutien aux déserteurs portugais en France*, n°1, janvier 1972, p. 1-7. [En annexe. p. 28-35.]

<sup>488</sup> Ces comités sont en étroite collaboration avec de nombreux avocats qui dans la plupart des cas défendent gratuitement les jeunes qui n'ont pas fait le service militaire. «Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa», *O Salto*, n°11, juillet-août 1972, p. 1. [En annexe. p. 59-60.]

Les comités de soutien aux déserteurs sont, comme nous l'avons déjà souligné, directement liés aux organisations marxistes-léninistes et aux journaux de la presse des exilés. Qu'il s'agisse du *Comité de Apoio Aos Jovens Desertores e Insubmissos Portugueses* rattaché au PCP (m-l) et lié au journaux *O Salto* et *A Voz do Desertor*. Ou du *Comité de Apoio aos Desertores Portugueses em França*, dont les journaux *Luta* et *Lutte* sont les bulletins officiels, et qui est rattaché à l'OCMLP et au journal *O Alarme*.

Ainsi les journaux de la presse des exilés servent également aux militants de la gauche radicale de moyen de communication afin de faire connaître l'existence des comités de soutien aux jeunes portugais qui ont refusé de participer à la guerre coloniale. En effet, nous pouvons constater la présence d'encarts qui indiquent l'adresse exacte des comités de déserteurs, réfractaires et insoumis dans les journaux *O Salto*, *O Alarme* ainsi que *A Voz do Desertor* et *Lutte*<sup>489</sup>. Plus particulièrement, sont publiés de nombreux articles dans lesquels les journalistes de la presse des exilés s'adressent personnellement aux déserteurs, réfractaires et insoumis afin de les encourager à s'adresser aux comités de soutien.

Ces articles peuvent se présenter sous la forme de lettres ouvertes, comme c'est le cas du premier article publié dans le premier numéro du journal *Lutte*. Celui-ci reproduisant un modèle épistolaire débute par une formule d'appel : « Chers camarades et amis ». Par l'utilisation de cette formule le journaliste tente d'instaurer une proximité avec le lecteur. En effet, l'utilisation des termes « chers » et « amis » renvoie à une certaine familiarité. L'emploi du terme « camarade » qui sert d'appellatif entre les membres d'organisations se réclamant du marxisme sous-entend quant à lui que les lecteurs partagent les mêmes convictions politiques que les rédacteurs du journal. Dans cet article l'invitation à se rendre au Comité de Soutien au Déserteurs Portugais en France prend l'aspect d'une directive comme nous pouvons le constater par le ton injonctif du journaliste lorsqu'il affirme :

Dans tous les cas, les réfugiés politiques, déserteurs et insoumis portugais doivent s'adresser au Comité<sup>490</sup>

---

<sup>489</sup> « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa ». *Op. Cit.* / «Pro povo a guerra colonial só traz fome, luto e miséria». *Op. Cit.* / «Na frente de batalha». *Op. Cit.* « Chers camarades et amis ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 59-60/p. 10/p. 28-35.]

<sup>490</sup> « Chers camarades et amis ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 26-33.]

L'aspect impératif de cette déclaration est particulièrement marqué par l'emploi de la formule « dans tous les cas » et du verbe « devoir ». Nous retrouvons une formulation équivalente en conclusion de l'article lorsque le journaliste déclare :

Dans tous les cas, les insoumis, déserteurs et réfugiés politiques devront nous contacter pour prévenir et éventuellement intervenir en cas de difficulté<sup>491</sup>

La prépondérance de ce ton injonctif donne à cet article de *Lutte* un aspect de tract militant que nous avons déjà pu constater dans des articles publiés dans la version portugaise du journal.

Dans d'autres articles de la presse des exilés les rédacteurs d'adressent aux déserteurs et réfractaires en leur qualité de déserteurs, comme c'est le cas dans les articles, « Temos direito ao refúgio político <sup>492</sup> » publié dans le premier numéro du journal *A Voz do Desertor*, et « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa<sup>493</sup> » publié dans le onzième numéro du journal *O Salto*. Dans ces deux articles le journaliste emploie la première personne du pluriel. Le choix de l'emploi de la première personne du pluriel illustre ici la volonté des journaux marxistes-léninistes portugais publiés en France de s'affirmer comme les porte-paroles et les représentants des déserteurs, réfractaires et insoumis en exil.

Bien que les organisations marxistes-léninistes encouragent les déserteurs, réfractaires et insoumis à s'adresser aux comités de soutien afin d'obtenir assistance et conseil, elles prétendent également assurer une partie de cet appui directement à travers la presse. Ce soutien se manifeste sous deux formes : en premier lieu, informer les déserteurs, réfractaires et insoumis en ce qui concerne la législation française en matière d'émigration, mais également leur faire prendre connaissance de leurs droits et leur indiquer la marche à suivre afin de les faire valoir.

Nous pouvons ainsi constater qu'à partir de 1972 se multiplient les articles consacrés aux accords sur l'immigration signés entre la France et le Portugal, un an auparavant. Notamment dans les journaux, *O Salto*, *A Voz do Desertor* ou *Lutte*. Ces accords imposent à tous les émigrés portugais voulant régulariser leur situation en France d'avoir quitté le Portugal légalement. L'article « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa » précise :

---

<sup>491</sup> « Chers camarades et amis ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 26-33.]

<sup>492</sup> « Temos direito ao refúgio político », *A Voz do desertor- jornal dos desertores e refractários portugueses*, n°1, février 1973, p. 8. [En annexe. p. 72.]

<sup>493</sup> « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 59-60.]

O Acordo estipula, no seu artigo I, do título I, que a partir de 1 de Setembro de 1972, só poderão regularizar a sua situação como emigrantes económicos em França, os indivíduos munidos dum passaporte de emigrante passado pelas autoridades fascistas portuguesas<sup>494</sup>

Selon le journal, cette nouvelle législation visant à favoriser le contrôle de l'émigration par les autorités portugaises a pour but d'empêcher de manière ciblée l'émigration des jeunes déserteurs, réfractaires et insoumis. Le journal *Lutte* dans son premier numéro paru le 1<sup>er</sup> janvier 1972<sup>495</sup> dresse le même constat lorsqu'il affirme que, si d'une part : « Pour le Portugal il est important de continuer à alimenter le flux de l'émigration » il est cependant « inadmissible » pour le gouvernement portugais que : « 15 000 à 20 000 insoumis ne se présentent pas chaque année aux incorporations du contingent ». Cependant, l'article « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa » pousse plus loin ses récriminations et accuse directement le gouvernement français de se rendre complice de la guerre coloniale. Le journaliste affirmant de manière péremptoire que : « sem qualquer dúvida » les accords sur l'immigration représentent : «um apoio directo à guerra colonial<sup>496</sup>».

Le journal *A Voz do Desertor* profère le même type d'accusations, dans l'article « Temos direito ao refúgio político », publié près de six mois plus tard. Dans celui-ci, le rédacteur présente la signature des accords sur l'immigration comme une victoire partielle du pouvoir « fasciste » portugais contre le mouvement de refus de la guerre coloniale :

As autoridades fascistas há muito que tentavam negociar com o governo francês a extradição dos desertores e refractários ou, pelo menos, o fim, da sua legalização em França. Conseguiram em parte, em Julho de 1971<sup>497</sup>

Face à ces nouvelles restrictions du droit à l'émigration, la réponse des trois journaux est unanime : ils conseillent à tous les jeunes portugais refusant de participer à la guerre coloniale présents en France de faire la demande du statut de réfugié politique. Cette recommandation est présentée de manière légitime, comme un moyen de garantir la sécurité des déserteurs, réfractaires et insoumis, face à la précarité de leur statut de travailleurs immigrés. Dans le premier numéro du journal *Lutte* nous pouvons lire :

---

<sup>494</sup> L'Accord stipule dans son article I, du titre I, qu'à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1972, seuls pourront régulariser leur situation comme émigrés économiques en France, les individus munis d'un passeport d'émigré visé par les autorités fascistes portugaises. «Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 59-60.]

<sup>495</sup> « Chers camarades et amis ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 28-35.]

<sup>496</sup> Sans aucun doute/ un soutien direct à la guerre coloniale. «Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa». *Op. Cit.* [En annexe. p. 59-60.]

<sup>497</sup> Cela fait déjà longtemps que les autorités fascistes tentent de négocier avec le gouvernement français l'extradition des déserteurs et réfractaires, ou du moins de mettre un terme à leur légalisation en France. Ils ont en partie réussi en juillet 1971. «Temos direito ao refúgio político». [En annexe. p. 72.]

Il serait souhaitable par ailleurs que les Portugais ayant des problèmes militaires bénéficient en masse du statut de réfugié, qui seul accordera une protection efficace<sup>498</sup>.

Cependant, certains journaux de la presse des exilés, lorsqu'il s'agit du statut des immigrés portugais en France, tiennent des discours alarmistes qui ne correspondent pas à la réalité des faits, mais reflètent le climat de crainte et d'insécurité qui règne parmi les déserteurs, réfractaires et insoumis réfugiés en France.

C'est le cas notamment de l'article «Temos direito ao refúgio político». En effet, dans cet article le journaliste de *A Voz do Desertor* affirme que l'obtention du statut de réfugié politique est « a única garantia de aqui permanecer em segurança <sup>499</sup>», y compris pour les déserteurs, réfractaires et insoumis en situation régulière, menacés d'expulsion s'ils perdent leur emploi. Dans cet article les déclarations du journaliste se réfèrent directement à la Circulaire Fontanet rédigée en 1972. Cette dernière limite non seulement la régularisation des immigrés entrés sur le territoire français sans contrat de travail mais prévoit également qu'un immigré en situation régulière, s'il perd son emploi perde son droit de séjour. Les craintes formulées par le rédacteur paraissent ainsi justifiées. Cependant, comme le précise Victor Pereira, cette circulaire ne s'applique pas aux émigrés portugais, ces derniers bénéficiant d'un statut spécial « dans la continuité des dispositions dérogatoires prises dans les années 1960 <sup>500</sup> ».

Il apparaît ainsi que dans cet article le journal *A Voz do Desertor* base son argumentation sur de fausses informations qu'il participe à propager au sein de l'immigration. Nous pourrions ici soupçonner une volonté du journal de diffuser sciemment une information erronée afin de convaincre les déserteurs, réfractaires et insoumis de suivre ses recommandations. Cependant, il semblerait plutôt qu'il s'agisse d'une erreur des rédacteurs, ignorant eux-mêmes que les immigrés portugais bénéficient d'un statut particulier. Cela nous permet de nous interroger sur les limites du rôle informatif de la presse des émigrés et de rappeler que ses rédacteurs sont davantage des militants politiques que des journalistes.

Il est important de souligner ici que la question de l'octroi du statut de réfugié politique aux déserteurs, réfractaires et insoumis portugais représente un double enjeu pour les journalistes de la presse maoïste portugaise publiée en France. En effet, l'obtention du statut de réfugié politique pour les déserteurs réfractaires et insoumis permet non seulement de les

---

<sup>498</sup> « Chers camarades et amis ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 28-35.]

<sup>499</sup> L'unique garantie de rester en sécurité ici. «Temos direito ao refúgio político». [En annexe. p. 72.]

<sup>500</sup> PEREIRA, Victor. « Portugais en lutte : une mobilisation paradoxale » . *Plein droit*. Avril 2014, n° 100, p. 42.

protéger contre les aléas de la législation sur l'immigration, mais participe également à faire reconnaître le refus de participer à la guerre coloniale comme un acte politique qui s'inscrit dans la lutte contre la guerre coloniale et contre le régime de l'*Estado Novo*.

Ainsi dans l'article « Temos direito ao refúgio político », la nature politique du refus de participer à la guerre coloniale est présentée comme un fait irréfutable, lorsque le journaliste cite la Convention de Genève afin de revendiquer le droit des déserteurs, réfractaires et insoumis portugais au statut de réfugié politique :

a Convenção de Genebra estipula que « Deve ser considerado como refugiado aquele que, tendo receio de ser perseguido pela sua raça, religião ou nacionalidade, por pertencer a um determinado grupo social, ou pelas suas opiniões políticas, se encontra fora do país do qual tem a nacionalidade e não pode ou não quer, por causa desse receio, pedir protecção a esse país. ». Em conclusão : nós temos direito ao refúgio político<sup>501</sup>.

Ici le journaliste ne prend pas la peine d'argumenter afin de prouver la portée politique de la désertion. Or, comme nous l'avons souligné précédemment, la Convention de Genève, ne reconnaît pas de manière systématique la désertion comme un acte politique. Il s'agit ici pour le journaliste d'une façon d'affirmer de manière implicite que la nature politique du refus de participer à la guerre coloniale est évidente et incontestable, elle ne nécessite donc aucune explication ni justification.

Le journal *O Salto* défend également le droit à l'obtention du statut de réfugié politique pour les déserteurs réfractaires et exilés en faisant référence à la Convention de Genève dans son article « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa <sup>502</sup> ». Cependant dans ce dernier le journaliste structure son argumentation afin de revendiquer la portée politique du refus de participer à la guerre coloniale. En premier lieu il affirme de manière explicite que la guerre coloniale est une guerre politique, il la définit ainsi comme : « guerra colonial, que tem objetivos políticos e é conduzida contra movimentos de libertação nacional <sup>503</sup> » et que c'est pour cela que le refus de participer à la guerre est un acte politique : « um acto político », « um acto de oposição à política colonial da burguesia <sup>504</sup> » qui justifie pleinement le droit des déserteurs réfractaires et insoumis à l'obtention du statut de réfugié politique. L'affirmation du refus de la guerre comme un acte politique est particulièrement mise en valeur dans cet article,

---

<sup>501</sup> La Convention de Genève stipule que : « Doit être considéré comme réfugié celui qui, craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». En conclusions : nous avons droit à l'asile politique. « Temos direito ao refúgio político ». [En annexe. p. 72.]

<sup>502</sup> « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa ». *Op. Cit.* [En annexe. p. 59-60.]

<sup>503</sup> Une guerre coloniale qui a des objectifs politiques et est menée contre des mouvements de libération nationale.

<sup>504</sup> Un acte politique/ un acte d'opposition à la politique coloniale de la bourgeoisie.

qui lui consacre un paragraphe entier, comme nous pouvons le voir avec la présence de l'intertitre « Um acto político ». La formule « um acto político » y est d'ailleurs martelée, afin de marquer le lecteur, elle apparaît quatre fois en un seul paragraphe, dont deux fois en italique afin de la mettre particulièrement en exergue.

En encourageant un maximum de déserteurs, réfractaires et insoumis à faire la demande du statut de réfugié politique, les rédacteurs de la presse des exilés espèrent ainsi donner une visibilité internationale au combat que ces derniers mènent contre la guerre coloniale et contre la dictature. Les articles « Os direitos dos jovens que não fizeram a tropa » et « Temos direito ao refúgio político » témoignent d'une partie de la stratégie militante mise en place par les déserteurs, réfractaires et insoumis en exil, qui vise à sensibiliser l'opinion publique à la lutte contre la guerre coloniale et contre la dictature.

Cependant les ambitions politiques défendues par la presse des exilés ne se limitent pas à cela. En effet les organisations marxistes-léninistes prétendent constituer un large front militant pour « continuar o combate no seio da emigração<sup>505</sup> », ainsi comme l'expose le journal *A Voz do Desertor*, la création des comités de déserteurs outre son rôle de soutien et de conseil, constitue la première étape de la création d'un « amplo movimento unitário dos desertores, refractários e insubmissos<sup>506</sup> ». C'est ce « Movimento dos Desertores, Refractários e Insubmissos Portugueses » qui à terme devrait mener la révolution au Portugal. Toutefois, selon les militants maoïstes eux-mêmes l'« insurreição popular armada » qu'ils prônent dans leurs journaux ne pourra être concrétisée que lorsque les déserteurs et insoumis seront suffisamment nombreux et organisés. Nous pouvons ainsi comprendre pourquoi l'appel à la désertion et la propagande par la presse constituent les principales missions que se fixent les organisations qui prétendent fédérer les déserteurs au sein de l'émigration.

---

<sup>505</sup> Continuer le combat dans l'émigration. «Editorial: a nossa posição face a deserção». *Op. Cit.* [En annexe p. 73-74.]

<sup>506</sup> Ample mouvement unitaire de déserteurs, réfractaires et insoumis. «Editorial: Em frente pela organização dos desertores !» [En annexe. p. 67-68.]

## Conclusion

Il paraît ainsi légitime de s'interroger sur les résultats concrets de l'action militante menée par les exilés en France à travers la presse. Nous savons que ce n'est pas une révolution armée menée par les déserteurs, réfractaires et insoumis qui renverse l'*Estado Novo* en 1974. En effet, ce sont les jeunes capitaines membres de l'armée portugaise dont beaucoup ont participé à la guerre coloniale qui, en constituant le MFA *Movimentos das Forças Armadas* (Mouvement des Forces Armées) mettent fin à la dictature, le 25 avril 1974, lors de la Révolution des Œillets<sup>507</sup>. Cependant certains historiens considèrent que le refus de participer à la guerre coloniale a joué un rôle indéniable non seulement dans l'affaiblissement des troupes mobilisées en Afrique mais également dans la chute du régime, c'est le cas de José Manuel Lopes Cordeiro qui affirme :

A deserção, em particular a deserção individual, que constituiu efectivamente a opção seguida por milhares de jovens mobilizados, representava um importante contributo para as dificuldades do exército colonial e concorria consideravelmente para o enfraquecimento do regime, que a partir do início da década de 1970 deixará de contar com o número suficiente de oficiais milicianos para assegurar o esforço de guerra<sup>508</sup>.

Que nous souscrivions ou non à cette thèse, une question demeure : la presse des exilés a-t-elle contribué réellement à amplifier le phénomène de désertion ? Les journaux marxistes-léninistes publiés en France ont-ils été lus par de futurs appelés qui auraient fait le choix de désertir ou de ne pas se présenter au service militaire ?

Victor Pereira dans son mémoire de maîtrise consacré aux exilés portugais en France nous fournit une piste de réflexion intéressante à ce sujet. Il fait en effet référence à une note d'information rédigée par le service départemental de la PAF (Police des Airs et des Frontières) des Pyrénées-Atlantiques, datée du 29 mars 1973<sup>509</sup>. Cette note relate l'arrestation d'un jeune

---

<sup>507</sup> CARVALHO, Luís Pedro Melo de. *O movimento dos capitães, o MFA e o 25 de Abril: do marcelismo à queda do Estado Novo*. Mémoire de Master en Sciences politiques présenté à la Faculté de Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Lisbonne en 2009. [Consulté le 18 mars 2017]. Disponible à l'adresse : [http://www1.ci.uc.pt/cd25a/media/Pdf/LUIS%20MELO%20DE%20CARVALHO\\_O%20Movimento%20dos%20Capitães\\_%20o%20MFA\\_%20e%20o%2025%20de%20Abril.pdf](http://www1.ci.uc.pt/cd25a/media/Pdf/LUIS%20MELO%20DE%20CARVALHO_O%20Movimento%20dos%20Capitães_%20o%20MFA_%20e%20o%2025%20de%20Abril.pdf). p. 19-23.

<sup>508</sup> La désertion, en particulier la désertion individuelle, qui en effet a représenté l'option suivie par des milliers de jeunes mobilisés, contribuait fortement à mettre en difficulté l'armée coloniale et participait considérablement à l'affaiblissement du régime, qui à partir du début des années 1970 ne bénéficierait plus du nombre suffisant d'officiers miliciens pour assurer l'effort de guerre. CORDEIRO, José Manuel Lopes. «A polémica sobre a deserção durante a guerra colonial» *Op. Cit.* p. 212.

<sup>509</sup> Note d'information rédigée par le service départemental de la PAF des Pyrénées-Atlantiques, 29 mars 1973, CAC 0019890519, art. 42.



ressortissant portugais démuné de passeport, qui se serait spontanément présenté comme réfractaire au service militaire et qui aurait été en possession du premier numéro du journal *Luta*. Cette note d'information comme l'affirme Victor Pereira permet de :

voir l'audience et les résultats que put obtenir l'action du comité de soutien aux déserteurs et réfractaires portugais en faveur de l'incitation au mouvement de désertion<sup>510</sup>

Il demeure cependant difficile d'évaluer l'ampleur de l'influence qu'ont pu avoir les journaux de la presse des exilés sur les futurs appelés de même que l'impact concret du combat des déserteurs, réfractaires et insoumis en exil. C'est par ailleurs le constat global que dresse Stéphane Dufoix lorsqu'il s'agit du militantisme en exil. Il affirme ainsi que l'efficacité politique des exilés ne peut être objectivement mesurée<sup>511</sup>.

Toutefois, l'existence de résultats concrets n'est pas ce qui conditionne le militantisme en exil. Selon Yoshi Shain, c'est bien par la poursuite d'une activité politique contre le régime de leur pays d'origine que se distinguent les exilés politiques. Or, à travers la dénonciation active de la guerre coloniale, du colonialisme et plus largement de la politique de l'*Estado Novo* ainsi que par l'appel à la solidarité aux mouvements indépendantistes africains et à la désertion, les journaux *Jornal do Emigrante*, *O Alarme*, *O Salto*, *Boletim Anti-colonial*, *A Voz do Desertor* et *Luta-Lutte* partagent le même discours militant. Ce discours commun, comme nous avons pu le voir, a pour objectif d'informer, représenter et organiser les futurs appelés, ainsi que les déserteurs, réfractaires et insoumis, afin de lutter contre la guerre coloniale et contre l'*Estado Novo*. La presse des exilés atteste ainsi de l'existence d'une activité politique structurée et organisée menée par les déserteurs, réfractaires et insoumis réfugiés en France, ayant pour objectif de renverser le régime de l'*Estado Novo*.

Notre travail avait pour objectifs de proposer en premier lieu, une analyse du phénomène de refus de participer à la guerre coloniale et de sa portée politique ainsi que de l'existence d'une presse politique dénonçant la guerre coloniale et l'*Estado Novo* publiée en France par les déserteurs, réfractaires et insoumis portugais. Cette première étape de notre étude nous a permis de souligner les motivations politiques des déserteurs, réfractaires et insoumis réfugiés en France, ainsi que leur volonté de poursuivre une activité militante dans leur pays d'accueil. En accord avec les définitions proposées par Bruno Groppo et Yoshi Shaine, cela nous permet de qualifier les déserteurs, réfractaires et insoumis prenant part à ces journaux, d'exilés politiques. Nous désirions également étudier le contenu de ces publications afin d'analyser dans quelle

---

<sup>510</sup> PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. Op. Cit. p. 114.

<sup>511</sup> DUFOIX, Stéphane. Op. Cit. p. 54.

mesure et de quelle manière les déserteurs, réfractaires et insoumis prétendent mener en exil une activité politique de lutte contre la guerre coloniale et contre le régime salazariste.

Notre étude nous a permis de mettre en évidence l'ampleur du phénomène de refus de participer à la guerre coloniale, mais également la portée politique de ce refus. Cette portée politique de la désertion et du refus de l'incorporation durant la guerre coloniale s'explique en premier lieu par l'attachement idéologique du régime de l'*Estado Novo* à l'Empire symbolisé notamment par l'existence de l'Acte Colonial qui fait partie intégrante de la Constitution approuvée en 1933 qui établit l'*Estado Novo*. Cet attachement idéologique s'exprime également à travers la politique coloniale de António de Oliveira Salazar et sa propagande d'État, basée dans un premier temps sur la mission civilisatrice historique de la nation portugaise en Afrique, puis sur les théories lusotropicalistes de Gilberto Freyre. Nous avons ainsi pu appréhender dans quelle mesure le mythe impérial et le colonialisme s'affirment comme deux piliers idéologiques de l'*Estado Novo*, donnant à la guerre coloniale qui s'initie en 1961 une portée politique. Nous avons cependant pu constater que c'est durant le mandat de Marcelo Caetano, successeur d'António de Oliveira Salazar que l'opposition à la guerre se généralise, et la contestation augmente surtout en raison de l'échec de la révision constitutionnelle et du choix du gouvernement de continuer la guerre. Ainsi, pour une jeune génération d'opposants, la lutte contre la guerre coloniale et la lutte contre régime deviennent indissociables. Nous avons pu voir que c'est à partir de 1969 suite à la crise étudiante de Coimbra et face à la forte répression que s'opère une certaine radicalisation des mouvements contestataires étudiants qui se traduit par la multiplication des mouvements marxiste-léniniste-maoïstes au Portugal, qui affirment leur anticolonialisme et appellent à la désertion et à la révolution armée.

Notre analyse du phénomène de désertion au Portugal dans sa perspective historique en tant que phénomène transgressif et subversif, et de son évolution de l'époque moderne jusqu'à nos jours nous a permis de mettre en lumière la spécificité du mouvement massif de refus de participation à la guerre qui se développe durant la guerre coloniale. Ce dernier se distingue d'abord des anciens phénomènes de refus de combat par sa portée idéologique et politique. Mais il se distingue également par son ampleur qui, comme nous l'avons souligné dans notre étude, contribue à alimenter la plus grande vague migratoire qu'ait jamais connue le Portugal dans les années 1960-1970. Celle-ci avait conduit ainsi la majeure partie de cette jeune génération d'opposants de la gauche radicale à s'exiler en France.

L'étude des travaux de Marie-Christine Volovictch-Tavares et de José Pacheco Pereira, nous a permis d'identifier l'existence d'une presse politique anticolonialiste et antifasciste

appelant à la désertion, publiée en France par de jeunes déserteurs et insoumis portugais. Ainsi, après avoir mis en évidence les motivations politiques à l'origine du refus de combattre durant la guerre coloniale, l'existence de ces journaux nous a permis d'attester de la volonté des déserteurs, réfractaires et insoumis de poursuivre leur activité politique en exil, justifiant ainsi que nous la qualifions de presse des exilés.

À travers l'étude de notre corpus, composé par les journaux *Jornal do Emigrante*, *O Alarme*, *O Salto*, *Boletim Anti-colonial*, *Luta-Lutte* et *A Voz do Desertor*, nous avons pu mettre en lumière l'existence d'un discours commun aux différentes publications de la presse des exilés, bien que celles-ci n'appartiennent pas à une seule et même organisation, mais demeurent divisées et influencées par différents groupes marxistes-léninistes. Ce discours correspond à ce que Stéphane Dufoix identifie comme les trois objectifs des militants politiques en exil : Informer, Représenter et Organiser<sup>512</sup>. En effet, en premier lieu, la presse des exilés prétend informer l'opinion publique et révéler la nature criminelle de la guerre coloniale en dénonçant les exactions commises par l'armée portugaise, ainsi que la répression du régime envers les militant anticolonialistes et antifascistes. Mais elle vise également à révéler le lourd tribut que représente la guerre pour la population portugaise. Nous avons également relevé un nombre important de témoignages de déserteurs, ainsi que des articles dans lesquels les rédacteurs s'exprimaient en tant que déserteurs ou réfractaires, ce qui nous a permis de souligner dans quelle mesure la presse des exilés se fait la tribune des déserteurs, réfractaires et insoumis. Enfin, par l'appel à la désertion et les nombreuses consignes prodiguées aux déserteurs nous avons également pu constater la volonté des journalistes de la presse des exilés de soutenir mais également d'organiser la lutte des déserteurs réfractaires et insoumis contre la guerre et contre le régime.

Notre étude nous a également permis de mettre en lumière l'existence d'une idéologie commune aux différentes publications de la presse des exilés, profondément marquées par l'anticolonialisme et l'internationalisme et plus généralement par le marxisme-léninisme. Les journaux *Jornal do Emigrante*, *O Alarme*, *O Salto*, *Boletim Anti-colonial*, *Luta-Lutte* et *A Voz do Desertor* appellent ainsi à une solidarité active envers les mouvements indépendantistes africains, mais également à la révolution armée.

---

<sup>512</sup> DUFOIX, Stéphane. *Politiques d'exil: hongrois, polonais et tchécoslovaques en France après 1945*. Paris : Presses universitaires de France, 2002. p. 56.

Ainsi notre travail a démontré que la presse des exilés se révèle être le principal instrument de lutte des déserteurs, réfractaires et insoumis expatriés en France et le témoignage de leur activité politique en exil. Elle illustre ainsi la spécificité du combat mené par les jeunes portugais ayant refusé de participer à la guerre coloniale. En plaçant l'appel à la désertion au centre de leurs stratégie de lutte contre la guerre et contre l'*Estado Novo* ceux-ci se démarquent ainsi des principales forces d'opposition présentes dans l'émigration, telles que le Parti Communiste Portugais ou l'Action Socialiste Portugaise.

Notre étude ne prétend pas être exhaustive. Cependant, en constituant et en analysant un échantillon représentatif des journaux rédigés et publiés par de jeunes déserteurs, réfractaires et insoumis expatriés en France entre 1968 et 1974, nous espérons avoir réussi à souligner l'intérêt historique que peut constituer l'étude de la presse des exilés. Il nous apparaît en effet que bien qu'étant une presse partisane et militante qui par conséquent ne peut être considérée comme une source d'informations objective, la presse des exilés en tant que tribune des déserteurs, réfractaires et insoumis constitue un accès direct aux témoignages et au discours d'une jeune génération de militants qui ont fait le choix de l'insoumission et de l'exil. Elle représente ainsi une base d'informations pertinente en ce qui concerne l'étude de l'opposition à la guerre coloniale et du phénomène de désertion, mais aussi de façon plus large, de l'évolution et de la radicalisation de l'opposition à l'*Estado Novo* à la fin des années 1960 et du militantisme en exil.

En effet, bien qu'il s'avère difficile de mesurer les conséquences concrètes de cette activité militante et que les journaux *Jornal do Emigrante*, *O Alarme*, *O Salto*, *Boletim Anticolonial*, *Luta-Lutte* et *A Voz do Desertor* ne forment pas un groupe uni, ils illustrent cependant l'existence d'une activité militante structurée et organisée au sein de l'émigration, dont les déserteurs, réfractaires et insoumis sont les principaux acteurs.

Or, nous avons pu constater au cours de nos recherches que l'affirmation de la portée politique de la désertion et du refus de participer à la guerre coloniale est très présente dans la presse des exilés, mais que cette défense du refus de combattre comme un acte politique fait aussi l'objet d'un combat mené par de nombreux insoumis dans la période post-révolutionnaire. Celle-ci demeure, aujourd'hui encore, une revendication présente dans de nombreux témoignages d'anciens déserteurs, réfractaires et insoumis. Cependant, au cours de notre étude nous avons pu noter également le manque de travaux consacrés aux déserteurs, réfractaires et insoumis durant la guerre coloniale ainsi qu'une certaine ambiguïté du discours des pouvoirs publics quant à la désertion. Ces éléments peuvent nous amener à nous questionner sur une

certaine marginalisation de la mémoire des déserteurs, réfractaires et insoumis et une potentielle minoration de la portée politique du refus de participation à la guerre durant la guerre coloniale. Celle-ci s'oppose aux revendications de la portée politique du refus de combattre durant la guerre coloniale, aujourd'hui prédominante dans le discours des anciens exilés portugais. Il nous apparaît ainsi qu'au de-là de l'impact concret qu'a pu avoir l'activité militante des déserteurs, réfractaires et insoumis exilé, la presse des exilés se trouve actuellement au cœur d'enjeux mémoriels. C'est bien en tant qu'élément de la mémoire de la lutte des déserteurs, réfractaires et insoumis exilés en France, que l'étude de la presse des exilés se révèle selon nous pertinente. Nous espérons ainsi, au cours de notre étude avoir réussi à souligner le potentiel historique et l'impact mémoriel que peut représenter la presse des exilés dans l'historiographie actuelle.

# Bibliographie

## Sources Primaires

### Portugal

*Constituição política da República Portuguesa e acto colonial*. Lisboa : Imprensa Nacional, 1935.

PORTUGAL. (dir.). *Constituição Política da República Portuguesa: aprovado pelo plebiscito Nacional de 19 de Março de 1933*. Lisboa: Imp. Nacional, 1968.

PRESIDÊNCIA DO MINISTÉRIO. *Constituição Política da República Portuguesa. Diário do Governo* n°43/193.

PORTUGAL. (dir.). *Constituição Política da República Portuguesa votada em 21 de Agosto de 1911 pela Assembleia Nacional. TÍTULO V – DA ADMINISTRAÇÃO DAS PROVÍNCIAS ULTRAMARINAS. Artigo. 67*. Consulté le 2 janvier 2018. Disponible à l'adresse: <http://www.laicidade.org/wp-content/uploads/2006/10/constituicao-1911.pdf>. p.23

MINISTÉRIO DO INTERIOR - POLÍCIA INTERNACIONAL E DE DEFESA DO ESTADO. Decreto-lei n°43 582 de 4 de Abril de 1961. *Diário do Governo* n.º 78/1961, Série I de 1961-04-04.

MINISTÉRIO DO INTERIOR. Decreto-lei n° 44 428, de 29 de Junho de 1962. *Diário do Governo*, I Série – n.º 147. p. 890.

PRESIDENTE DA REPÚBLICA. Lei 2135. *Diário do Governo* n.º 163/1968, Série I de 1968-07-11.

MINISTÉRIO DO INTERIOR E DA JUSTIÇA. Decreto-lei 48783, de 21 de Dezembro de 1968. *Diário do Governo* n.º 300/1968, 1º Suplemento, Série I de 1968-12-2.

PRESIDÊNCIA DO CONSELHO E MINISTÉRIOS DO INTERIOR E DA JUSTIÇA. Decreto-lei n° 49 400, de 24 de novembro de 1969. *Diário do Governo* n.º 275/1969, Série I de 1969-11-24.

JUNTA DE SALVAÇÃO NACIONAL Amnistia dos desertores. Decreto-Lei N.º180/74. 2 Maio de 1974. Centro de Documentação 25 de Abril. Consulté le 2 Février 2018. Disponible à l'adresse : <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=liberd02>.

CONSELHO DA REVOLUÇÃO. Decreto-Lei n°141/177. *Diário da República* n.º 83/1977, Série I de 1977-04-09.

## France

Loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881. Consulté le 22 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5818350m.texteImage>

Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. Consulté le 23 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006069570>.

*Traité de Versailles*. Partie IV Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne. Section I.Colonies allemandes. Consulté le 6 juin 2018. Disponible à l'adresse : <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1919versailles5.htm#1V>

Loi n°56-619 du 23 juin 1956 Mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. *Journal officiel de la République Française* du 24 juin 1956. Consulté le 8 juin 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000692222>.

## Sitographie

Atividade. Consulté le 4 juin 2018. Disponible à l'adresse: <http://vidaarteedireitonoticias.blogspot.com/2014/04/revolucao-dos-cravos-e-africa-portuguesa.html>

Centro de documentação 25 de abril. Consulté le 22 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://www.cd25a.uc.pt/>

Encyclopédie Larousse (en ligne). Consultée Le 5 juin 2018. Disponible à l'adresse: [http://www.larousse.fr/encyclopedie/images/Le\\_partage\\_de\\_l\\_Afrique\\_1924/1011315](http://www.larousse.fr/encyclopedie/images/Le_partage_de_l_Afrique_1924/1011315)

Fundação Mario Soares. Consultée le 10 mars 2018 disponible à l'adresse: <http://casacomum.org/cc/visualizador?pasta=04679.052>.

Hemeroteca Digital. Consulté le 2 janvier 2018. Disponible à l'adresse: Hemeroteca Digital. Consulté le 2 janvier 2018. Disponible à l'adresse: <http://hemerotecadigital.cm-lisboa.pt>

Portail Odysséo. Consulté le 21 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <http://odysseo.generiques.org/>

Restos de coleção Consulté le 9 mars 2018. Disponible à l'adresse : <http://restosdecolecao.blogspot.com/2011/01/propaganda-na-guerra-colonial-2.html>

## Sources Secondaires

ACCORNERO, GUYA. *A mobilização estudantil no processo de radicalização política durante o Marcelismo. Análise Social*, 208, XLVIII (3.º), 2013

ACCORNERO, Guya. *Efervescência estudantil: estudantes, acção contenciosa e processo político no final do Estado Novo (1956-1974)*. Thèse de doctorat en Sciences Sociales. Institut de Sciences Sociale de l' Université de Lisbonne, 2009

ACCORNERO, Guya. «As medidas de repressão e criminalização política durante o Estado Novo português e os seus efeitos». In: PIMENTEL, Irene Flunser, REZOLA, Maria Inácia et COLÓQUIO INTERNACIONAL Legados do autoritarismo em Portugal em perspectiva comparada (dir.). *Democracia, ditadura: memória e justiça política*. Lisboa : Tinta da China : Instituto de História Contemporânea Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, 2013 .

ALMEIDA, João Miguel. *A oposição católica ao Estado Novo. 1958-1974*. Lisboa : Nelson de Matos, 2008

A.N.Font., versement 820312, art.16, «L'immigration portugaise dans la région parisienne ». Préfecture de la Seine, enquête de juillet 1964 à juin 1965. *Hommes et Migrations*, n°105 ,1965

ANTUNES, José Freire. *Sá Carneiro: um meteoro nos anos setenta*: Publicações Dom Quixote, 1982

*Arte de Furtar*. Ed. Roger Bismut. Lisboa: Imprensa Nacional-Casa da Moeda , 1991

ARAÚJO, Ricardo Benzaquen de. *Guerra e paz: Casa-grande & senzala e a obra de Gilberto Freyre nos anos 30*. Rio de Janeiro : Editora 34, 1994

AZEVEDO, Cândido de. *A censura de Salazar e Marcelo Caetano: imprensa, teatro, cinema, televisão, radiodifusão, livro*. Lisboa : Caminho, 1999

BELTRAN, Alain et BÉGUEC, Gilles (dir.). *Action et pensée sociales chez Georges Pompidou*. Paris: PUF,2004

BIANCO, Lucien. « Essai de définition du maoïsme ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. Vol. 34, n° 5, 1979, p. 1094-1108

BIGO, Didier. *Polices en réseaux. L'expérience européenne*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996

BLOMME, Yan. «Le colonialisme et l'impérialisme en Afrique ». In :JULIEN, Corinne. *Histoire de l'humanité*. Volume 6 . Paris: UNESCO, 2000

CABRAL, Luís et CARREIRA, Ernestine. « Contrepoints. Existe-t-il un modèle ibérique ?Les fonctionnaires de l'Empire portugais au XIXe siècle» .In : LUIS, Jean-Philippe. *L'État dans ses colonies: les administrateurs de l'empire espagnol au XIXe siècle*. Madrid : Casa de Velázquez, 2015



CAEIRO, Francisco da Gama. *No cinquentenário de Casa Grande e Senzala*. Lisboa : Académia. das Ciências, 1983

CARDINA, Miguel. *Margem de certa maneira: o maoísmo em Portugal, 1964-1974*. Lisboa : Edições Tinta da China, 2011

CARDINA, Miguel (Entretien). «Mais de oito mil soldados desertaram da guerra colonial». *Lusa/Diário de Notícias* 21 octobre 2016. Consulté le 6 novembre 2017; Disponible à l'adresse: <https://www.dn.pt/sociedade/interior/mais-de-oito-mil-soldados-desertaram-da-guerra-colonial-5455438.html>

CARON, Jean-Claude et VERNUS, Michel. *L'Europe au XIXe siècle: des nations aux nationalismes : 1815-1914*. Paris : A. Colin, 1996

«Carta aberta ao Estado-Maior General das Forças Armadas. 12 de Dezembro 1974». *Vida Mundial* n° 1847. Février 1975. Centro de Documentação 25 de Abril. Disponible à l'adresse: [http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Artigos/VldaMundialN1847p25\\_27.pdf](http://www.cd25a.uc.pt/media/pdf/Biblioteca%20digital/Artigos/VldaMundialN1847p25_27.pdf)

CARVALHO, Luís Pedro Melo de. *O movimento dos capitães, o MFA e o 25 de Abril: do marcelismo à queda do Estado Novo* [en ligne]. [S. l.] : Universidade Lusófona de Humanidades e Tecnologias, 2009. [Consulté le 18 mars 2017]. Disponible à l'adresse : [http://www1.ci.uc.pt/cd25a/media/Pdf/LUIS%20MELO%20DE%20CARVALHO\\_O%20Movimento%20dos%20Capitães\\_%20o%20MFA\\_%20e%20o%2025%20de%20Abril.pdf](http://www1.ci.uc.pt/cd25a/media/Pdf/LUIS%20MELO%20DE%20CARVALHO_O%20Movimento%20dos%20Capitães_%20o%20MFA_%20e%20o%2025%20de%20Abril.pdf)

CARVALHO, Rita Almeida de. «A definição do Marcelismo à luz da revisão da Constituição» In: ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004

CARVALHO, Rita Almeida de. «O marcelismo à luz da revisão constitucional de 1971». *Anuário Português de Direito Constitucional, vol. 3*. Coimbra: Coimbra Editora, 2003, p. 191-276. [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 18 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/1563381/O\\_marcelismo\\_%C3%A0\\_luz\\_da\\_revis%C3%A3o\\_constitucional\\_de\\_1971.\\_Anu%C3%A1rio\\_Portugu%C3%AAs\\_de\\_Direito\\_Constitucional\\_vol.\\_3.\\_Coimbra\\_Coimbra\\_Editora\\_2003\\_pp.\\_191-276](https://www.academia.edu/1563381/O_marcelismo_%C3%A0_luz_da_revis%C3%A3o_constitucional_de_1971._Anu%C3%A1rio_Portugu%C3%AAs_de_Direito_Constitucional_vol._3._Coimbra_Coimbra_Editora_2003_pp._191-276)

CASTELO, Cláudia. «Gilberto Freyre, Um brasileiro em terras portuguesas - Prefácio». *Gilberto Freyre, Um brasileiro em terras portuguesas*. São Paulo: É Realizações (2010) [en ligne]. [s. d.]. [Consulté le 1 mai 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/7077565/Gilberto\\_Freyre\\_Um\\_brasileiro\\_em\\_terras\\_portuguesas\\_-\\_Pref%C3%A1cio](https://www.academia.edu/7077565/Gilberto_Freyre_Um_brasileiro_em_terras_portuguesas_-_Pref%C3%A1cio)

«Como nasceu o Partido Comunista Português». *60 anos de luta*. Consulté le 3 Février 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.pcp.pt/como-nasceu-partido-comunista-portugues>.

COSTA, Fernando Dores. *Insubmissão: aversão ao serviço militar no Portugal do século XVIII* : Imprensa de Ciências Sociais, 2010

CUNHA, Adelino Filipe Saraiva da. *Os comunistas portugueses no exílio*. Thèse de Doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettre de l'Université de Lisbonne en 2015

DUFOIX, Stéphane. *Politiques d'exil: hongrois, polonais et tchécoslovaques en France après 1945*. Paris : Presses universitaires de France, 2002

«Entrevista com Nuno Teotónio Pereira e Fernando Rosas». *Em tempo de mudança, a História do Século XX*. Antena 2 . 8 mai 1998 . Consulté le 26 avril 2018. Disponible à l'adresse : <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=Tc1339>

FERREIRA, Ana Sofia, MADEIRA, João et CASANELLAS, Pau. *Violência política no século XX Um balanço*. Lisboa Instituto de História Contemporânea Faculdade de Ciências Sociais e Humanas / Universidade Nova de Lisboa., 2017

FRAGA, Luís Alves de. «Portugal na Grande Guerra : as deserções e os furtos no Corpo Expedicionário português». *Separata da Revista Militar*, Lisboa, 1985

FREITAS, António de. «O Fenómeno Emigratório: a diáspora europeia». In: REIS, António. *Portugal Contemporâneo (1958-1974)*. Lisboa : Alfa, 1989

GANI, Léon. *Sindicatos e Trabalhadores imigrados*. Lisboa : ed Prelo, 1975

GARCIA, José Luís Lima. *Ideologia e propaganda colonial no estado novo: da agência geral das colónias à agência geral do ultramar 1924 - 1974*. Thèse de doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettre de l'Université de Coimbra en 2011

GERVÁSIO, Eleutério. *A emigração acusa: Portugal à deriva*. Lisboa : Tipografia Leandro, 1978

GROPPO. Bruno. «Exilés et réfugiés: l'évolution de la notion de réfugié au xxe siècle», *Historia Actual On Line*, n° 2, automne 2003, p. 69-79. Consulté le 6 janvier 2018. Disponible à l'adresse : <file:///D:/Dialnet-ExilesEtRefugies-876552.pdf>

INSTITUTO NACIONAL DE ESTATÍSTICA. *25 de abril - 40 anos de estatísticas*. Lisboa ;, 2014

JERÓNIMO, Miguel Bandeira. «O Estado-império português e o colonialismo tardio». In: AAVV, *Descolonização, A queda do império (volume 3) (Vila do Conde: Verso da História, 2015), pp. 4-15, 20-25 e 28-36* [en ligne]. [Consulté le 24 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/12178187/\\_O\\_Estado-imp%C3%A9rio\\_portugu%C3%AAs\\_e\\_o\\_colonialismo\\_tardio\\_The\\_Portuguese\\_Empire-State\\_and\\_late\\_colonialism\\_](https://www.academia.edu/12178187/_O_Estado-imp%C3%A9rio_portugu%C3%AAs_e_o_colonialismo_tardio_The_Portuguese_Empire-State_and_late_colonialism_)

JOUVE, Edmond. *L'Organisation de l'unité africaine*. Paris : PUF, 1984

JULIEN, Corinne. *Histoire de l'humanité*. UNESCO, 2000.

LABOURDETTE, Jean-François. *Histoire du Portugal*. Paris : Fayard, 2000

LÉONARD, Yves. Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation. *Lusotopie*. 1997, p. 211-226

LÉONARD, Yves et SAMPAIO, Jorge. *Histoire du Portugal contemporain: de 1890 à nos jours*. Paris : Chandeigne, 2016

LOPES, Filipa Alexandra Carvalho Sousa. *As vozes da oposição ao Estado Novo e a questão de Goa (1950-1961)*. Thèse de doctorat en Histoire présentée à la Faculté de Lettre de l'Université de Porto en 2017

LOPES-CORDEIRO, Jose-Manuel. *A polémica sobre a deserção durante a guerra colonial* [en ligne]. [Consulté le 16 mars 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.academia.edu/35487674/A\\_pol%C3%A9mica\\_sobre\\_a\\_deser%C3%A7%C3%A3o\\_durante\\_a\\_guerra\\_colonial](https://www.academia.edu/35487674/A_pol%C3%A9mica_sobre_a_deser%C3%A7%C3%A3o_durante_a_guerra_colonial)

LUIS, Jean-Philippe. *L'État dans ses colonies: les administrateurs de l'empire espagnol au XIXe siècle*. Madrid : Casa de Velázquez, 2015

MACHADO, António de Moraes et SILVA, José Almeida da. *Memória de um tempo incompreensível: o serviço militar*. Carviçais : Lema d'Origem, 2016

MARTINS, Joaquim Pedro de Oliveira. *Obras completas*. Lisboa, Portugal : Guimarães, 1972

MARTINS, Susana Maria Santos. *Exilados portugueses em Argel a FPLN das origens à rutura com Humberto Delgado (1960 – 1965)*. Thèse de Doctorat en Histoire Institutionnelle et Politique Contemporaine. Présentée à la Faculté de Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Lisbonne en 2003

MARX, K., ENGELS, Friedr, BOTTIGELLI, Émile et RAULET, Gérard. *Manifeste du parti communiste: suivi des préfaces de Marx et d'Engels*. Paris : Flammarion, 1998

MELO, António (dir.). *Colonialismo e lutas de libertação: 7 cadernos sobre a guerra colonial*. Porto : Afrontamento, 1974

MONNERET, Jean-Léo. «Aspects de la révolution culturelle en Chine». *Politique étrangère*. Vol. 34, n° 4, 1969, p. 417-435

MOREIRA, Adriano. *A espuma do tempo: memórias do Tempo de Vésperas*. Coimbra, : Almedina, 2009.

MORNA, Álvaro. *O caminho da liberdade*. 1<sup>a</sup> ed. Lisboa : Gradiva, 2004

NARCISO, Raimundo. «O Serviço Militar e a Cidadania». *Nação e Defesa*. [s. d.], Vol. N°99-2a Série . p.67-94

NASCIMENTO, Manuel do. *Cronologia da História de Portugal*. Paris : L'Harmattan, 2002

NIBOYET, Jean-Paulin. Le décret-loi du 12 avril 1939 relatif aux associations. *Travaux du Comité français de droit international privé* [en ligne]. 1946, Vol. 6, n° 1938, p. 53-56.

OLIVEIRA, Álamo. *Até hoje: memórias de cão*. Lisboa : Signo, 1988

«O Presidente da República esteve no lançamento de um livro da Associação dos Deficientes das Forças Armadas». *Rádio Renascença* 30 Mai 2017. Consulté le 2 Février 2018.

Disponible à l'adresse :

[http://rr.sapo.pt/noticia/84999/marcelo\\_antigos\\_combatentes\\_sao\\_herois\\_a\\_quem\\_nao\\_foi\\_da\\_da\\_a\\_devida\\_atencao](http://rr.sapo.pt/noticia/84999/marcelo_antigos_combatentes_sao_herois_a_quem_nao_foi_da_da_a_devida_atencao)

PÁDUA, Mário Moutinho de. *No percurso de guerras coloniais: 1961-1969*. 2<sup>a</sup> ed. Lisboa : Avante!, 2011

PEREIRA, Joana Dias. «O Sindicalismo Revolucionário em Portugal no primeiro quartel do século XX». *Revista Estudos do Século XX*. n° 9, 2009, p. 115-134

PEREIRA, José Pacheco. *As armas de papel: publicações periódicas clandestinas edo exílio ligadas a movimentos radicais de esquerda cultural e política: (1963-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Lisboa : Temas e Debates : Círculo de Leitores, 2013

PEREIRA, Victor. « La Cimade et les Portugais en France de 1957 à 1974 : une aide sous le signe des guerres coloniales ». In : BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, DREYFUS-ARMAND, Geneviève, KÉVONIAN, Dzovinar et AMAR, Marianne (dir.), *La Cimade et l'accueil des réfugiés : Identités, répertoires d'actions et politique de l'asile, 1939-1994* [en ligne]. Nanterre : Presses universitaires de Paris Nanterre, 20 novembre 2014, p. 141-155. [Consulté le 27 mai 2018]. Sciences humaines et sociales. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pupo/2561>

PEREIRA, Victor. *La dictature de Salazar face à l'émigration: l'Etat portugais et ses migrants en France, 1957-1974*. Paris : SciencesPo, Les Presses, 2012

PEREIRA, Victor. *Les exilés politiques portugais en France de 1958 à 1974*. Mémoire de maîtrise d'Histoire Contemporaine présenté à la Faculté de Lettres et Sciences Humaine de l'Université de Rouen en 2000

PEREIRA, Victor. «Portugais en lutte : une mobilisation paradoxale». *Plein droit*. Avril 2014, n° 100, p. 40-44

PERVILLÉ, Guy. « Trente ans après : Réflexions sur les accords d'Évian ». *Outre-Mers. Revue d'Histoire*, Vol. 79, n° 296, 1992. p. 367-381

PIMENTA, Fernando Tavares. *Portugal e o século XX: Estado-Império e descolonização (1890-1975)*. Porto : Afrontamento, 2010

PIMENTEL, Irene Flunser, REZOLA, Maria Inácia et COLÓQUIO INTERNACIONAL "LEGADOS DO AUTORITARISMO EM PORTUGAL EM PERSPECTIVA COMPARADA (dir.). *Democracia, ditadura: memória e justiça política*. Lisboa: Tinta da China : Instituto de História Contemporânea : Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, 2013

PORTUGAL. (dir.). *Portugal na imprensa estrangeira*. Lisboa : Direcção Geral da Divulgação, 1976

«Presidente da República associa-se a "reabilitação moral" de soldado condenado a pena de morte» *Diário de Notícias*. 16 Setembro 2017. Consulté le 12 Mars 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.dn.pt/portugal/interior/presidente-da-republica-associa-se-a-reabilitacao-moral-de-soldado-condenado-a-pena-de-morte-8775478.html>

QUEIRÓS, José. «A deserção como escolha ética». 10 abril 2014, Consulté le 8 mai 2018. Disponible à l'adresse : <https://jugular.blogs.sapo.pt/a-desercao-como-escolha-etica-por-jose-3732803>.

*Regulamento para o Exercício e Disciplinas dos Regimentos de Infantaria dos Exercitos de Sua Magestade Fidelissima Feito por Ordem do Mesmo Senhor por Sua Alteza o Conde Reynante de Schumbourg Lippe, Marechal General*. Lisboa Secretaria de Estado, 1763

REIS, António. *Portugal Contemporâneo (1958-1974)*. Lisboa : Alfa, 1989

REIS, Jorge. *Aquilino em Paris*. Lisboa : Vega, 1987

RIBEIRO, Francisco Cassola. *Emigração portuguesa (Aspectos relevantes relativos às políticas adoptadas no domínio da emigração portuguesa desde a última guerra mundial, contribuição para o seu estudo)*. Lisboa: Secretaria de Estado das comunidades portuguesas/Instituto de Apoio à emigração e às comunidades portuguesas/Centro de estudo, 1986

RIBEIRO, Margarida Calafate. *Uma história de regressos: império, guerra colonial et pós-colonialismo*. Porto : Ed. Afrontamento, 2004

RODRIGUES, Fátima da Cruz. *Antigos Combatentes Africanos das Forças Armadas Portuguesas : A Guerra Colonial como Território de (Re)conciliação*. Thèse de Doctorat présentée à la Faculté d'Économie de l'Université Coimbra en 2012

ROSAS, Fernando. «O Salazarismo e o homem novo: ensaio sobre o Estado Novo e a questão do totalitarismo». *Análise Social vol XXXV (157)*. 2001, p. 1031-1054

ROSAS, Fernando, MARTINS, Fernando, AMARAL, Luciano do et ROLLO, Maria Fernanda. *História de Portugal. Sétimo volume, O Estado Novo: 1926-1974*. Lisboa : Círculo de Leitores, 1994

ROSAS, Fernando et OLIVEIRA, Pedro Aires (dir.). *A transição falhada: o marcelismo e o fim do Estado novo, 1968-1974*. Lisboa : Notícias, 2004

ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos et BEBIANO, Adriana (dir.). *Exílios: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Carcavelos : AEP61-74, 2016

ROSENHEIM, Ana, SILVA, Thérèse da, SANTOS, Hugo dos et BEBIANO, Adriana (dir.). *Exílios 2: testemunhos de exilados e desertores portugueses na Europa (1961-1974)*. 1<sup>a</sup> ed. Carcavelos : AEP61-74, 2018

SABINO, Amadeu Lopes. *À espera de Godinho: quando o futuro existia*. Lisboa : Editorial Bizâncio, 2009

SELLSTRÖM, Tor. *Sweden and National Liberation in Southern Africa: Solidarity and assistance, 1970-1994* : Nordic Africa Institute, 1999

SERRÃO, JOEL. «Conspecto Histórico da Emigração Portuguesa ». *Análise Social*, XVIII (32), p. 597-617.

SHAIN, Yossi. *The frontier of loyalty: political exiles in the age of the nation-state*. Middletown, Conn: Wesleyan University Press, 1989

SILVA, António Jorge dos Santos, *Le Cas des réfugiés politique portugais en France : vers une étude statistique du fichier de l'OFPPRA – approches juridiques du statut de réfugié*, Mémoire de DEA d'Histoire, Université Paris-IV, 1998

SOARES, Dina. «O país ainda não absolveu os desertores» *Rádio Renascença*. 25 Octobre 2016. Disponible à l'adresse:

[http://rr.sapo.pt/noticia/66884/o\\_pais\\_ainda\\_nao\\_absolveu\\_os\\_desertores\\_da\\_guerra\\_colonial](http://rr.sapo.pt/noticia/66884/o_pais_ainda_nao_absolveu_os_desertores_da_guerra_colonial)

TELO, António José. « Portugal , 1958-1974: sociedade em mudança». In: TORRE GÓMEZ, Hipólito de la (dir.). *Portugal y España en el cambio político (1958-1974)*. Mérida : UNED, 1990

TEIXEIRA, Rui de Azevedo et CONGRESSO INTERNACIONAL SOBRE A GUERRA COLONIAL (dir.). *A guerra do ultramar: realidade e ficção : livro de actas do II Congresso internacional sobre a guerra colonial*. Lisboa : Editorial Notícias, 2002

VALENTE, Pulido Vasco, *A República Velha(1910/1917)*, Lisboa : Gradiva Publicações, 1997

VICENTE, Leonel Martins. *Código de justiça militar anotado e actualizado*. Lisboa : Papelaria fernandes : Livraria morais, 1962

VOLOVITCH-TAVARES, Christine.« Les Portugais dans la région parisienne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1974». In : MARÈS, Antoine et MILZA, Pierre (dir.), *Le Paris des étrangers depuis 1945* [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 18 décembre 2014, p. 95-120. [Consulté le 17 mai 2018]. Internationale. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/psorbonne/965>

VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *Les portugais à Paris et dans la région parisienne (1945-1974)*. Paris : Edition de la Sorbonne, 1993

VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine. *L'illégalité, un des facteurs structurants de l'immigration portugaise?* Consulté le 3 mai 2018. Disponible à l'adresse : <http://histoire-sociale1.univ-paris1.fr/Marie.pdf>. p.3-4

WORONTZOFF. Madeleine. *Nom: Lénine, profession : journaliste .Lénine et la presse révolutionnaire*. Paris : éditions de la Taupe Rouge, 1975

ZARKA Jean-Claude. *Relations internationales*. Paris : Ellipses, 2016

## **Méthodologie**

BRETON, Philippe. *L'argumentation dans la communication*. Paris, : la Découverte, 2016

CARDON, Dominique et GRANJON, Fabien. *Médiactivistes*. Paris : Sciences Po, Les Presses, 2013

MAINGUENEAU, Dominique. *Les termes clés de l'analyse du discours*. Nouvelle édition revue et augmentée. Paris : Editions du Seuil, 2009

MAINGUENEAU, Dominique. *Analyser les textes de communication*. Paris : Armand Colin, 2016